

Les manœuvres géoéconomiques de la Turquie

Dina ISREB

Vanessa Le NOANE

Pascale MASCHERONI

Mohamed NEMIRI

Mai 2021

TABLE DES MATIERES

<u>Executive summary</u>	4
<u>Préambule : les fondamentaux historiques</u>	5
Le néo ottomanisme et la doctrine Davutoglu de "profondeur stratégique"	6
Le deep state ou l'état profond (Derin Devle) en Turquie	7
La légende de la pomme rouge, symbole de pouvoir	9
Les conséquences encore d'actualité de la guerre froide sur la Turquie	9
<u>Introduction : La Turquie moderne ou la mise en pratique d'une stratégie du faible par un acteur majeur</u>	10
<u>Une position stratégique au carrefour de trois continents</u>	11
1 Données géographiques	11
2 Les atouts du territoire turc : culturel, économique et religieux	11
3 Des atouts qui peuvent devenir des inconvénients	12
<u>L'économie turque : les caractéristiques d'une puissance émergente</u>	13
1 Croissance démographique et jeunesse de la population	13
2 Les secteurs phares de l'économie turque : agriculture et secteur secondaire	14
3 A la conquête de parts de marché : le projet « Vision 2023 » de la Turquie	15
4 De nombreuses mesures de soutien liées au Covid-19 à l'approche des élections législatives	16
<u>Politique étrangère et relations internationales : une dynamique complexe</u>	21
<u>Les stratégies d'influence et les moyens mis en œuvre par la Turquie (Depuis le début des années 2000)</u>	25
1 La réappropriation du hard power turc : la mise en œuvre de la puissance militaire	25
2 Le nouvel expansionnisme turc en mer Méditerranée et au Levant : entre réaffirmation du hard power militaire et enjeux de ressources énergétiques	31
3 L'organisation nationale du renseignement (Millî İstihbarat Teşkilatı MIT) : une arme centrale dans la conquête de pouvoir de la Turquie	42
4 La culture : pilier du soft power turc et vecteur majeur de l'influence « made in Turkey »	45
5 Le cas de l'Amérique latine : la Turquie au-delà de sa traditionnelle zone d'influence ou le succès retentissant des séries turques à l'autre bout du monde	51
6 La géopolitique des migrations turques : l'apparition de « l'indirect power »	53
7 Les entreprises turques à l'étranger : outil au service de la stratégie d'expansion turque	62
8 L'islam comme arme politique	71
9 L'islam politique ou l'islamo-nationalisme pour déstabiliser de l'intérieur : le cas de la France	73
<u>La cartographie des acteurs et les échiquiers</u>	74

<u>Une influence plus limitée qu'en apparence : les limites économiques, politiques et sociales de la stratégie turque</u>	80
1 La personnalisation de la politique turque : RT Erdogan tout puissant	80
2 Une économie très instable qui exacerbe les tensions au sein du pays	80
3 De mauvais résultats sur la corruption et la transparence fiscale qui fait peur aux investisseurs internationaux et détériore encore la situation économique	85
4 L'image du pays qui se dégrade et accélère la fuite des capitaux : les atteintes aux Droits de l'Homme et le tournant autoritaire de RT Erdogan	85
5 La Turquie et les diasporas turques pointées du doigt pour leurs activités illégales (blanchiment d'argent et financement du terrorisme) au sein de l'Union européenne	88
6 La présence de millions de réfugiés, attribuée aux actions de RT Erdogan, déstabilise l'équilibre intérieur du pays	89
<u>Des contradictions et oppositions internes et externes qui remettent en cause l'atteinte des objectifs d'expansion de la Turquie</u>	91
1 La doctrine de la patrie bleue ou l'utilisation contradictoire du droit international	91
2 La politique de RT Erdogan a exacerbé la polarisation des clivages de la société turque	91
3 La schizophrénie de la population turque : la tradition du nationalisme kémaliste et laïque versus l'avènement de l'islam politique de RT Erdogan	92
4 La Turquie : premier distributeur d'héroïne en Europe de l'ouest – un positionnement contradictoire avec les valeurs islamiques prônées par l'AKP	92
5 RT Erdogan n'arrive pas à rassembler les grandes puissances arabo-musulmanes et la position tant convoitée de leader du monde musulman est loin d'être acquise	94
6 La Turquie à l'origine de tensions avec ses alliées au sein de l'OTAN	94
7 Emmanuel Macron, seul leader européen à s'opposer à RT Erdogan : des réactions contradictoires et provocantes du Président turc	95
<u>Sources bibliographiques</u>	96

Executive summary

This study examines the various geo-economic maneuvers of modern Turkey and of the current President Recep Tayyip Erdogan, elected in 2002.

It has been shown that the country's strategic position at the crossroads of 3 continents offers many advantages but also drawbacks.

Tired of being the decades-long rejected pretender of the European Union, the country, led by its President Recep Tayyip Erdogan, is turning its back noticeably on its original partners and dreams of conquering eastward.

The study analyzes the global macro strategy through the use of different levers of soft and hard power but also of indirect power and its different areas of implementing its influence.

To apply these strategies, Turkey has recourse to human, institutional, military, financial, cultural and also illegal means. This analysis also presents the global and internal stakeholders' chessboard.

Finally, the various contradictions and the limits facing the country, and especially its leader, in its strategy of conquest are detailed.

Préambule : les fondamentaux historiques

Pour appréhender au mieux la Turquie actuelle, un passage par son histoire est nécessaire.

Il est difficile de se représenter la Turquie contemporaine sans passer par l'empire ottoman qui lui-même requiert la compréhension de l'Empire byzantin. Partir de son passé, permet de saisir les fondements de la formation de sa nation ainsi que ses concepts actuels.

Il n'est pas un courant ou une idéologie politique turque qui ne fasse référence à la modernisation liée au kémalisme, à la grandeur passée de l'Empire, ou encore à Soliman le Magnifique sans oublier la prise de Constantinople. Avec le temps et selon les opportunités, l'histoire turque mouvante sera même remaniée.

Une constante, un empire présent sur 3 continents à l'identité complexe

L'empire ottoman (1299 - 1924) se caractérise par la rencontre de deux visions différentes et la création d'une civilisation de synthèse. Découlant de l'empire byzantin, l'empire ottoman est musulman d'adoption.

Puissance musulmane située dans l'Europe chrétienne, elle est également une puissance sunnite qui s'oppose au chiisme de l'Iran séfévide (1501-1722). En d'autres termes, cette situation amène à la contradiction de la fusion prônée par le Coran et la séparation que conjecture l'Évangile.

Une autre des caractéristiques de l'empire ottoman est d'être à la fois turc et musulman.

Turc avec le maintien du türe, code politique issue d'Asie centrale, par le Palais et est employé pour sacrifier le sultan.

Musulman car dès le règne de Mehmed II (1451-1481), l'Islam géré par l'État lui apporte son système juridique, son vocabulaire politique, son ordre moral et ses hiérarchies. L'Islam permettra également de distinguer ethniquement au sein de l'État, les « gens de l'Islam » des « gens du Livre » (chrétiens et juifs), protégés en contrepartie de leur soumission et d'un impôt.

En 1922, le traité de Sèvres est signé et vient démanteler l'empire ottoman.

En 1923, la signature du traité de Lausanne officialise la naissance de la **Turquie moderne**.

La Turquie moderne d'Atatürk est caractérisée par « un nationalisme fortifié, un État reconstruit et consolidé ».



Figure 0.1 Mustafa Kemal Pasa, Atatürk

D'un point de vue idéologique, la Turquie kémaliste est marquée par :

- Le renforcement du caractère turco-musulman (échanges de population avec la Grèce, perte de la quasi-totalité des provinces arabes) et fondement de la nation.
- L'instauration de la République, la suppression du sultanat et du califat en 1923
- La valorisation de la langue, le passage de l'écriture en arabe à l'alphabet latin
- Une amélioration de la prise en compte de la femme avec notamment le droit de vote, de l'accès à l'éducation, ...
- L'instauration de laïcité modernisatrice avec la « nationalisation de la religion ».

Malgré ces actions de modernisation, la Turquie kémaliste continue d'être autoritaire. En effet, son modèle se base sur une élection plébiscitaire, sur un régime avec un parti unique dans un contexte où la société est contrôlée de près.

En parallèle, émergent des partis politiques plus libéraux provenant de la bourgeoisie commerçante plus perméable à la tradition musulmane et des partis d'inspiration socialiste et marxiste sous l'influence de la Russie soviétique à proximité.

L'existence d'une élite partagée est le point commun entre les Turquies modernes et contemporaines. Une partie est influencée par la prospérité et le développement du libéralisme politique et économique, présentés comme valeurs universelles. Une autre continue à soutenir une direction basée sur des valeurs traditionnelles en décalage avec le libéralisme politique.

Le fil rouge conducteur des empires, des Turquies modernes et contemporaines est l'esprit de conquête. La conquête justifie l'essor de ce peuple nomade à la base.

Deux options sont possibles : se rendre maître ou admettre sa subordination. Dans la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, la première option semble primer.

Le néo ottomanisme et la doctrine Davutoglu de "profondeur stratégique"



Figure 0.2 Ahmet Davutoğlu

La « Profondeur stratégique » a été théorisée et menée par Ahmet Davutoglu¹, l'une des personnes clés du régime de RT Erdogan, dans son ouvrage *Stratejik Derinlik* (Profondeur stratégique en français). En 2003, cette doctrine donne son nom à la politique étrangère par Ahmet Davutoglu alors conseiller personnel de Recep Tayipp Erdogan.

La vision d'Ahmet Davutoglu partait du principe que la Turquie actuelle devait assumer ses liens avec l'Empire ottoman vu surtout comme le grand protecteur des peuples musulmans du Moyen-Orient et la connexion avec l'Occident. A l'instar de la formule « zéro problème avec les voisins », l'objectif était avant tout de se présenter en médiateur régional par la multiplication des initiatives diplomatiques, des échanges culturels et commerciaux et d'avoir recours au *soft power* sur une zone d'influence étendue.

Le deep state ou l'Etat profond (Derin Devle) en Turquie

Un État profond (*Derin Devle*) se distingue par sa nature occulte, l'omniprésence de l'appareil sécuritaire, l'immixtion du lobby militaro-industriel, et même le recours à la stratégie de la tension.

En Turquie, l'Etat profond est incarné par l'armée et les élites militaro-laïques kémalistes. « L'État profond, c'est nous. À chaque fois que l'État s'affaiblit nous le reprenons en main » avoue le général Kenan Evren, chef de la junte militaire en 1980.

L'Etat profond en Turquie apparaît en 1950 et désigne à l'origine un service précis, celui de la contre-guérilla (Kontrgerilla). Le terme Etat profond revient au Premier ministre turc Bülent Ecevit.²



Figure 0.3 Mustafa Bülent Ecevit (1925-2006)

À l'instar d'autres pays de l'Alliance atlantique, la Turquie définit le socle des réseaux StayBehind, cellules clandestines chargées de lutter sur les arrières d'une éventuelle invasion soviétique. L'armée sous la forme du Département de la guerre spéciale (ÖHD-Özel Harp Dairesi) est en charge de leur organisation.

L'existence de l'Etat profond n'est pas révélée avant 1973, inconnue jusqu'alors même des autorités légales.

¹ Ahmet Davutoğlu (né en 1959) est un universitaire, diplomate et homme d'État turc, Premier ministre de Turquie du 28 août 2014 au 22 mai 2016 et président du Parti de la justice et du développement (AKP) du 27 août 2014 au 22 mai 2016. Il a été auparavant l'un des conseillers de Recep Tayyip Erdoğan, entre 2003 et 2009, puis ministre des Affaires étrangères de 2009 à 2014.

² Mustafa Bülent Ecevit (1925-2006) en 2000, journaliste, poète et homme d'État turc. Il a exercé la fonction de Premier ministre à quatre reprises.

Une nouvelle élite émerge au début du XXème siècle issue de l'armée turque, synthèse de la toge et de l'épée. Venant des Balkans, méfiant envers l'islam, formés au social-darwinisme, Les Jeunes-Turcs et kémalistes s'accordent pour ne plus subir l'Occident, pour ce faire, il faut soi-même devenir l'Occident. C'est de cette base que va naître le projet de modernisation autoritaire de la République qui semble en permanence bousculé. Pour s'assurer de son maintien ou sa survie, l'existence d'une organisation occulte.

Dans l'Empire ottoman, ce rôle était occupé par l'Organisation spéciale (Teskilat-i Mahsusa). Après la Première Guerre mondiale, Mustapha Kemal recrute ses premiers partisans au sein des organisations occultes.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, face au péril soviétique les élites kémalistes s'ouvrent aux alliances. Dans la conversion à la démocratie, la République se construit au détriment d'une société attachée à l'islam et laisse l'armée de côté. Une crainte de l'Etat profond naît alors de voir s'insurger la société en proie à ses envies en venant bousculer le triptyque : État-nation, État-laïc, État-unitaire.

En effet, il serait dans l'intérêt du glaive de voir arriver un coup d'État, le rôle du glaive étant d'écarter la subversion gauchiste, le séparatisme ethnique, la réaction religieuse.

Durant les années 1990, avec le retour de l'armée dans ses casernes, l'État profond recourt à des moyens plus opaques : service de renseignement, mafia et droite radicale. A la tête de ce trio occulte, l'ÖHD, le MIT (Millî istihbarat Teskilatı – Service de renseignement national) et en charge de la supervision le JITEM (Jandarma Istihbaratve Terörle Mücadele – Service de renseignement et de lutte antiterroriste de la Gendarmerie). Au même moment, démarre la lutte contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK.

Le nombre de kidnapping et meurtres sont alors fréquents avec aux manettes la pègre turque profitant de l'occasion pour éliminer à travers le PKK la mafia kurde, car les deux cartels se battent pour le marché de la drogue et son transit en Europe.

L'Etat profond connaît un nouvel essor avec l'arrivée au pouvoir en 2002 de Recep Tayyip Erdogan. L'islam politique devient alors la nouvelle cible.

Ce sont désormais les laïcs (journalistes, universitaires, juristes) qui appuient à l'état profond. Il s'agit dorénavant de déstabiliser le gouvernement par les urnes. L'État profond n'a plus ses relais à l'étranger, présents lors de la guerre froide. Le MIT, maintenant sous tutelle civile, devient loyal au président Recep Tayyip Erdogan. L'armée, la police et la magistrature sont infiltrées par la confrérie Gülen (Hizmet) pour assainir les institutions. En outre, un État parallèle (Paralel Devlet) apparaît suite à l'entrisme du Hizmet de moins en moins maîtrisé par Recep Tayyip Erdogan. En résulte le conflit qui va naître entre lui et la confrérie Gülen en 2013. Avec les purges qui suivent, RT Erdogan se voit contraint de collaborer avec ses adversaires d'hier, les kémalistes. Néanmoins, une constante reste, celle du service de l'Etat, que le pays soit laïc ou islamique.

Le nouvel État profond est désormais l'association de ce qui reste du kémalisme radical (réseaux Ergenekon), des confréries islamiques traditionalistes (Menzil, Süleymanci), des

activistes islamistes (Foyers ottomans), la pègre de la mer Noire (Sedat Peker) et les sociétés militaires privées (SADAT). A présent, on retrouve Recep Tayyip Erdogan aux manettes de l'État profond.

La légende de la pomme rouge, symbole de pouvoir

La légende de la pomme rouge, issue du texte intitulé en turc Târîh-i Kizil Elma (Histoire de la Pomme rouge), appartient au folklore anatolien. L'idéal ottoman de la « pomme rouge » dans l'histoire turco-byzantine désigne l'ultime but des conquêtes ottomanes. Selon les époques, on retrouve son application dans l'aspiration à conquérir de grandes villes de la chrétienté (Istanbul, Budapest, Vienne, Rome, ...) des armées ottomanes. La « pomme rouge » aurait été aussi localisée, parfois, dans les territoires au-delà des frontières de l'Est de l'Empire, comme au Daghestan.

Les conséquences encore d'actualité de la guerre froide sur la Turquie

La Turquie est depuis le début de la Guerre froide un partenaire transatlantique de poids pour les Etats-Unis. Elle entre dans l'OTAN en 1951, afin de combattre aux côtés des États-Unis pendant la guerre de Corée. Elle aura, pendant près de 40 ans, la position de poste avancé oriental face aux Soviétiques. Les États-Unis soutiennent les Turcs dans leur souhait d'adhérer à l'Union européenne (UE), d'une part pour maintenir une certaine cohérence stratégique du bloc libéral hérité de la Guerre froide, d'autre part pour s'assurer que les turcs ne se rapprochent pas davantage de l'Est.

A ce jour, Recep Tayyip Erdogan maintient avec l'OTAN un rapport *de « chamaillerie permanente »*, mais il s'y sent en confiance, ce qui n'est pas le cas de son rapport avec la Russie. C'est pourquoi il essaye aujourd'hui de se réconcilier avec les Etats-Unis, dont il sait bien qu'ils ont besoin de lui comme relais au Moyen Orient.

INTRODUCTION : La Turquie moderne ou la mise en pratique d'une stratégie du faible par un acteur majeur

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, RT Erdogan a graduellement laissé transparaître ses ambitions pour son pays : rendre à la Turquie son prestige et retrouver le pouvoir d'un empire.

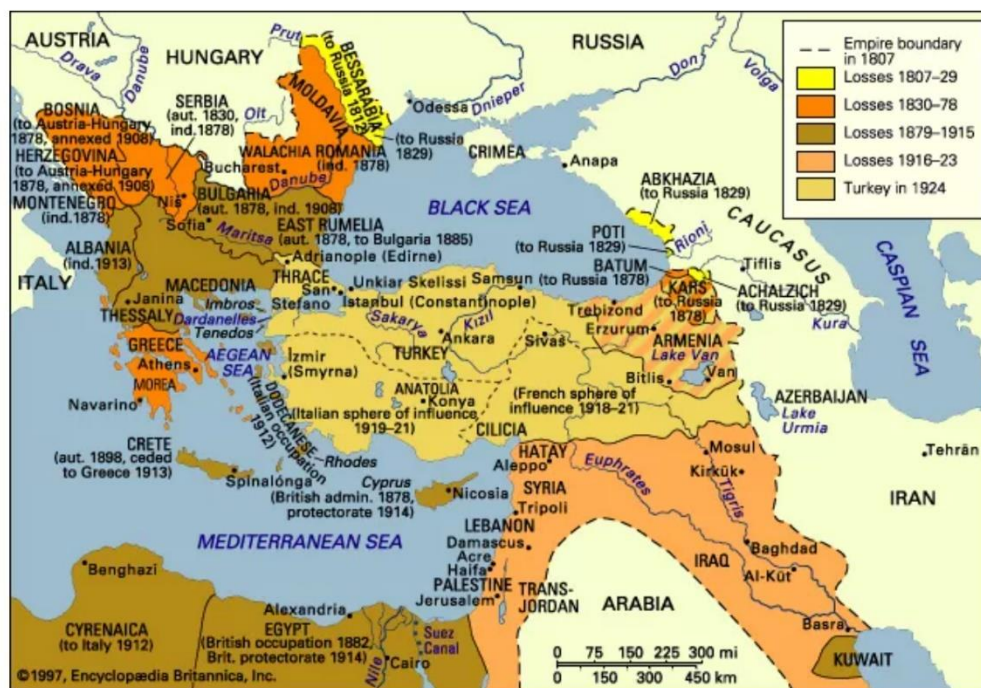
La Turquie a ainsi changé de stratégie ces dernières années. De la doctrine d'Ahmet Davutoglu du « Zéro problème avec les voisins » et de la « Profondeur stratégique », le pays est engagé dans une stratégie plus offensive et expansionniste. Les velléités d'expansion de la Turquie s'expriment quasiment dans le monde entier, à différentes échelles et via de nombreux moyens (ONG, diasporas turques, entreprise privées, diplomatie, médias, contenus audiovisuels, etc.).

Les choix de la Turquie en Méditerranée et au levant ces dernières années ont pour fondement la doctrine de la Patrie Bleue. La Patrie bleue n'est pas un outil politique mais une doctrine géostratégique mise en pratique peu importe le parti au pouvoir. L'objectif de cette doctrine est de mettre à mal l'enfermement de la Turquie sur la Terre ferme et de défendre les intérêts nationaux turcs, notamment l'accès aux richesses maritimes et sous-marines. RT Erdogan met cette doctrine au service de sa politique d'influence.

En parallèle, c'est l'islam politique et l'ultra nationalisme turc que le Président turc met au service de sa stratégie d'expansion, notamment dans les anciens territoires de l'empire ottoman et dans l'ensemble du monde arabo-musulman.

La Turquie, désormais tournée vers l'est pour devenir leader du monde musulman, arrivera-t-elle via ses manœuvres géoéconomiques à devenir un acteur incontournable de la scène internationale ?

Source :
France
Culture



Turquie : carte des évolutions de 1800 à 1925

Une position stratégique au carrefour de trois continents**1 Données géographiques**

Superficie	783 562 km ²
Population	83 millions
Capitale	Ankara
Capitale économique	Istanbul (seule ville du monde à être située sur 2 continents)
Organisation territoriale	7 régions 81 provinces
Climat	3 zones climatiques (richesse de paysages et de plantes)
Zones économiques	Région de Marmara (Istanbul, Bursa et Kocaeli) Ankara Izmir
Frontières terrestres	Sur 2600 km avec 8 pays (Grèce, Bulgarie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Iran, Irak et Syrie)
Accès à la mer	Territoire entouré par les mers sur 3 côtés (mer noire, mer de Marmara et mer Egée, mer Méditerranée)
Topographie	▪ Frontières montagneuses à l'est et au sud-est (Iran, Irak et Caucase) ▪ Frontières maritimes à l'ouest ▪ Très grands nombres de lacs (lac Van étant le plus grand) ▪ Le Tigre et l'Euphrate prennent leur source en Turquie avant de rejoindre le golfe Persique
Ressources naturelles	Charbon, chrome (une exportation importante), fer, cuivre, bauxite, marbre et soufre.
Croissance démographique	1.47%
Espérance de vie	77.4 ans (2018)
Vieillessement de la population	2/3 des turcs ont moins de 35 ans
Tourisme	45 628 673 personnes (2018)

2 Les atouts du territoire turc : culturel, économique et religieux

La Turquie est idéalement localisée entre l'orient et l'occident, au carrefour de 3 continents que sont l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

Le territoire turc a été le réceptacle des grandes civilisations hittite, ottomane, mais aussi grec, romaine et byzantine. La richesse culturelle du territoire est indéniable et permet à la Turquie moderne d'être marquée par de nombreux métissages culturels (européen, russe, perse et arabe).

La position du pays est un atout également sur le plan économique : la Turquie est par exemple traversée d'est en ouest par des oléoducs qui permettent l'approvisionnement énergétique de l'occident à partir de l'Asie centrale.

Enfin, la Turquie se situe au cœur des pays moyen-orientaux et musulman : le levant et le golfe à l'est, le Maghreb à l'ouest. Le pays peut ainsi se rêver leader du monde musulman.

Par ailleurs, cette position au carrefour du Moyen-Orient et de l'Europe permet à la Turquie de se prévaloir d'un rôle de médiateur et de pont entre les civilisations.

3 *Des atouts qui peuvent devenir des inconvénients*

Cette même localisation est devenue la faiblesse de la Turquie qui en fait un pays de transit. La topographie du territoire est telle qu'elle favorise les passages clandestins et le recours aux passeurs. De plus, les politiques migratoires de l'union européenne ont transformé la Turquie en premier point d'entrée des flux migratoires provenant d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie) voulant se rendre en Europe. Ces flux s'ajoutent aux flux historiques de migrations venant de l'est (l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan).

L'économie turque : les caractéristiques d'une puissance émergente

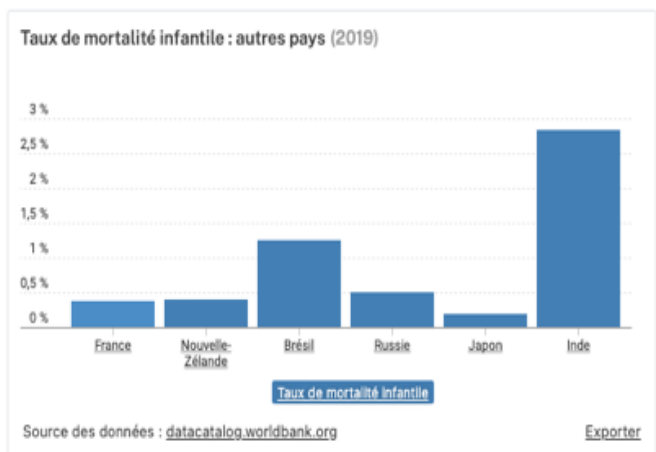
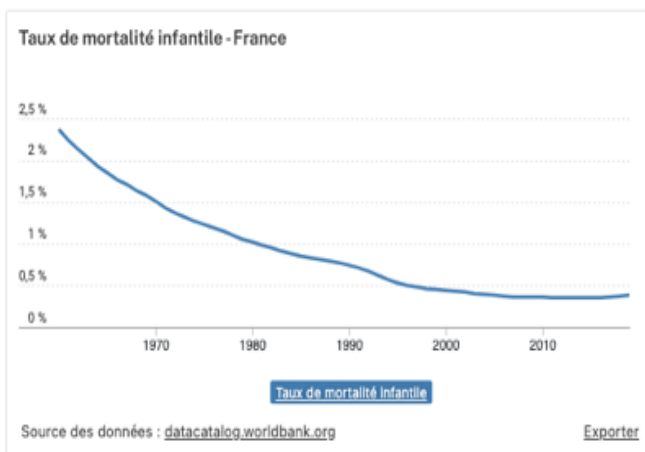
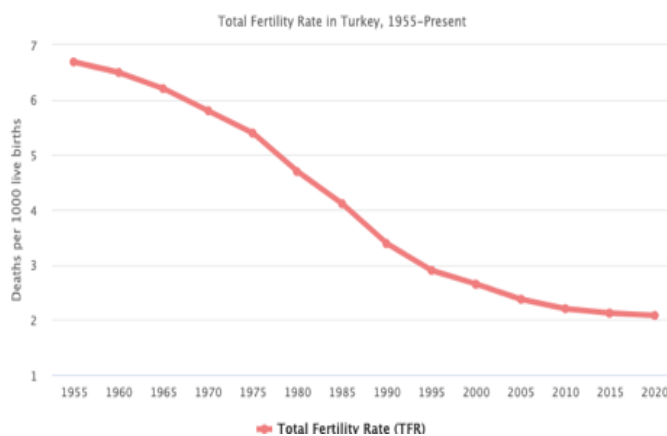
1 Croissance démographique et jeunesse de la population

A ce jour, la population atteint environ 84 millions avec depuis les années 50 un croisement annuel de 1,4%. On note une augmentation de la population d'environ 30 millions de personnes sur les trente dernières années. A titre d'information, sur cette même période celle de la population française s'est étoffée de 10 millions.

Cela peut s'expliquer par l'espérance de vie³ qui était très en retard par rapport au pays européen et un taux de fécondité⁴ encore élevé (2,1 contre 1,9 en moyenne au sein de l'OCDE) combiné à une mortalité infantile en baisse.

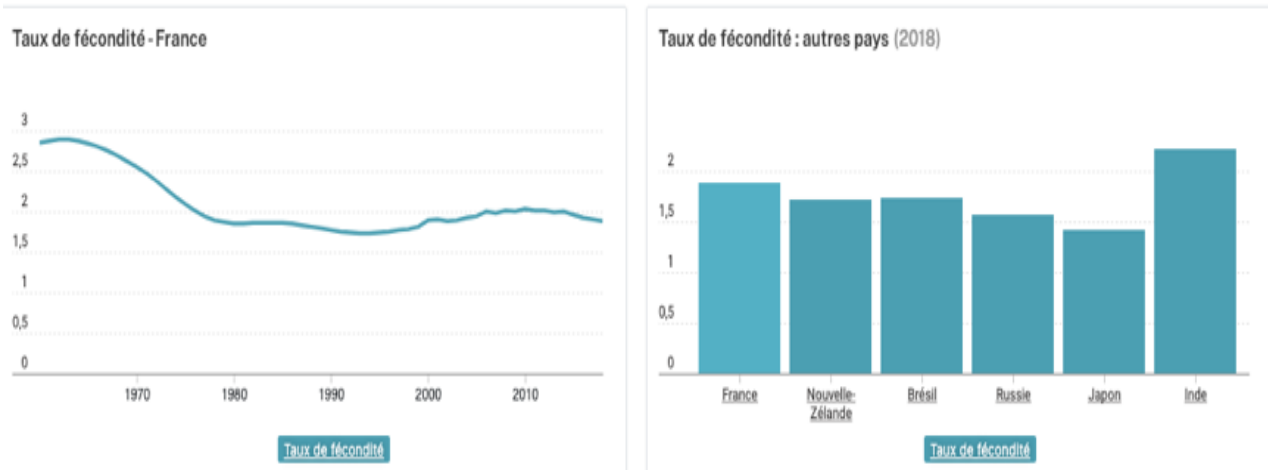
C'est un pays très urbanisé et jeune avec 38% de moins de 25 ans et dont l'âge médian est de 32,7 ans.

La croissance démographique et la jeunesse de la population turque est l'un des atouts majeurs qui porte l'économie nationale vers le haut. Cette jeunesse a permis notamment à la Turquie de développer le secteur tertiaire avec l'essor des nouvelles technologies. Elle participe pleinement à la consommation intérieure du pays.



³ Espérance de vie : La Turquie compense son retard sur les pays de l'OCDE en termes d'espérance de vie dans les années 90 avec un resserrement de l'écart type de 7/8 ans contre 12/15 ans auparavant.

⁴ Le taux en Turquie est de 2,1 depuis peu alors que dans les pays développés il est très vite descendu en dessous de deux.



2 Les secteurs phares de l'économie turque : agriculture et secteur secondaire

Le secteur agricole représente 6,4% du PIB de la Turquie. Bien qu'il emploie près de 18% de la population, ce secteur continue de souffrir d'une faible productivité en raison de la dépendance à l'égard des petites exploitations. Environ 11% du territoire turc est utilisé comme terres agricoles. Le blé est la principale culture du pays, bien que la Turquie soit le troisième exportateur mondial de tabac et le plus grand producteur de noix de cajou (près de 70% de la production mondiale). La Turquie reste un exportateur net de produits agricoles (près de 18,6 milliards de USD d'exportations agricoles et alimentaires contre 14,3 milliards de USD d'importations en janvier-novembre 2020 selon la Fédération turque des associations de l'industrie alimentaire et des boissons), néanmoins des importations de bétail en particulier ont crû de façon exponentielle pour compenser la diminution du secteur de l'élevage d'animaux. Les ressources minérales sont abondantes, mais sous-exploitées. La récente découverte par la Turquie de ressources en gaz naturel dans la mer Noire pourrait contribuer à accroître la part de l'activité minière dans l'économie dans un proche avenir.

La fabrication est la principale activité industrielle du pays. Le secteur secondaire représente 27,2% du PIB et emploie 26% de la population active. Le gouvernement turc accorde une importance particulière aux grands projets d'infrastructure, en particulier dans le secteur des transports, à travers le modèle de financement de projet Build-Operate-Transfer (BOT). La construction automobile et le textile sont les fers de lance de l'industrie turque. Le secteur des services a connu une croissance rapide au début des années 2000, atteignant 59% du PIB en 2009, mais a diminué depuis et représentait 56,5% du PIB en 2019, tout en employant 55,9% de la population active du pays (2020). Le tourisme représente près de 4% du PIB et est une source majeure de devises pour le pays. Cependant, les revenus du tourisme de la Turquie ont considérablement diminué en 2020, car la pandémie de COVID-19 a entraîné des restrictions de voyage dans le monde entier, des fermetures de frontières et une baisse globale de la demande. Selon les estimations du ministère turc du Tourisme et de la Culture, le secteur du tourisme turc devrait connaître une contraction de 70% en 2020. Les revenus du tourisme devraient atteindre un peu plus de 11 milliards de USD, avec un total de 15 millions de voyageurs.

3 A la conquête de parts de marché : le projet « Vision 2023 » de la Turquie

Le gouvernement turc a lancé le projet « Vision 2023 », il y a une quinzaine d'année pour devenir une puissance économique incontournable.

Le site Erai Turquie⁵ nous l'explique ci-après :

Qu'est-ce que le Projet Vision 2023 de la Turquie ?

Le Projet Vision 2023 est un ensemble d'objectifs collectifs que la Turquie veut atteindre d'ici 2023, le 100ème anniversaire de la République Turque. Les objectifs se concentrent sur l'économie, le tourisme, l'énergie, la politique étrangère, le transport et les soins de santé.

Tous sont des aspects essentiels de la société, mais ensemble, ils contribuent collectivement à l'objectif ultime et le plus important d'être l'une des économies les plus prospères du monde.

Objectifs pour l'économie turque d'ici 2023

Afin de figurer parmi les dix premières économies du monde, la Turquie s'est fixée des objectifs plus modestes. La Turquie veut atteindre :

- Un taux de chômage de 5 %,
- Un trillion de dollars US en commerce extérieur,
- Un salaire brut de 25.000 USD,
- Une industrie d'exportation de 500 milliards de dollars par an,
- Un produit intérieur brut de 2 billions de dollars US.

L'économie turque a connu une croissance de 6,1 % en 2015, 3,2 % en 2016 et 7 % en 2017. Le magazine The Economist l'a qualifiée de l'un des marchés les plus dynamiques du G20.

Les domaines actuellement en retard sont le déficit des comptes, le chômage et l'inflation, que le pays prévoit de traiter dans le cadre du programme à moyen terme approuvé par le gouvernement pour la Turquie de 2018 à 2020.

C'est pourquoi, le gouvernement a mis en place une série d'incitations fiscales et sociales pour être plus attrayantes tant pour les investisseurs étrangers que pour les entrepreneurs locaux.

Ainsi, elle offre les avantages suivants :

- Réduction de l'impôt sur les sociétés
- Exemption des droits de douane ;

⁵ ERAI Turquie est une société de conseil en développement et gestion d'entreprise qui assiste et guide les entreprises souhaitant s'implanter sur le marché turc.

- Exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et
- Remboursement de la TVA ;
- Soutien des primes de sécurité sociale de la part de l'employeur ;
- Déduction de la retenue d'impôt sur le revenu ;
- Attribution de terrains ; et
- Soutien des taux d'intérêt pour les prêts à l'investissement.

Le programme d'incitations donne la priorité aux secteurs de haute technologie, à forte valeur ajoutée et compétitifs au niveau mondial et comprend des programmes d'incitation régionaux visant à réduire les disparités économiques régionales et à accroître la compétitivité. Les entreprises étrangères peuvent bénéficier d'incitations à la recherche et au développement (R&D) si la R&D est menée en Turquie. La Turquie cherche à encourager l'esprit d'entreprise et les petites et moyennes entreprises (PME). Par l'intermédiaire de l'Organisation pour le développement des petites et moyennes entreprises (KOSGEB), le gouvernement turc offre diverses incitations aux idées innovantes et aux technologies de pointe. Le Conseil de la recherche scientifique et technologique de Turquie (TUBITAK) dispose de programmes spéciaux pour les entrepreneurs dans le secteur technologique, et la Fondation turque pour le développement technologique (TTGV) a des programmes qui fournissent des prêts de capitaux pour les projets de R&D et/ou couvrent les dépenses liées à la R&D.

4 *De nombreuses mesures de soutien liées au Covid-19 à l'approche des élections législatives*

Le programme intitulé Bouclier de stabilité économique d'un montant de 100 milliards TRY (soit 2.1 % du PIB) est lancé le 18 mars 2020 par les autorités turques. Des mesures complémentaires ont été ajoutées les mois suivants et le montant total des interventions atteignait 503.4 milliards TRY (10.6 % du PIB) à la mi-novembre. Les principales mesures sont passées en revue ci-dessous, elles sont tirées du rapport de l'OCDE « Études économiques de l'OCDE : Turquie 2021 (version abrégée) ».

Transferts sociaux

Depuis la mi-mars, le minimum vieillesse a été porté de 1 000 à 1 500 TRY par mois (230 USD sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'annonce).

Les familles dans le besoin ont reçu chacune un transfert en espèces ponctuel de 1 000 TRY (154 USD). À la fin du mois d'octobre, 6.3 millions de familles avaient perçu cette prestation, qui est versée à titre de complément aux ménages percevant déjà d'autres aides sociales.

Les ménages dans le besoin mais ne répondant pas aux conditions requises pour avoir droit à l'allocation standard ont pu demander une aide exceptionnelle à un nouveau Fonds national de solidarité, auquel les entreprises publiques et les sociétés privées ont été invitées à contribuer. Environ 0.05 % du PIB avait été redistribué par le biais de ce Fonds en septembre 2020.

Les municipalités ont également offert un soutien en espèces et en nature. Plusieurs d'entre elles ont mis en place des dispositifs locaux pour annuler les créances des ménages insolubles

vis-à-vis des fournisseurs de services d'utilité publique (eau et gaz naturel) et des commerces d'alimentation. Les entreprises privées concernées ont annulé de manière anonyme les montants dus. Ces programmes ont bénéficié à des millions de familles.

Crédits accordés à des conditions favorables aux entreprises et aux ménages

À la mi-mars, l'Agence pour la régulation et la supervision bancaire : 1) a demandé aux banques de reporter d'au moins trois mois les remboursements de capital et d'intérêts de leurs clients qui en faisaient la demande ; 2) a porté de 90 à 180 jours le délai de classement d'un prêt comme non performant (conformément aux recommandations internationales) ; 3) a introduit des dispositions d'assouplissement temporaire pour la mesure du ratio de fonds propres des banques ; et 4) a réduit la quotité de financement pour les crédits hypothécaires.

Depuis la mi-mars, trois grandes banques publiques (Ziraat, Halkbank et Vakif) ont proposé à toutes les entreprises des prêts de trésorerie à des conditions préférentielles (d'une durée de 36 mois, assortis d'un différé d'amortissement de 6 mois et d'un taux d'intérêt modéré, de 7.5 %), sous réserve qu'elles maintiennent leur niveau d'emploi actuel.

Les banques publiques ont proposé aux commerçants et aux artisans une ligne de crédit à taux préférentiel (à échéance de 36 mois et assorti d'un taux d'intérêt de 4.5 %). Une carte de crédit spécifiquement conçue pour cette catégorie a également été mise à leur disposition avec une ligne de crédit individuelle de 25 000 TRY (4 000 USD au moment de son annonce).

Fin mars, les remboursements du principal et des intérêts au titre des prêts bonifiés de la banque des PME aux commerçants et artisans ont été reportés de trois mois. Fin avril, les remboursements du principal et des intérêts des crédits bonifiés de la banque agricole aux producteurs agricoles ont été reportés de six mois.

Les banques publiques ont commencé à offrir aux ménages à faible revenu (gagnant moins de 5 000 TRY, soit 770 USD par mois) des « crédits de soutien aux besoins de subsistance » pouvant aller jusqu'à 10 000 TRY (1 500 USD), pour une durée maximale de 3 ans et à un taux d'intérêt préférentiel de 6 %.

Le 30 mars, le Fonds de garantie du crédit (KGF) a porté le montant maximal total de ses garanties de prêts de 25 milliards TRY à 50 milliards TRY (7.7 milliards USD). Il a garanti pour la première fois des prêts à finalité générale accordés à des particuliers. La capacité totale de levier du KGF a ainsi atteint 500 milliards TRY (14 % du PIB de 2019). Les obligations de l'État au titre des garanties correspondantes sont toutefois plafonnées à 1.4 % du PIB.

En avril, l'Agence pour la régulation et la supervision bancaire a introduit un « ratio de solvabilité » applicable à la plupart des banques (à l'exception des banques de développement et des petites banques) pour stimuler leur activité de crédit. Les banques sont ainsi incitées à financer de nouveaux prêts à partir de sources autres que les dépôts ou à investir dans des obligations d'État. Fin mai, ce ratio a été révisé pour stimuler les prêts à long terme. En août et septembre, il a été révisé à nouveau pour réduire son incidence expansionniste. Sa suppression progressive d'ici le 31 décembre 2020 a été annoncée en novembre (voir dans l'encadré 1.4 des informations détaillées sur le fonctionnement de ce ratio).

Début mai, le Fonds souverain (TVF) a injecté 21 milliards TRY (2.8 milliards USD) de capitaux supplémentaires dans trois banques publiques participant au financement de mesures liées au COVID-19 (Ziraat, Halkbank et Vakifbank).

Fin mai, ces banques publiques ont lancé une nouvelle série de prêts à taux préférentiels pour soutenir les achats de véhicules automobiles, petit et gros électroménager et autres biens de consommation durables produits dans le pays. Ces prêts ont également permis de financer l'achat de logements et le tourisme local.

En juin, l'Agence pour la régulation et la supervision bancaire a porté de 12 à 18 mois le nombre maximum de mensualités autorisées pour les achats par carte de crédit auprès des compagnies aériennes, des agences de voyage et des hôtels, afin de stimuler la demande de voyages et de séjours touristiques dans le pays.

En juin, la banque centrale de la République de Turquie (TCMB) a introduit un nouveau programme de « prêts contre engagement d'investissement ». Il est destiné à financer des investissements qui « réduiront les importations, stimuleront les exportations et soutiendront une croissance durable ». Ces prêts seront accordés par l'intermédiaire de la Banque d'investissement et de développement de la Turquie, récemment restructurée. Ils auront une durée maximale de 10 ans et seront assortis d'un taux d'intérêt inférieur de 150 points de base au taux d'intérêt directeur.

Fin juillet, la banque publique des PME (Halkbank) a reporté pendant trois mois tous les remboursements de capital et d'intérêts dus par les commerçants et les artisans.

À la mi-octobre, l'Association des banques turques a lancé une nouvelle ligne de crédit destinée aux entreprises du tourisme et à leurs fournisseurs (« Programme de soutien au tourisme ») afin de leur permettre de financer le paiement de leurs salaires, loyers et autres coûts fixes. Une somme de 10 milliards TRY a été débloquée pour être distribuée par 15 banques avec la garantie de l'État.

Une mesure semblable a été adoptée mi-octobre pour les PME afin de les aider à payer leurs salaires, loyers et autres coûts fixes (« Programme de soutien aux microentreprises »). L'enveloppe, de 10 milliards TRY, sera distribuée par trois banques publiques avec la garantie de l'État (Ziraat Bank, Halkbank et Vakifbank).

Soutien monétaire à l'activité

À la mi-mars, la banque centrale de Turquie (TCMB) a ramené son principal taux directeur (le taux des prises en pension à une semaine) de 10.75 % à 9.75 %. Elle l'a encore réduit pour le porter à 8.75 % le 22 avril et à 8.25 % le 21 mai.

Fin mars, la TCMB a apporté un soutien direct à la liquidité par : 1) un relèvement de ses plafonds pour les opérations d'open market concernant les titres d'État ; 2) une diversification des titres acceptés en garantie dans les transactions avec les banques ; 3) une extension des facilités de liquidité pour les banques « pour favoriser un flux de crédit ininterrompu aux

entreprises », et 4) une augmentation du volume et un prolongement de la durée de ses crédits à l'exportation traditionnels – dont 70 % seront réservés aux PME.

À la mi-avril, la TCMB a porté de 5 à 10 % de son bilan le plafond applicable à ses opérations d'open market sur les titres d'État.

Début juin, elle a alloué un tiers de son portefeuille total de crédits à l'exportation à des crédits d'investissement à long terme.

Aide aux exportateurs

La Türk Eximbank a prolongé de trois à six mois les délais de remboursement de l'encours de ses crédits de réescompte aux exportateurs.

Dans le cadre d'un nouveau programme de financement des stocks, proposé par la Türk Eximbank, des prêts à faible taux d'intérêt ont été consentis aux exportateurs « dont les stocks ont augmenté en raison de la faible demande et de l'annulation de commandes ».

La durée maximale prévue des crédits de réescompte consentis aux exportateurs a été à nouveau prolongée.

Préserver les liens avec l'emploi

Les conditions d'admissibilité au régime existant de chômage partiel (qui compense 60 % des pertes de revenu dues à la réduction des heures de travail) ont été assouplies. Le nombre de jours de cotisation requis a été ramené de 600 à 450 jours et la durée du contrat de travail valide exigé dans la période précédant immédiatement la demande est désormais de 60 jours, au lieu de 120 précédemment. Pour être admissibles, les entreprises doivent s'engager à ne pas réduire leur niveau d'emploi. Au début de novembre, 21.8 milliards TRY avaient été versés à 3.6 millions de bénéficiaires au titre de ce régime (Ministry of Family, Labor and Social Services of Turkey, 2020). La date de fin de ce programme a été ensuite repoussée au 31 décembre 2020.

La période compensatoire (permettant de récupérer les heures de travail supplémentaires) a été portée de deux à quatre mois.

À la mi-avril, le Parlement a adopté une nouvelle loi sur les congés sans solde (chômage partiel). Une indemnité fixe de 1 170 TRY (170 USD, le plancher de l'indemnité d'assurance chômage) est accordée aux salariés placés en chômage partiel. Les employeurs se sont vu accorder toute discrétion en matière d'autorisation de congés sans solde, mais en échange, il leur a été interdit de licencier des salariés pendant la période où la loi était en vigueur (elle est actuellement en vigueur jusqu'au 17 janvier 2021 et le Président est habilité à la proroger jusqu'au 31 juillet 2021). Les travailleurs concernés supportent cependant une perte de revenu par rapport à leurs revenus réguliers. À la fin octobre, 5.1 milliards TRY avaient été versés à 2.1 millions de bénéficiaires au titre de ce régime.

À compter de la mi-juillet, une « incitation au retour à la normale » a été offerte aux entreprises renonçant aux dispositifs de chômage partiel. Celles-ci ont été exonérées des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale pendant six mois. Au début de novembre, les contrats de travail de 2.1 millions de salariés avaient été « normalisés » dans ce cadre. La période de mise en œuvre a ensuite été étendue jusqu'au 30 juin 2021.

Prospection commerciale

À partir de la mi-avril, des majorations des droits de douane de 2 à 50 % ont été imposées sur une série de marchandises, afin de « soutenir les industries nationales touchées par le choc du COVID-19 ». Ces majorations aboutissent à des taux de droits nets qui ne dépassent pas les taux consolidés notifiés par la Turquie à l'Organisation mondiale du commerce. Elles devaient être supprimées en octobre, mais leur suppression a été reportée à la fin de 2020.

La liste des produits a été élargie par étapes. Au total, environ 5 000 groupes de produits étaient couverts (dont les consoles de jeux, les textiles à usage domestique, les produits d'électroménager, les biens de consommation durables, les matériaux de construction, les machines industrielles, le matériel de récolte, les machines textiles, les confiseries, le cacao en poudre, le chocolat, les biscuits, etc.). Les majorations tournent autour de 17 %.

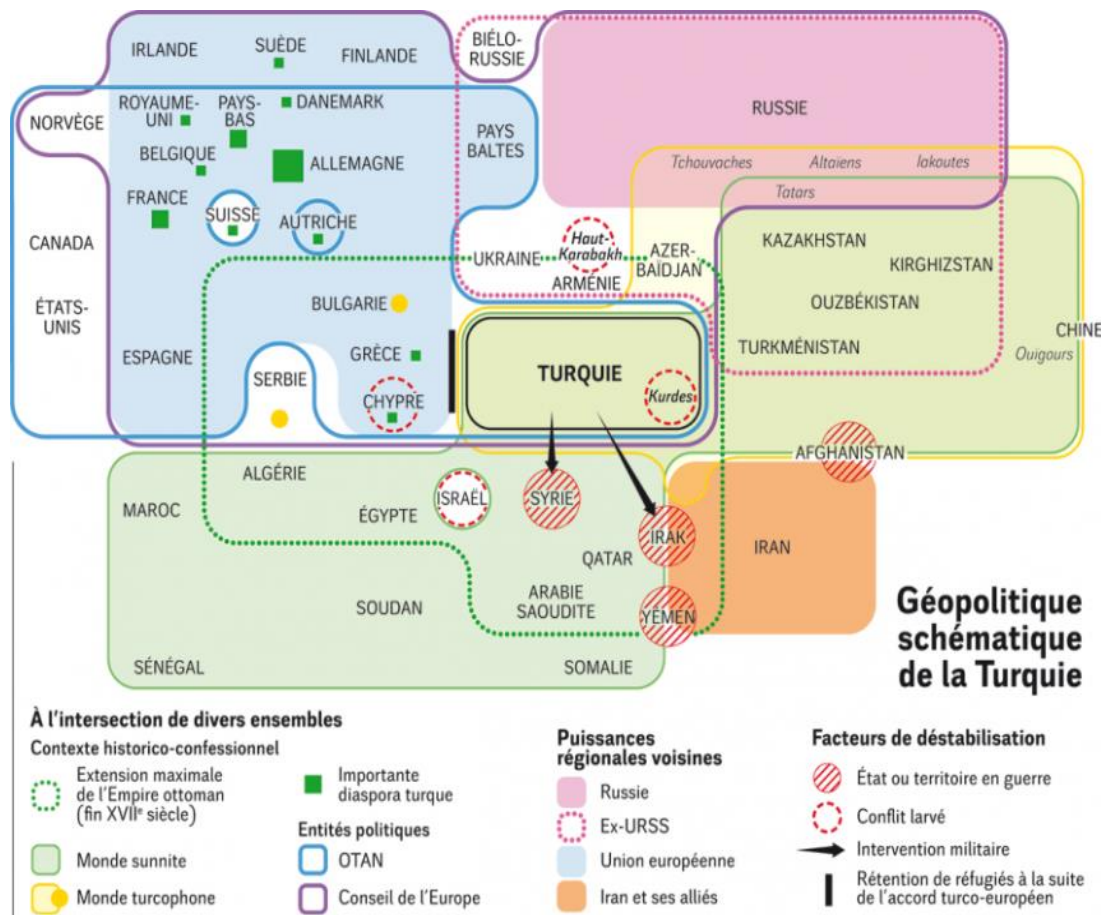
Les importations de pays avec lesquels la Turquie a conclu des accords de libre-échange ont été exclues de ces mesures. Cela concerne principalement les importations de l'UE. Environ 57 % des produits normalement soumis à des majorations sont importés de l'UE et d'autres pays de l'AELE. Les 43 % d'importations restantes, en provenance notamment de la Chine, de l'Inde, du Japon, de la Russie et des États-Unis, se sont vu imposer des majorations.

Il est trop prématuré pour dire si ces mesures suffiront à relancer l'économie turque qui était déjà affaiblie avant la pandémie due aux tensions politiques et diplomatiques de la région. Leur effet devra être mesuré à plus long terme. Le résultat des législatives de 2023 en sera un premier indicateur.

Politique étrangère et relations internationales : une dynamique complexe

Le maintien de relations de coopération ou même d'alliances se révèle être un exercice très difficile pour la Turquie ; les intérêts des uns et des autres pouvant entrer en conflit au gré des orientations parfois court-termistes et opportunistes d'RT Erdogan.

Il s'agit ici d'avoir un panorama de certaines relations de la Turquie avec d'autres puissances pour comprendre les motivations du gouvernement turcs dans ses relations internationales.



Source : Le Monde diplomatique

La Turquie et les Balkans :

Depuis que l'AKP a pris le pouvoir en 2002, les objectifs de la politique étrangère de développement ont été pour l'essentiel constants à l'égard des Balkans occidentaux. Pour l'essentiel, cette politique est recalibrée au fil des ans, mais, compte tenu de l'expansion de la Turquie vers les Balkans occidentaux, il y a des transformations qui reflètent la manière dont la Turquie tente d'atteindre ses objectifs.

Pendant plus d'une décennie, Davutoglu a accentué l'héritage ottoman en utilisant le soft power, obtenu grâce à des politiques spécifiques telles que zéro problème avec les voisins, le développement de relations avec des pays d'autres régions, une diplomatie rythmée et une politique étrangère multidimensionnelle. Après son départ, il y eut un changement pragmatique sous un RT Erdogan nouvellement habilité, conservant une certaine emphase sur

le passé impérial, mais se concentrant principalement sur les relations personnelles et le commerce.

Dans ce contexte, il est donc évident que les relations politiques entre la Turquie et les Balkans ont atteint une nouvelle signification stratégique. Les principes de la politique étrangère de la Turquie visent à présenter la nation comme une nation amicale, mais forte, qui donne la priorité à sa coopération avec ses pays voisins.

En ce qui concerne les grands projets qui ont émergé de la direction de Davutoglu, la Turquie n'a pas réussi à offrir des options politiques substantielles et fiables aux pays des Balkans - étant une zone principalement influencée par les États-Unis et l'UE. En ce sens, le néo-ottomanisme est principalement utilisé par la Turquie comme l'un des nombreux instruments de développement extérieur à utiliser dans les pays où le gouvernement turc pense pouvoir exercer son autorité en s'appuyant sur une similitude culturelle. Le recalibrage de cette politique a noté une distanciation par rapport à l'orientation de Davutoglu du soft power vers une approche pragmatique centrée sur RT Erdogan et basée sur le hard power. Cependant, la politique extérieure dans les Balkans ne s'est pas reflétée sous la forme de hard power comme elle l'a fait par exemple au Moyen-Orient.

La Turquie et la Russie :

Après avoir atteint un point bas dans les relations Turquie-Russie en 2015-2016 (la Turquie a abattu un avion russe près de la frontière turco-syrienne), le président Recep Tayipp Erdogan et le président russe Vladimir Poutine ont cultivé des liens plus étroits. Poutine a montré son soutien à RT Erdogan lors de la tentative de coup d'État de 2016 en Turquie et a ensuite autorisé la Turquie à mener des opérations militaires dans le nord de la Syrie au cours des deux prochaines années, ce qui a contribué à faire reculer le contrôle territorial kurde et à réduire les flux de réfugiés près de la frontière turque. La transaction S-400 et la coopération sur les gazoducs et l'énergie nucléaire sont d'autres aspects positifs des relations Turquie-Russie, même si les deux pays ont une histoire de plusieurs siècles de conflit géopolitique.

Si certains observateurs occidentaux craignent que la coopération Turquie-Russie ne sache les relations de la Turquie avec les États-Unis, l'Union européenne et l'OTAN, les intérêts turcs et russes divergent considérablement à plusieurs endroits de la région.

Ces points divergents entre la Turquie et la Russie peuvent ne pas conduire à une rupture majeure entre elles. Ils suggèrent que toute dérive turque de l'Occident pourrait conduire la Turquie vers une plus grande compartimentation de ses relations - dans laquelle la coopération ou la concurrence avec différents acteurs dépendra des circonstances spécifiques de chaque question - plutôt que vers un alignement étroit avec la Russie ou toute autre grande puissance.

La Turquie et la Chine :

La Turquie et la Chine coopèrent sur diverses questions d'une manière qui n'affecte généralement pas les crises régionales tendues qui enchevêtrent la Turquie et d'autres acteurs internationaux. Pour la Turquie, la Chine est une source croissante d'importations, de prêts, d'investissements et de tourisme à une époque de difficultés économiques et d'incertitude dans ses relations avec ses partenaires stratégiques traditionnels en Occident. Pour la Chine, la position stratégique de la Turquie au carrefour des couloirs de transport eurasiens en fait

un pays important pour l'Initiative de la Ceinture et de la Route de la Chine. Les entreprises chinoises Huawei et ZTE ont accru leur implication dans le secteur des télécommunications de la Turquie, et d'autres entreprises chinoises ont fait des investissements importants dans les infrastructures énergétiques et de transports turcs. La Turquie et la Chine entretiennent également des relations bilatérales de défense. Néanmoins, les liens économiques, militaires et politiques entre la Turquie et la Chine restent relativement limités contrairement aux liens de la Turquie avec les États-Unis et l'Europe.

Le traitement négatif par la Chine de sa minorité ouïghoure peut être un obstacle à des relations plus étroites entre la Turquie et la Chine parce que les Ouïghours - un peuple musulman turc - partagent des liens ethniques, linguistiques et religieux avec la plupart des Turcs.

La Turquie et l'UE :

La Turquie a une longue histoire de partenariat avec l'UE (et ses prédécesseurs) et a entamé des négociations pour adhérer à l'UE en 2005. Les pourparlers sont au point mort peu de temps après et l'adhésion de la Turquie est désormais considérée comme improbable, du moins dans un proche avenir.

La Turquie et le Qatar :

La Turquie et le Qatar sont engagés dans un partenariat stratégique basé sur une orientation à l'appui de l'islamisme politique sunnite et des adversaires partagés. Les troupes turques sont arrivées au Qatar fin 2015, aux termes d'un accord pour coopération militaire signée en 2014. La coopération s'est fortement intensifiée depuis le différend entre le Qatar d'une part et l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis en 2017.

Le Qatar est devenu le 2^{ème} investisseur en Turquie.

La présence turque au Qatar fait d'Ankara un acteur important dans le Golfe pour la première fois. A l'heure actuelle, le déploiement semble être de nature conventionnelle, sans élément irrégulier et indirect du type a caractérisé les interventions turques en Libye, en Syrie et en Azerbaïdjan.

La Turquie et l'Arménie :

Les relations de la Turquie avec l'Arménie sont tendues pour des raisons historiques. De 1915 à 1923, des centaines de milliers d'Arméniens sont morts des suites des actions de l'Empire ottoman (l'Etat prédécesseur de la Turquie). Les caractérisations américaines et internationales de ces événements influencent la politique intérieure et étrangère de la Turquie et sont à leur tour influencées par l'évolution des relations entre la Turquie et l'Arménie. La Turquie et l'Arménie ont initialement convenu en 2009 d'un ensemble de protocoles conjoints pour normaliser les relations, mais le processus de ratification dans les deux pays s'est arrêté peu de temps après. L'Arménie a annulé les protocoles en 2018 en raison de l'inaction de la Turquie. Le soutien de la Turquie à l'Azerbaïdjan dans la crise actuelle du Haut-Karabakh a également des implications sur ses relations avec l'Arménie.

La Turquie et l'Iran :

Même si la Turquie et l'Iran sont parfois rivaux pour l'influence régionale, les deux voisins travaillent également ensemble sur certaines questions régionales. Avec la Russie, ils coordonnent les efforts en Syrie dans le cadre du processus d'Astana. Ils ont également des préoccupations communes concernant les groupes militants kurdes qui maintiennent leur présence en Irak. Cependant, la Turquie se méfie des ambitions de Téhéran près de ses frontières dans ces deux pays, ainsi que de ses relations étroites avec leurs gouvernements.

La Turquie et l'Iran entretiennent des liens économiques importants, bien que la dépendance traditionnelle de la Turquie à l'égard du pétrole et du gaz iraniens ait diminué ces dernières années. La Turquie a réduit ses importations de pétrole en 2019 à la suite des sanctions américaines contre l'Iran. La Turquie est toujours l'un des plus grands importateurs de gaz iranien (dans le cadre d'un contrat qui expire en 2026), mais la part de l'Iran dans les importations de gaz turc a diminué au cours de la dernière décennie, la Turquie ayant augmenté ses importations de GNL. L'Iran s'est opposée au projet de Trans. - Pipeline Caspian, qui contournerait l'Iran en reliant les importantes réserves de gaz du Turkménistan à l'Azerbaïdjan, et de là à la Turquie.

La Turquie et Israël :

Les liens entre la Turquie et Israël, qui étaient étroits dans les années 90 et au début des années 2000, se sont considérablement détériorés sous le règne de RT Erdogan. Malgré les différences entre les pays, le commerce entre les deux pays s'est développé (2 milliards de dollars d'échanges bilatéraux).

Après des années de dégradation des relations diplomatiques à la suite de l'incident de Mavi Marmara (ou flottille de Gaza) en 2010, la Turquie et Israël ont annoncé le rétablissement complet des relations diplomatiques en 2016, dans un accord qui aurait été facilité par les États-Unis. Néanmoins, les relations bilatérales restent tendues.

Les Israéliens dénoncent régulièrement les liens de la Turquie avec le groupe militant islamiste sunnite palestinien Hamas (une organisation terroriste désignée par les États-Unis). Les sympathies islamistes de RT Erdogan ont renforcé ces liens. Certains rapports affirment que certains membres du Hamas sont situés en Turquie et impliqués dans la planification d'attaques contre des cibles israéliennes.

Pour leur part, les dirigeants turcs condamnent souvent le traitement réservé par Israël aux Palestiniens, en particulier dans la bande de Gaza. De plus, RT Erdogan a cherché à diriger l'opposition régionale à diverses politiques américaines qui vont à l'encontre des positions palestiniennes, y compris la reconnaissance en 2017 de Jérusalem comme capitale israélienne et l'encouragement de la normalisation israélienne des relations avec les états arabes tels que les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Soudan. Après le déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem en mai 2018, la Turquie a expulsé l'ambassadeur d'Israël en Turquie, ce qui a conduit Israël à répondre en nature avec l'ambassadeur de Turquie en Israël.

Les stratégies d'influence et les moyens mis en œuvre par la Turquie (Depuis le début des années 2000)

1 La réappropriation du hard power turc : la mise en œuvre de la puissance militaire

Les forces armées turques : organisation et moyens

L'armée turque ou les forces armées turques héritières de l'armée ottomane d'avant la Première Guerre Mondiale sont le pivot essentiel dans la géopolitique de la poudrière moyen-orientale.



**Emblème des forces armées
turques : *Türk Silahlı Kuvvetleri***

Elle est dirigée selon la constitution de 1982 par le « commandant suprême », le président de la République de Turquie qui nomme le chef d'état-major général.

Protectrice de la Nation et de ses principes, la constitution portait même jusqu'en 2010 l'inscription suivante : « *Les armées turques sont les gardiennes de la République turque.* ».

Elle est classée 11^{ème} puissance militaire mondiale dans le classement de 2021 de [Globalfirepower](#). Ses effectifs au sein des forces armées de l'OTAN la classe au 2^{ème} rang après les USA, en faisant un acteur de la stratégie américaine au Moyen-Orient et devant participer au bouclier militaire face à la menace russe.

Les forces armées turques s'articulent autour de cinq organes :

1. Forces terrestres turques (*Türk Kara Kuvvetleri*)
2. Marine turque (*Türk Deniz Kuvvetleri* ou *Donanma*)
3. Force aérienne turque (*Türk Hava Kuvvetleri*)
4. Garde côtière turque (*Sahil Güvenlik*) sous la tutelle du ministère de l'intérieur en temps de paix mais demeure une organisation militaire qui redevient subordonnée à la marine turque en temps de guerre,
5. Jandarma (gendarmerie) bascule sous autorité du ministère de l'intérieur à la suite de la tentative du coup d'état du 15 juillet 2016.

Les forces armées comptent près de 735 000 hommes toutes catégories confondues (armée d'active 355 000 hommes ; armée de réserve : 380 000 hommes et paramilitaires : 160 000 hommes).

Le budget voté par le gouvernement turc augmente de manière significative afin d'asseoir une position de puissance militaire régionale. « *Les dépenses militaires, si on y inclut l'industrie de la défense, les services de renseignement... représentent 18 milliards de dollars, c'est à dire 1,9% du PIB pour l'année 2019. Pour 2020 ont été budgétés 25 milliards de dollars. Cette hausse des dépenses militaires n'est pas nouvelle. Depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir, on*

constate ces évolutions et cette hausse et surtout depuis la reprise des combats avec le PKK en 2015 et la fin du processus de paix ». On peut aisément mettre en exergue un axe central de la stratégie de l'exécutif turque avec une hausse de 31,6% de budget.

Le déploiement de la force militaire turque se fait désormais en partie via une méthode relativement peu coûteuse d'utilisation de drones. Selon les circonstances des forces supplétives interviennent également sur les théâtres de conflit, notamment le nord de la Syrie et de l'Irak, l'ouest de la Libye et le Haut-Karabakh. Les drones et les forces par procuration limitent le risque politique et économique de la Turquie, les dirigeants turcs ont montré moins de contraintes dans leur déploiement, et ils se seraient avérés efficaces pour contrer les véhicules blindés et les systèmes de défense aérienne plus chers mais moins mobiles que d'autres acteurs. L'opération « Branche d'olivier » de la Turquie au début de 2018 contre les Kurdes syriens liés au PKK dans la province syrienne d'Afrin aurait été un premier test crucial de cette méthode.

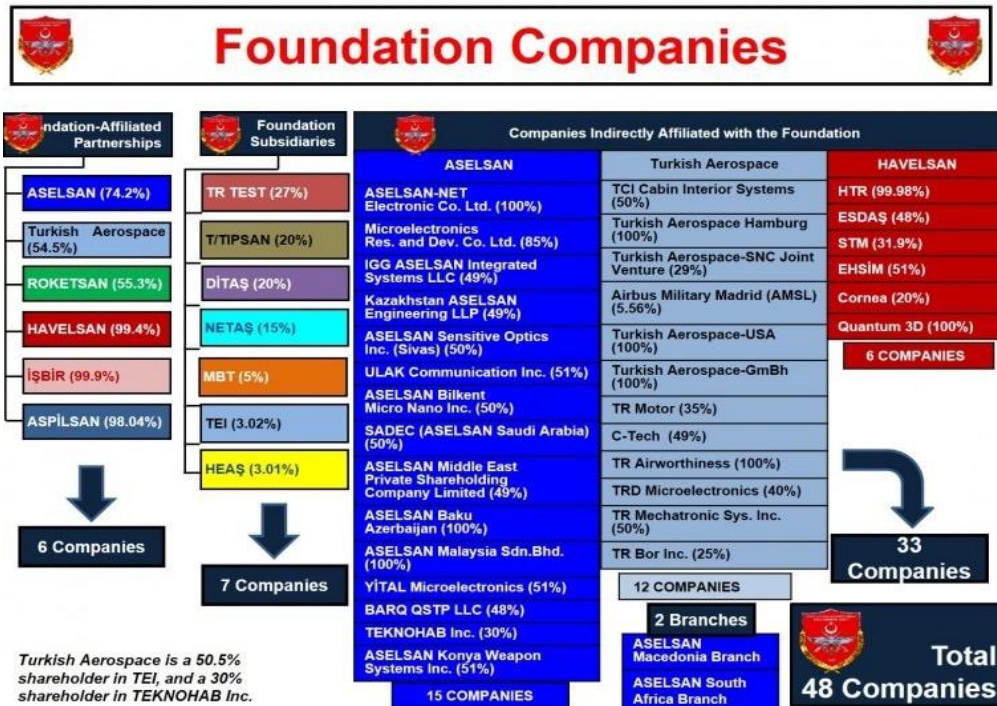
L'inventaire des forces armées turques est principalement composé d'un mélange de systèmes d'armes fabriqués dans le pays et occidentaux, même si ces dernières années, la Turquie a également acquis du matériel chinois, russe et sud-coréen. Depuis 2010, les États-Unis est le premier fournisseur d'armements, suivis de l'Italie, de la Corée du Sud et de l'Espagne. La Turquie possède une industrie de défense robuste capable de produire une gamme de systèmes d'armes à la fois pour l'exportation et pour un usage interne, y compris des véhicules blindés, des navires de guerre et des plates-formes aériennes sans pilote, bien qu'elle dépende fortement de la technologie occidentale.

Les efforts visant à développer l'industrie de défense de la Turquie remontent aux années 70. En 1974, dans le contexte de la crise chypriote, Washington a imposé un embargo sur les armes à Ankara, son alliée de l'OTAN. Ayant longtemps compté presque entièrement sur l'OTAN et d'autres producteurs étrangers pour approvisionner son armée, la Turquie s'est soudainement retrouvée dans une position précaire. La situation a servi de signal d'alarme pour le pays et de point tournant dans le développement d'une industrie nationale de la défense. Les autorités turques ont décidé de renforcer les capacités du pays dans le but de réduire sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers et de répondre aux besoins des forces armées au niveau local.

Cependant, le secteur n'a vraiment décollé qu'au cours de la dernière décennie, sous l'impulsion de politiques gouvernementales agressives destinées à garantir l'autonomie de la Turquie et à stimuler ses exportations industrielles. Selon la présidence des industries de la défense (SSB), le chiffre d'affaire du secteur de la défense et de l'aéronautique est passé de 1,85 milliard de dollars en 2006 à environ 6 milliards de dollars en 2016.

L'Etat contrôle les entreprises d'armements à travers la Fondation des forces armées turques (TSKGV), Türk Silahlı Kuvvetlerini Güçlendirme Vakfı, administrée par le ministre de la Défense nationale, son sous-secrétaire, le sous-secrétaire d'État à l'industrie de défense et le chef adjoint de l'État-major des armées turques. Dans une stratégie de pleine autonomie, le TSKGV possède directement ou indirectement des actions, toutes régies par le droit privé. L'actionnariat est contrôlé afin d'en maintenir la pleine souveraineté et de constituer une

industrie de défense turque est devenue une base industrielle et technologique de défense (BITD) émergente.



Major Players				Leading players represent a significant portion of the Turkish defense & aerospace industry..			
	Rank (2015)	Company	Turnover (\$Million)		Rank (2015)	Company	Turnover (\$Million)
	1	ASELSAN	985		14	NUROL MAKİNA	40
	2	TURKISH TECHNIC	928		15	PROBİL	34
	3	TAI	786		16	DEARSAN	33
	4	TEI	309		17	HST AUTOMOTIVE	28
	5	ROKETSAN	277		18	ÖZTEK TEXTILE	23
	6	FNSS	188		19	AYDIN SOFTWARE	22
	7	MKEK	178		20	İSTANBUL SHIPYARD	21
	8	STM	170		21	YAKUPOĞLU TEXTILE	20
	9	OTOKAR	158		22	SAMSUN YURT SAVUNMA	16
	10	HAVELSAN	133		23	ÇAN JOINT VENTURE	15
	11	BMC	77		24	SAVRONİK	15
	12	ALP AVIATION	62		25	YONCA-ONUK JV	15
	13	SEDEF SHIPBUILDING	42				

Source: Undersecretariat for Defense Industries, turnovers as of end-2015 and cover defense and aerospace production revenues only

Les dépenses de défense ont atteint un sommet au cours de l'exercice 2020, totalisant 14,8 milliards de dollars américains, soit une augmentation de 6,5% par rapport à l'année précédente. La Turquie est désormais le 14e exportateur mondial de produits de défense, représentant 1% du total des exportations mondiales. Malgré son succès, le secteur est maintenant confronté à des difficultés croissantes, et à des défis tels que la fuite des cerveaux, une crise monétaire, la dépendance à l'égard des fournisseurs étrangers et des conflits politiques régionaux pourraient entraver la croissance future.

Table 1. The 25 largest exporters of major arms and their main clients, 2015–19

Note: Percentages below 10 are rounded to 1 decimal place; percentages over 10 are rounded to whole numbers.

Exporter	Share of arms exports (%)		Per cent change from 2010–14 to 2015–19 ^a	Main clients (share of exporter's total exports, %), 2015–19		
	2015–19	2010–14		1st	2nd	3rd
1 United States	36	31	23	Saudi Arabia (25)	Australia (9.1)	UAE (6.4)
2 Russia	21	27	-18	India (25)	China (16)	Algeria (14)
3 France	7.9	4.8	72	Egypt (26)	Qatar (14)	India (14)
4 Germany	5.8	5.3	17	South Korea (18)	Greece (10)	Algeria (8.1)
5 China	5.5	5.5	6.3	Pakistan (35)	Bangladesh (20)	Algeria (9.9)
6 United Kingdom	3.7	4.6	-15	Saudi Arabia (41)	Oman (14)	USA (9.1)
7 Spain	3.1	2.9	13	Australia (33)	Singapore (13)	Turkey (11)
8 Israel	3.0	1.8	77	India (45)	Azerbaijan (17)	Viet Nam (8.5)
9 Italy	2.1	2.7	-17	Turkey (20)	Pakistan (7.5)	Saudi Arabia (7.2)
10 South Korea	2.1	0.9	143	UK (17)	Iraq (14)	Indonesia (13)
11 Netherlands	1.9	2.0	-2.8	Indonesia (17)	USA (14)	Jordan (13)
12 Ukraine	1.0	2.8	-63	China (31)	Russia (20)	Thailand (17)
13 Switzerland	0.9	0.9	2.6	Australia (18)	China (14)	Saudi Arabia (14)
14 Turkey	0.8	0.5	86	Turkmenistan (25)	Oman (12)	Pakistan (12)
15 Sweden	0.6	1.8	-65	USA (22)	Algeria (12)	UAE (10)
16 Canada	0.6	0.9	-33	Saudi Arabia (34)	India (11)	UAE (10)
17 Norway	0.4	0.6	-30	Oman (35)	USA (20)	Finland (14)
18 UAE	0.4	0.2	86	Egypt (41)	Algeria (13)	Unidentified state (12)
19 Australia	0.3	0.3	11	USA (42)	Indonesia (18)	Canada (18)
20 Belarus	0.3	0.5	-23	Viet Nam (31)	Sudan (16)	Serbia (15)
21 Czechia	0.3	0.1	453	Iraq (39)	USA (17)	Ukraine (9.0)
22 South Africa	0.3	0.5	-36	USA (23)	UAE (20)	Malaysia (11)
23 India	0.2	0.0	426	Myanmar (46)	Sri Lanka (25)	Mauritius (14)
24 Brazil	0.2	0.2	6.8	Afghanistan (38)	Indonesia (17)	Lebanon (11)
25 Portugal	0.2	0.0	1 239	Romania (95)	Uruguay (2.9)	Cabo Verde (1.2)

La Turquie s'est concentrée sur la production de drones au niveau national. Cela est en partie dû à son échec au début des années 2010 à acquérir des MQ-9 Reapers armés de fabrication américaine, ainsi qu'aux craintes qu'Israël ait délibérément livré des versions sous performantes de ses drones de reconnaissance Heron à la Turquie en 2010.

Kale Group et Baykar Technologies ont produit le Bayraktar TB2, et Turkish Aerospace Industries (TAI) a produit l'Anka-S. La Turquie prévoit d'ajouter à son arsenal des drones plus grands (l'Aksungar et Bayraktar Akinci) et plus petits (le Kargu-2 et l'Alpagu) au cours de la prochaine décennie.

Selcuk Bayraktar, gendre du président Erdogan, a joué un rôle clé dans l'ingénierie des drones Bayraktar qui dominent la flotte turque.

Outre l'Azerbaïdjan, le Qatar, la Tunisie, le Maroc qui ont achetés des Bayraktar TB2, l'Ukraine cherche apparemment à faire des achats supplémentaires, ce qui pourrait conduire à une forme de coproduction. La Serbie, l'Indonésie ont également manifesté leur intérêt pour les drones turcs. On ne sait pas si une approche de politique étrangère turque plus combative qui aide à commercialiser les drones vers d'autres pays est un atout pour l'économie fragile de la Turquie, à la lumière du potentiel des actions de la Turquie pour l'isoler des grandes puissances qui représente des sources clés de commerce et d'investissement.

La Turquie repose également sur l'aide d'une société privée de défense : SADAT.

La société de conseil en défense SADAT a été créée en 2012. La société a été fondée par le brigadier général Adnan Tanrıverdi et 22 camarades d'armes. Adnan Tanrıverdi était conseillé du président Erdogan jusqu'en 2019.



Son logo indique que la zone de l'entreprise d'opération est l'ensemble du monde musulman, y compris les pays européens tels que Bosnie-Herzégovine et Albanie.

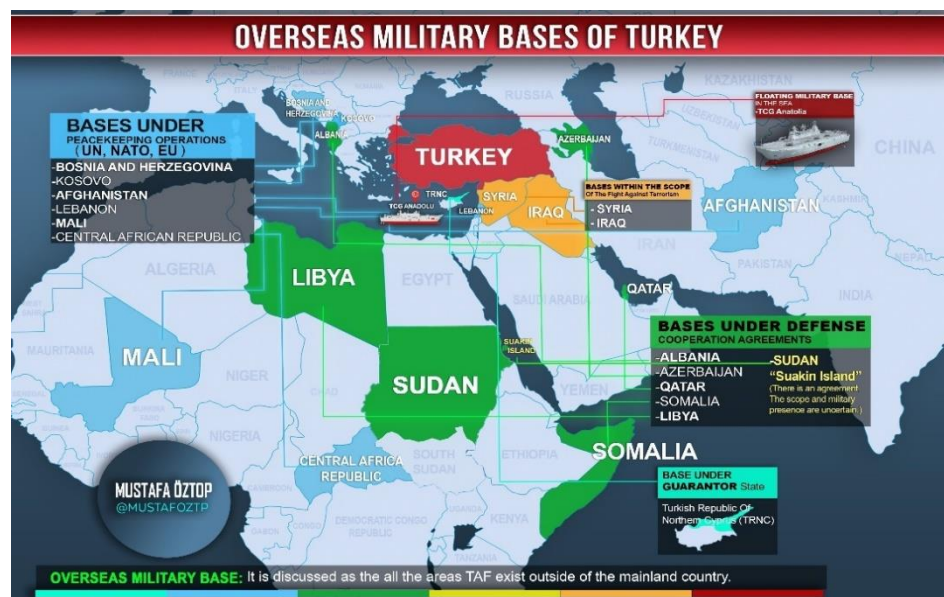
La SADAT est un outil militaire important pour l'intervention turque à l'étranger sans qu'il soit nécessaire d'élargir la participation de l'armée aux opérations militaires étrangères, en particulier pour la formation de mercenaires et leur transfert dans les zones de conflit. Le site Web de la société résume ses activités en tant qu'unique entreprise privée turque de défense. Le domaine d'activité de la SADAT est axé sur la formation à la guerre irrégulière. Les informations indiquent que la société est impliquée dans le recrutement et la formation de mercenaires de Syrie et de pays asiatiques et africains. La société reçoit une contrepartie financière pour chaque combattant prenant part aux combats. En plus, la société a un rôle dans la fourniture de renseignements aux services de renseignement turcs et de commercialisation de l'industrie militaire turque.

L'emploi opérationnel de la compagnie est appuyé en toile de fond par l'organisation ASSAM. La doctrine explicitement définie sur le site officiel de l'organisation repose sur la puissance de l'ancien empire Ottoman et le fait que la prospérité des nations musulmanes, l'établissement de la paix et de la justice dans le monde, dépende de la montée des pays islamiques sur la scène politique mondiale en tant que superpuissance.

Les interventions de l'armée turque

Dans le cadre des opérations multilatérales de maintien de la paix ou la protection des civils dans des zones « post-conflit » ou la formation des forces de sécurité locales, les forces armées turques sont déployées dans plusieurs zones géographiques sous couvert de l'Union européenne (UE), de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou de l'Organisation des Nations unies (ONU). L'armée opère également dans le cadre de la coopération militaire avec des gouvernements reconnus.

La Turquie accueille le commandement des forces terrestres de l'OTAN à Izmir, ainsi que le [radar AN / TPY-2](#) dans le cadre de la défense antimissile de l'OTAN.



Dans le cadre de coopérations multilatérales

Exemples au sein de l'OTAN :

Afghanistan

- Nom de la mission : [Résolute Support Mission](#) (16 000 hommes), sous commandement d'un officier général turc en mars 2021: [général de brigade Yurtsizoglu](#)
- Objet : Commandement entraînement, conseil et assistance de la capitale (TAAC-Capital) ;
- Effectif : [600 hommes](#)

Kosovo

- Nom de la mission : *Kosovo Force (KFOR)* (3 342 hommes)
- Maintien de la sécurité, selon la résolution N°1244 de 1999, du conseil de sécurité de l'ONU
- Effectif : 306 hommes

Exemple au sein de l'ONU : Liban

- Nom de la mission : Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) (10 327 hommes) ;
- Objet : Mandat pour veiller au bon respect du cessez-le-feu avec Israël et d'accompagner ainsi que soutenir le déploiement des forces armées libanaises dans le sud du pays ;
- Effectif : 119 hommes

Exemple au sein de l'UE : Bosnie-Herzégovine

- Nom de la mission : EUFOR Althéa (600 hommes)
- Objet : Maintien de la sécurité dans le pays et renforcement des capacités des forces de sécurité
- Effectif : 183 hommes (2ème contributeur après l'Autriche), depuis 2004

Dans le cadre de coopération militaire bilatérale

Lieu : LIBYE

- Fondement juridique justifiant la mission : Demande de soutien militaire du Gouvernement d'accord national formulée le 25 décembre 2019
- Accord du 3 juillet 2020 portant sur le déploiement d'une force turque et la création d'une base militaire en Libye
- Objet de la coopération : Maintien de la sécurité en Libye et protéger la souveraineté du pays – Faciliter les recherches pétrolières en Méditerranée orientale
- Effectif – Moyens : Plusieurs dizaines d'instructeurs et d'opérateurs de drones et de systèmes de brouillages antiaériens – Mercenaires syriens

Lieu : AZERBAIDJAN

- Fondement juridique : Plusieurs accords de coopération militaires conclus à partir de 1992, dont un « accord de partenariat stratégique et de soutien mutuel » en 2000 ;
- Objet de la coopération : Renforcer les capacités des forces azéries et faciliter leur passage aux normes OTAN - Faciliter la reprise de contrôle du Haut-Karabagh et des zones adjacentes par Bakou ;
- Effectif : Une centaine d'instructeurs à l'Académie Heydar Aliyev - Environ 600 militaires pendant l'offensive du Haut-Karabagh -Jusqu'à 2 580 mercenaires syriens.

Lieu : QATAR

- Fondement juridique : Divers accords signés à partir de 2002, dont un accord prévoyant le déploiement de troupes turques signé en décembre 2014 ;
- Objet de la coopération : Coopération industrielle de défense – Entraînement des forces qataries – Protection du Qatar contre toute menace extérieure - Assurer « la stabilité et la paix au Qatar et dans le Golfe »
- Effectif : 5 000 hommes.

La Turquie est également présente militairement sans mandat officiel dans de nombreuses zones notamment à Chypre, en Irak ou en Syrie. Ce sont des zones majeures d'influence de la Turquie que nous allons détailler par la suite.

2 Le nouvel expansionnisme turc en mer Méditerranée et au Levant : entre réaffirmation du hard power militaire et enjeux de ressources énergétiques

La Grèce et Chypre : au centre du ré équilibre stratégique de la Turquie

Encore une fois, la Patrie bleue est au centre de la stratégie d'expansion en Méditerranée orientale. Cette doctrine prévoit le dessin du contour de la Turquie maritime sur plus de 460 000 km² en Egée, Méditerranée orientale et Mer Noire.

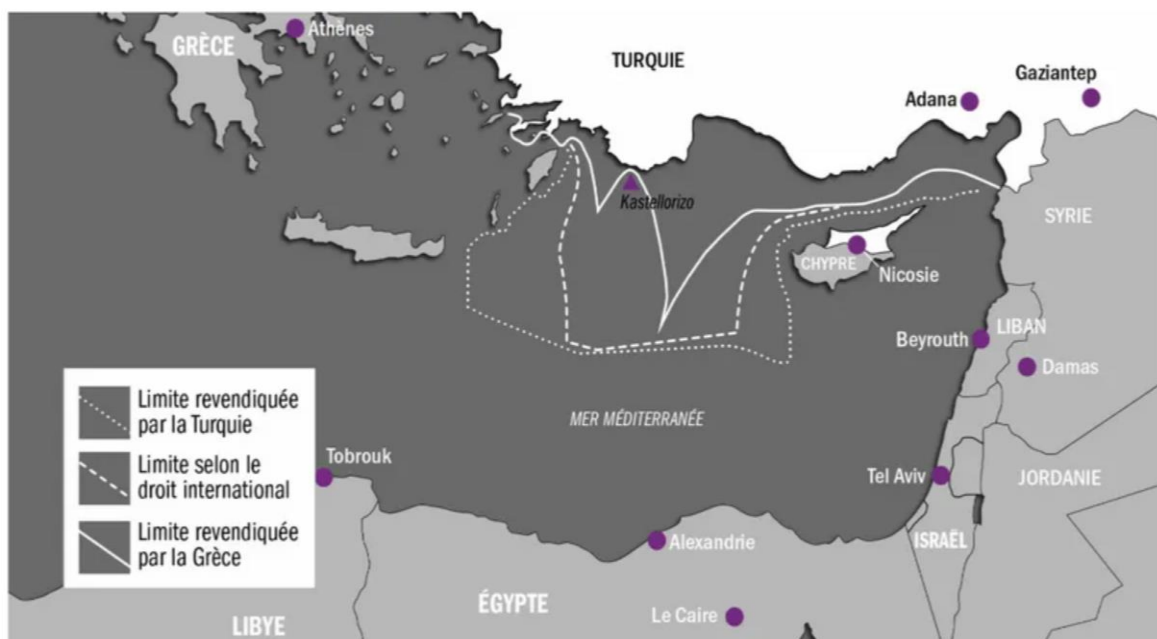
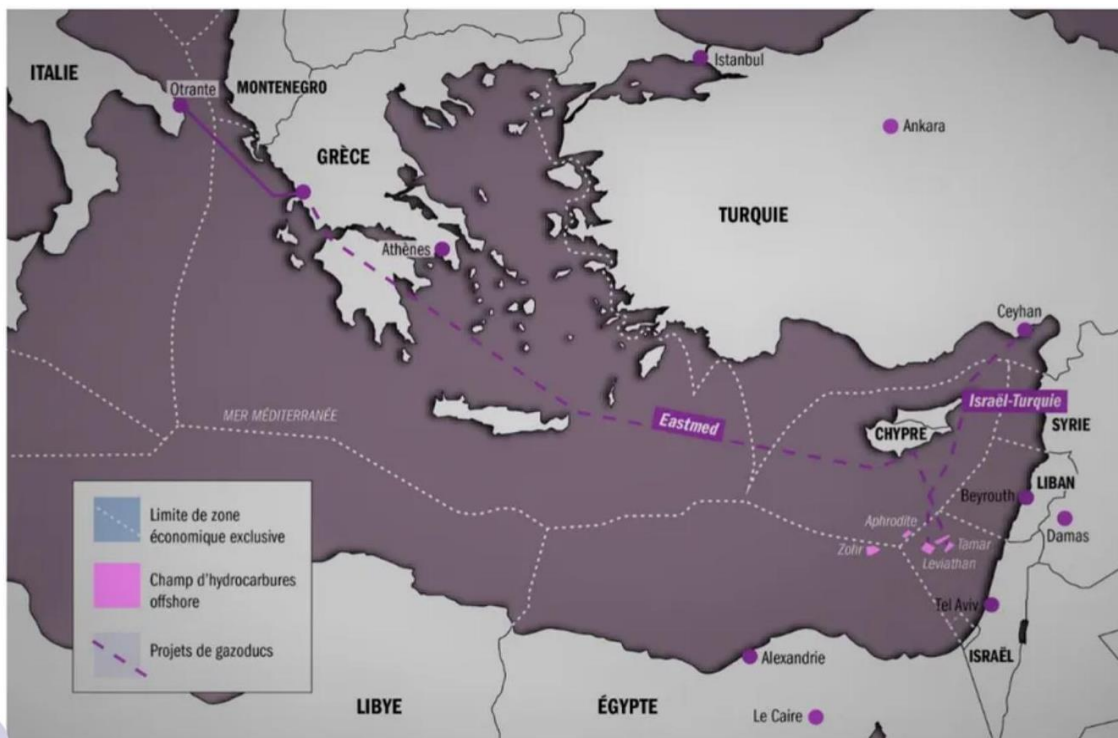
L'objectif de la Turquie de l'AKP est de retrouver la grandeur de l'empire Ottoman qui contrôlait une grande partie du bassin Méditerranéen. Le conflit avec la Grèce est un conflit multi-dimensionnel en Méditerranée orientale qui s'est cristallisé autour de la question énergétique en 2020.

L'ambition de la Turquie en Méditerranée Orientale s'explique par la volonté de la Turquie d'être un hub énergétique pour l'Europe (cf. Irak également)

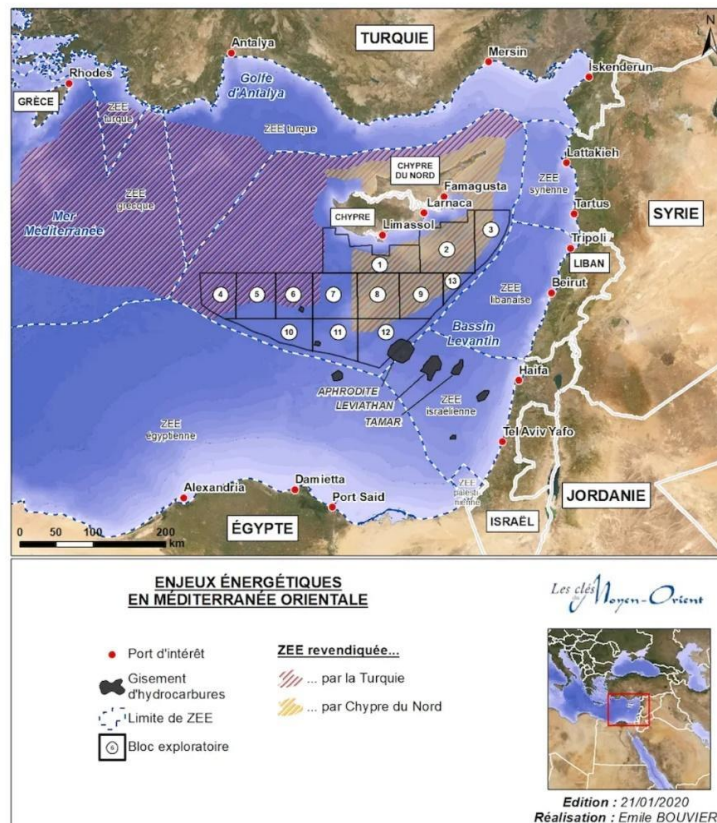
Depuis les années 70, du pétrole est découvert en mer Egée et depuis 2009, de nombreuses réserves de gaz naturel ont été découvertes (près de 3000 milliards de mètres cubes de gaz). Ces découvertes ont notamment été réalisées au profit de la Grèce et de Chypre (gisement gazier d'Aphrodite pour Chypre).

La Turquie a exprimé son opposition contre la souveraineté et la juridiction de la Grèce sur ces gisements de pétrole et a par la suite agi en conséquence. Le problème étant qu'il n'y a pas de frontières maritimes entre la Turquie et la Grèce qui se disputent leurs droits respectifs de recherche de ressources énergétiques.

La Turquie a donc passé un accord avec la Lybie sur leurs frontières maritimes. L'objectif étant pour RT Erdogan de perturber le projet de gazoduc EastMed qui traverse la zone maritime revendiquée par Ankara. Ce projet devant faire d'Israël, Chypre et la Grèce les principaux transporteurs de gaz vers l'Europe du sud.



1. Les estimations de réserves de pétrole et de gaz en Méditerranée orientale



Comment la Turquie utilise Chypre comme arme contre la Grèce et pièce importante dans la stratégie turque dans le bassin Méditerranéen

La Turquie occupe le Nord de l'île depuis 1974 : 62% de chypriotes grecs au sud et 38% de chypriotes turcs au nord (opération invasion nom de code opération Attila et opération paix pour Chypre). La République Turque de Chypre du Nord (RTCN) est une République auto proclamée en 1983 reconnue comme Etat indépendant uniquement par la Turquie. Seuls 72 kilomètres séparent les côtes turques des côtes chypriotes.

Même si la RTCN n'est pas qu'une entité politique inféodée à la Turquie, qui possède sa propre administration (très efficace dans la lutte contre la pandémie), elle est souvent représentée comme une diaspora qu'Ankara peut facilement influencer grâce à plusieurs moyens.

AFP Agence France-Presse @afpfr

Chypre, une île divisée depuis 1974

Par @AFPgraphics #AFP

La République de Chypre
Une île divisée depuis 1974

Ligne verte (ONU)
Bases militaires britanniques

Sous contrôle de la République turque de Chypre du Nord auto-proclamée, uniquement reconnue par Ankara

Kyrénia
NICOSIE
Famagouste
Paphos
Limassol

Mer Méditerranée

30 km

2:31 PM · Jul 7, 2017

17 3 Share this Tweet

En effet, le Président turc-chypriote Ersin Tatar élu le 18/10/2020 est l'allié d'RT Erdogan et opposé à la réunification de l'île. Sa 1^{ère} action après les résultats de son élection avant même de remercier ses électeurs a été d'appeler RT Erdogan.

L'industrie locale s'est également construite en appui sur la Turquie, grands hôtels et casinos de l'ensemble de l'île reposent sur la clientèle turque et les investissements turcs.

L'intégration des universités chypriotes au système turc d'enseignement supérieur permet de délivrer des diplômes reconnus à l'international, il y a donc une importante diaspora d'étudiants turcs à Chypre.

En termes d'infrastructures, un pipeline d'eau à Chypre a été construit depuis la ville de Mersin ; un hôpital dédié à la pandémie, etc.

La Turquie déploie des drones armés dans le nord de l'île et construit une base navale. La présence militaire est très imposante pour dissuader la Grèce d'aller à l'encontre des intérêts d'Ankara dans la région.

Sur la question énergétique, la Turquie utilise Chypre pour s'opposer à toute exploration ou exploitation d'hydrocarbures qui exclurait le nord de l'île mais aussi envoyer des navires de forage au large de Chypre grâce à l'accord bilatéral entre la Turquie et la RTCN qui délimite les ZEE respectives et encadre l'attribution des concessions au profit de la compagnie pétrolière nationale turque.



Les autres moyens d'influence sur la Grèce

La minorité musulmane turcophone de Thrace occidentale est présentée comme un enjeu pour l'intégrité nationale grecque.

Elle est reconnue en tant que minorité religieuse par le traité de Lausanne, il s'agit de 120 000 musulmans majoritairement répartis dans les départements de Xanthi et Rodopi et représentant un tiers de la population de la région.

Via cette population, les luttes politiques et enjeux propres à la Turquie sont transposés en Thrace occidentale. De nombreuses associations culturelles ayant vocation à encadrer les aspects de la vie sociale de la population musulmane agissent sur le sol turc. Les autorités turques prennent en charge des prérogatives étatiques telles que l'éducation.

Certaines îles grecques sont plus proches de la Turquie que d'Athènes et présentent, selon Athènes, un enjeu de sécurité important (une centaine d'îles).

La situation migratoire aux frontières gréco-turques est tendue et instable : les autorités turques poussent les migrants à entrer en Grèce souvent même en les aidant par des moyens illégitimes.

Les raisons de l'expansion à la Lybie

Avec son intervention très étendue en Lybie, c'est l'occasion pour la Turquie de retourner sur ses terres ottomanes. Mavi Vatan ou la patrie bleue est toujours en toile de fond : la priorité à la sécurité aux dépens de la diplomatie. L'activité turque en Lybie est la preuve des capacités de projection de son armée au-delà de ses frontières.

La Turquie est d'ailleurs accusée de violer l'embargo international sur les armes en Lybie. Une frégate française, s'approchant d'un navire civil au large des côtes libyennes a été illuminé par la marine turque avec des radars de conduite de tir à trois reprises.

La Lybie est la base de lancement de l'extension économique et idéologique de la Turquie en Afrique. Le président Erdogan multiplie d'ailleurs depuis quelques temps ses visites en Afrique.

Le marché libyen aiguise l'appétit des pays occidentaux puisque tout est à reconstruire dans le pays après des années de guerre, depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Mais le gouvernement libyen semble donner la priorité à la Turquie dans ce domaine. « *Les entreprises turques joueront un rôle important dans la reconstruction de la Libye* », a ainsi indiqué le Premier ministre libyen.

Les agissements turcs en Lybie : une démarche méthodique

Sur un plan strictement technique, tout relève d'une stratégie placide, séquencée, froide et imperturbable. Il y a un véritable plan, des moyens et des hommes déployés avec des vues très précises sur les atouts dont la Turquie pourrait bénéficier sur ce terrain.

La Turquie dispose d'une base navale dans le port de Misrata, elle déploie des programmes de formation militaire, elle possède une base aérienne à l'aéroport de Mitiga (Tripoli) et a totalement réaménagé sa plus grande base militaire à al-Watiya, près de la frontière tunisienne. Les pistes ont notamment été rénovées et pourraient accueillir des avions de combat F-16 dès demain.

La Turquie souhaite raviver des contrats qui représentaient quelque 20 milliards d'euros avant la chute de Mouammar Kadhafi. Par exemple, les ingénieurs turcs sont tout à fait prêts à intervenir pour réparer les turbines électriques qui entraînent des pannes de courant extrêmement éprouvantes pour les Libyens.

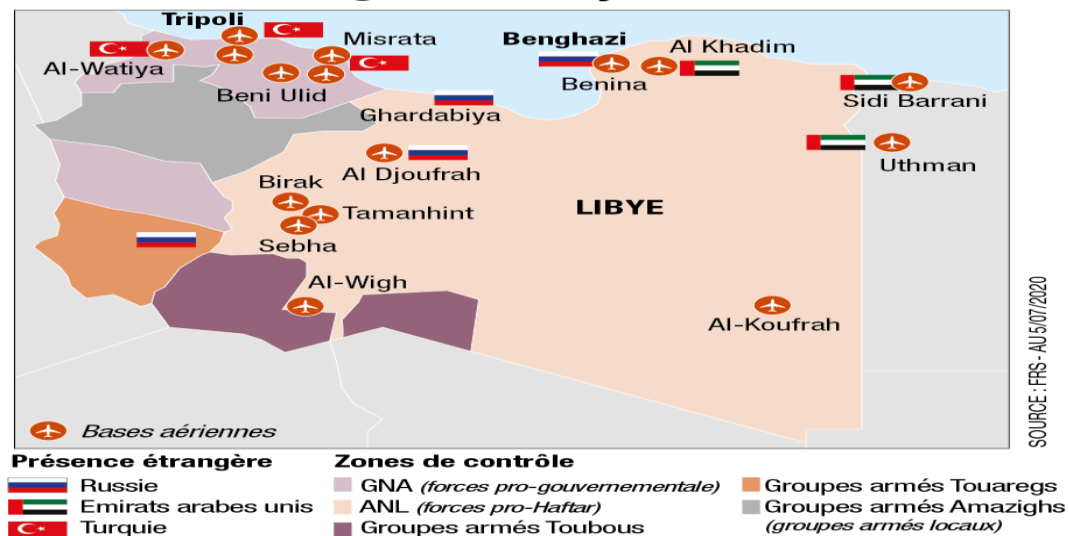
En avril 2021, l'aide militaire apportée par la Turquie au gouvernement d'union nationale pour repousser l'offensive de Haftar à Tripoli a permis d'assurer une certaine stabilité en Libye. Ce dernier avait appelé à « reprendre les armes » pour « chasser l'occupant » turc. Un partenariat stratégique turco-libyen qui ne cesse de se renforcer depuis.

Erdoğan a promis de fournir 150.000 doses de vaccin contre le coronavirus à la Libye. Enfin le président turc s'est engagé à réaliser des investissements massifs en Libye par le biais d'entreprises turques.

Un dernier élément qui justifie l'intérêt des Turcs pour la Libye concerne en réalité l'Europe. Le pays du Maghreb est l'un des principaux points de transit migratoire vers les pays européens. Contrôler la Libye, c'est donc acquérir un moyen de pression supplémentaire sur

l'Europe alors que les relations de la Turquie et de la Russie avec l'UE sont difficiles depuis plusieurs années.

Présence étrangère en Libye



Des résultats concluants

Le Premier ministre du nouveau gouvernement libyen Abdelhamid Dbeibah et 14 de ses ministres ont visité Ankara en avril 2021 pour rencontrer le président turc Recep Tayyip Erdoğan.

L'accord maritime signé entre Tripoli et Ankara et qui a permis à la Turquie de renforcer sa position en Méditerranée orientale et de forer pour accéder aux hydrocarbures dans la zone a été clé pour la Turquie (même avec toutes les tentatives notamment de la Grèce d'éloigner la Libye de l'influence turque et de résilier cet accord).

La réouverture d'un consulat turc à Benghazi, dans l'est de la Libye imminent.

La Libye une zone grise de conflit à l'image de la Syrie

La sous-traitance des affrontements de puissance entre RT Erdogan et Poutine est évidente sur le terrain lybien. Le duel stratégique s'affronte sur un autre terrain que celui de la Syrie. Seulement la Libye n'est pas aussi vitale que la Syrie, ni pour l'un ni pour l'autre, il n'y a donc pas de risque de bruler les ponts entre la Russie et la Turquie sur le dossier Libyen.

La Syrie ancienne porte d'entrée de la Turquie vers le monde arabe

La Syrie est le premier théâtre d'intervention de la Turquie et de ses des intérêts géopolitiques. Le pays frontalier est une pièce majeure de la sphère d'influence turque et du rapport turco-russe. La Syrie était pourtant le premier pays à bénéficier de la politique du « zéro problème avec les voisins » bénéficiant de nombreux investissements turcs, beaucoup plus que n'importe quel autre pays arabe.

Les intérêts turcs dans le conflit syrien

Le chaos en Syrie a créé les conditions parfaites pour la Turquie de s'implanter en Syrie et de changer la dynamique sur le terrain en faveur des intérêts turcs. L'intérêt d'RT Erdogan en Syrie était d'empêcher la constitution d'une zone autonome kurde au nord de la Syrie sous influence du PKK.

L'accord d'Astana signé en 2017 n'a pas eu d'autres résultats que de légitimer la Turquie, la Russie et l'Iran dans leur position de force et d'asseoir leur influence sur le jeu régional. Ils n'ont d'autre intérêt que de prolonger les négociations, d'autant plus que les forces occidentales ne leur sont en rien un rempart.

Le pouvoir syrien n'a ni les moyens ni la légitimité pour reconstruire le pays et reformer une nation indépendante, pour preuve, l'accord d'Astana n'est ni signé par le régime syrien ni par les rebelles. A ce stade, le futur de la Syrie ne dépend que de la Turquie, l'Iran et la Russie.

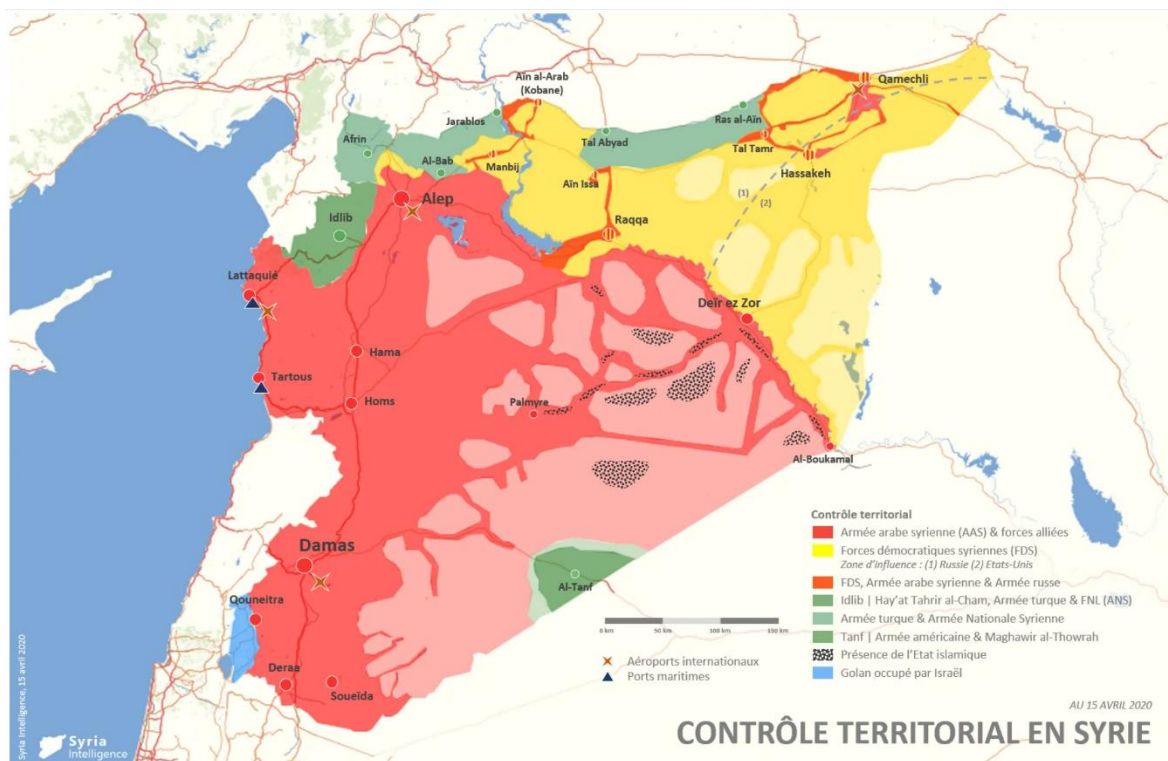
Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ont au départ été pointés du doigt par la Russie, l'Iran et la Turquie comme étant coupables d'ingérence alors que la Turquie ne se préoccuperait que de la situation humanitaire.

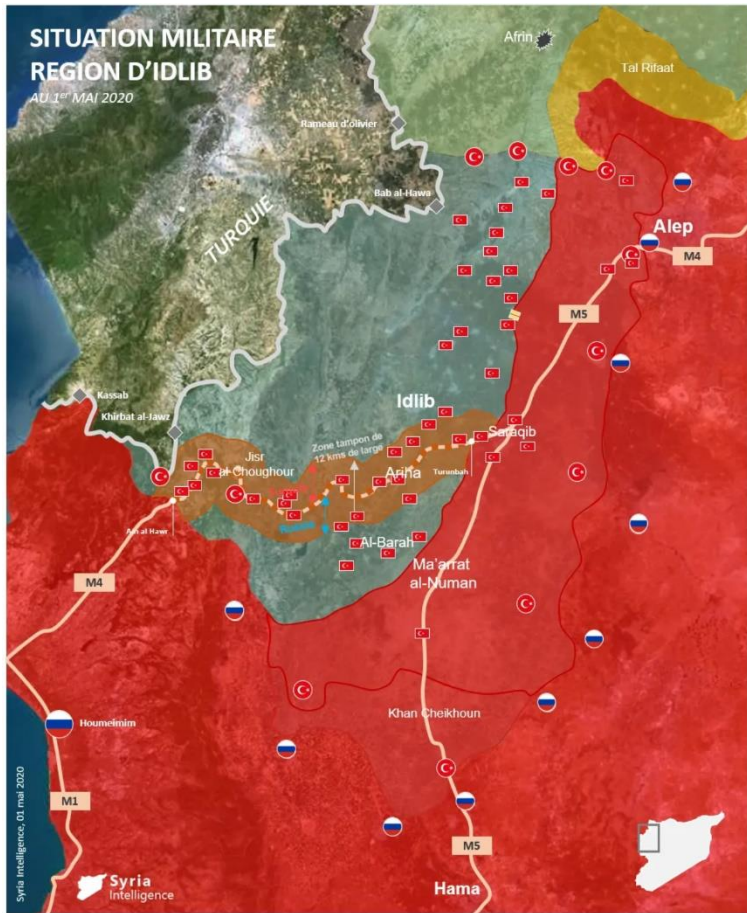
L'expression concrète de la présence Turque en Syrie et en Irak

Militaire

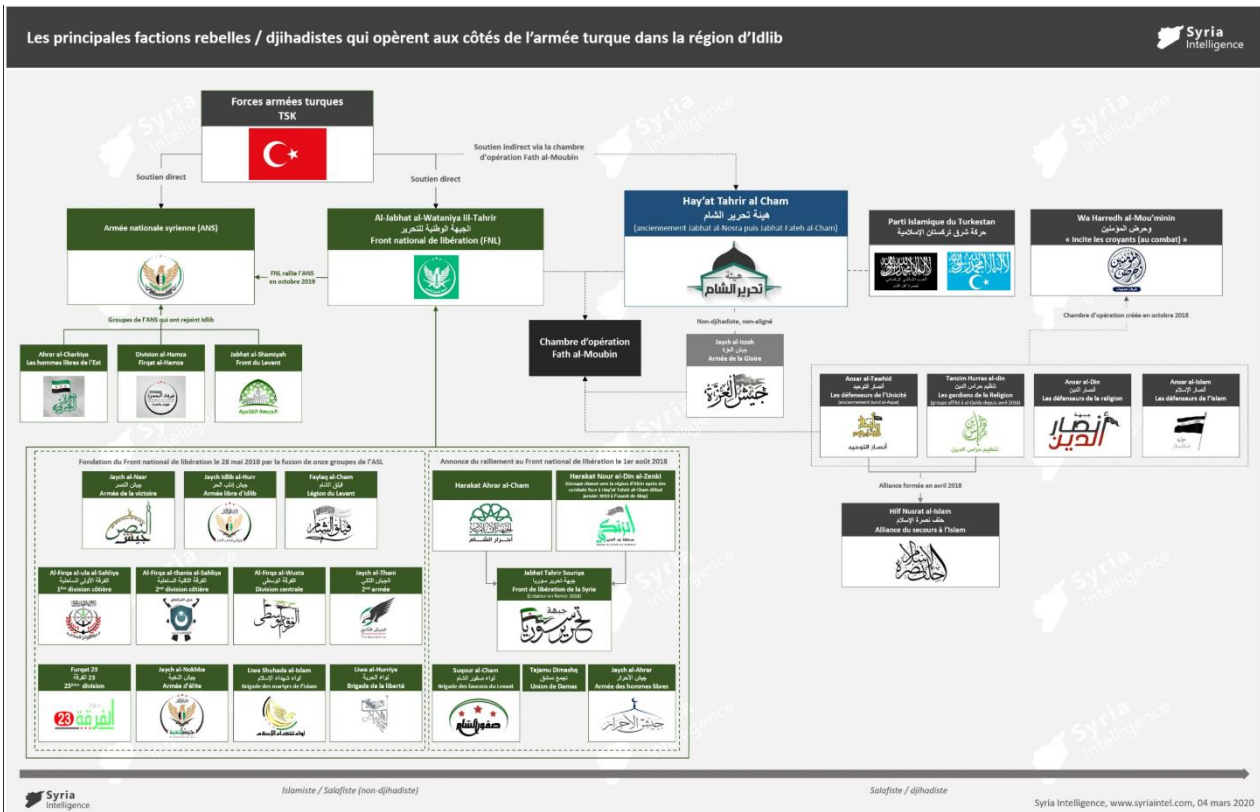
Le hard power turc s'exprime via la présence militaire turque sur le territoire syrien et irakien et l'influence directe exercée sur les cours du conflit (installation de bases militaires en Syrie) et future construction de 3 bases militaires dans le nord de l'Irak.

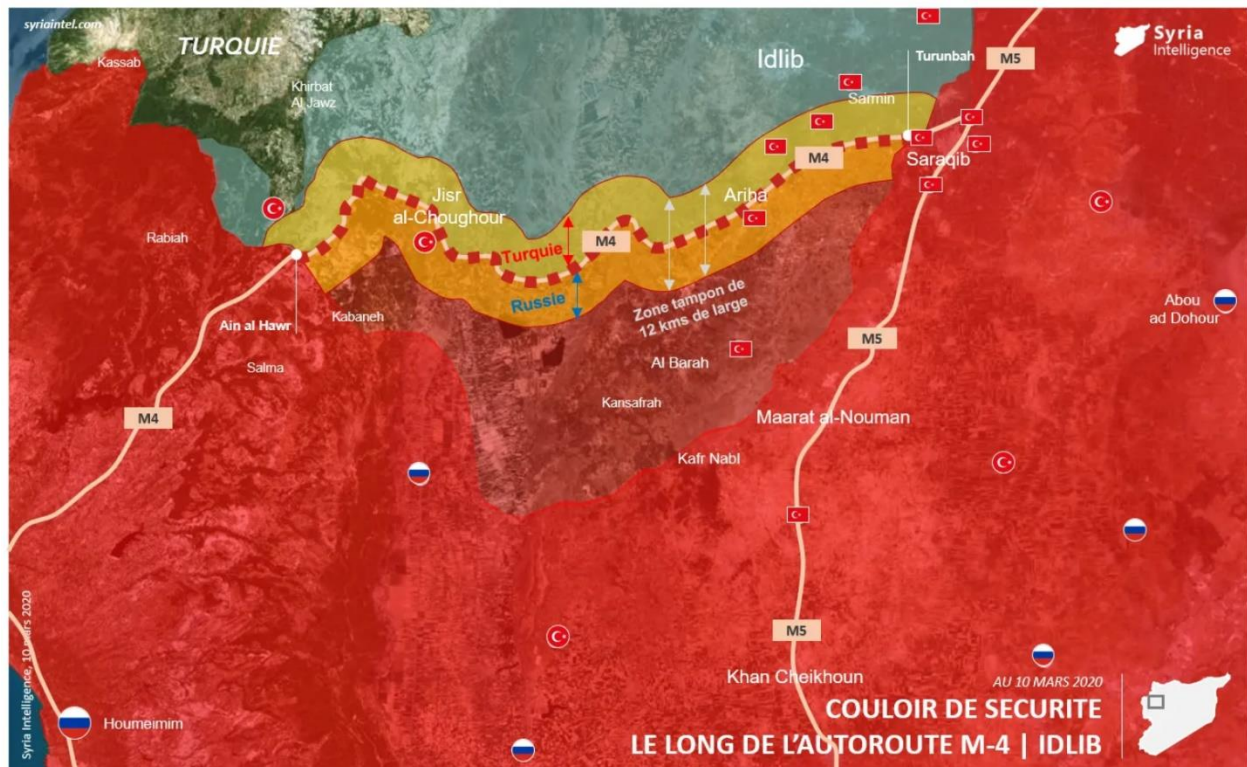
La Turquie surveille les frontières avec ces deux pays et combat les populations kurdes (claw-eagle et claw-tiger). L'objectif pour la Turquie est d'assurer la sécurité du peuple turc et de ses frontières contre les kurdes qu'elle considère comme des terroristes.





La Turquie apporte son soutien aux islamistes et djihadistes de la région pour servir ses intérêts.





Informationnelle

La Turquie propage de nombreuses fausses informations sur la Syrie et l'Irak notamment sur les activités des populations kurdes. Ces propagations respectent le principe du renversement de la charge de la preuve : il est impossible de prouver la non-existence de quelque chose mais il n'est pas nécessaire de prouver son existence pour faire croire que c'est vrai.

RT Erdogan sème la confusion et joue sur les nuances subtiles entre kurdes syriens, kurdes turcs et kurdes irakiens pour attribuer des monopoles aux uns ou aux autres selon ses intérêts.

Economique

La Turquie a mis en place des zones privilégiées d'investissements économiques en Syrie et en Irak. La livre turque est même utilisée sur le territoire syrien.

Energétique (pétrole)

La Turquie a désormais de bons rapports avec le gouvernement autonome du Kurdistan irakien (KRG) et depuis 2014 la Turquie est le premier importateur du pétrole du Kurdistan irakien. C'est l'illustration de la dimension économique et énergétique du « zéro problème avec les voisins ».

L'Irak a la troisième réserve de pétrole au monde avec 143 milliards de barils de pétrole. Le pays est au cœur de l'enjeu d'indépendance énergétique de la Turquie (surtout vis-à-vis de la Russie) ; la Turquie étant l'unique alternative pour l'UE d'acheminer les ressources du Moyen-Orient et de la mer caspienne. La Turquie est donc la base d'acheminement du pétrole irakien vers le monde entier.

La Turquie, quant à elle, a une forte croissance de sa demande énergétique turque (7 à 8% par an) mais n'a que très peu de ressources sur son territoire. La société TPAO (société nationale turque de pétrole) a obtenu de nombreux contrats pour exploiter des gisements dans le sud

de l'Irak. C'est tout naturellement qu'un consulat turc a ouvert à Erbil (capitale du Kurdistan irakien).

L'export de ressources kurdes via la Turquie est nécessaire pour la survie politique du Kurdistan irakien et permet de contourner Bagdad et d'être un Etat quasi-indépendant. La Turquie a donc un levier de pression sur le Kurdistan irakien.

Dans le contexte de dépendance énergétique, la Turquie est accusée de complicité de trafic de pétrole avec Daesh au bénéfice de la famille de RT Erdogan. Les autorités turques ont fini par détruire les pipelines illicites existant entre la Syrie et la Turquie.

Energétique (eau)

La Turquie utilise l'Euphrate comme arme pour combattre les kurdes en Syrie en abaissant le niveau d'eau pour faire pression dans le nord-est de la Syrie. Le niveau d'eau a déjà été divisé par 4 ce qui a un effet sur production d'électricité. L'eau est également un sujet de tension avec l'Irak. L'utilisation de l'eau pour faire pression n'est cependant pas du seul fait de RT Erdogan, cela avait été le cas en 1990 pour forer l'expulsion d'Abdullah Ocalan, leader et fondateur du PKK de Syrie.

Au Liban : le retour à la diplomatie humanitaire pour développer sa sphère d'influence

Les investissements turcs au Liban sont alignés avec la doctrine de profondeur stratégique turque qui consiste à revendiquer un vaste domaine maritime – la Patrie Bleue ou Mavi Vatan – dont les rives libanaises font partie.

La Turquie utilise tous les moyens pour élargir son emprise sur le territoire libanais. La TIKA, l'agence de développement turque a fourni en 2020 60 tonnes d'aides alimentaires à près de 4 000 familles nécessiteuses dans différentes régions du pays (Akkar et Tripoli notamment). Le Croissant Rouge turc est également très actif au Liban, et d'autant plus depuis l'explosion du port de Beyrouth.

RT Erdogan a réalisé de nombreux déplacements au Liban notamment dans le nord du pays en 2010 par exemple promettant des investissements : Ankara a permis un meilleur accès à l'eau potable et la construction d'une salle des fêtes. Ceci explique pourquoi la tête du Président turc est affichée sur des immeubles de villes libanaises.

Un autre moyen de RT Erdogan d'adouber la population libanaise est la construction d'immeubles notamment dernièrement un hôpital dans la ville de Saïda.



Un drapeau à l'effigie de Recep Tayyip Erdogan dans le Akkar lors de sa visite en 2010. Photo d'archives Michel Hallak

La Turquie ne dispose au Liban ni d'un agenda de longue date ni de soutien au gouvernement ou parlement mais Ankara a su établir des liens et réseaux avec certaines populations du pays du Cèdre

Les prémices de la stratégie turque étaient visibles lors de la participation de la Turquie à la FINUL (force intérimaire des nations Unies au Liban) pendant la guerre Sud-Liban et Israël en 2006. Ce fut une autre façon pour la Turquie de prendre le rôle de « pont entre les nations ». L'opinion turque s'est vite mobilisée via de nombreuses manifestations (événement rare en Turquie) pour exprimer son hostilité à cette guerre. La participation du pays a d'ailleurs créé une crise politique sur le sol national. Le gouvernement justifiait alors la participation nécessaire de la Turquie du fait de la participation d'autres pays musulmans (Maroc, Indonésie, etc.) et des partenaires européens de la Turquie (Espagne, Italie, etc.) ; mais aussi par le « devoir historique de la Turquie au nom du passé ottoman commun des deux pays ». Enfin, le rôle de médiateur objectif fut remis en cause par, à l'époque, l'entente turco-israélienne qui existait.

- **La population du nord Liban et la langue turque, vecteurs d'influence turque au Liban**

En 1914, lors de la chute de l'empire ottoman, des populations tribales avaient choisi de rester dans des régions libanaises (Akkar, Bekaa, etc.). Elle renoue avec leurs racines turques depuis quelques décennies. De plus, les populations proches de la frontière turque comme au nord Liban à Saïda parlent en grande majorité turc. Enfin, à Tripoli, la nostalgie de l'empire ottoman et l'admiration vouée à RT Erdogan et la Turquie sont palpables ; une autre émanation du soft power turc.

- **Education et culture : moyens préférés du soft power turc**

La Turquie investit depuis plusieurs années massivement dans l'éducation et la culture au Liban. Le pays restaure des monuments et bâtiments datant de l'empire ottoman, surtout à Tripoli. Il recense tous les sites archéologiques et historiques de l'époque ottomane à Tripoli. L'état turc accorde des bourses à des étudiants libanais. Et une association d'amitié libano-turque a été créée et deux de ses membres détenant la nationalité turque font partie du conseil municipal de Tripoli.

Le renforcement de la stratégie turque au Liban ces dernières années

- **L'explosion du port de Beirut : une opportunité de développer leur influence dans le pays**

Le Ministre des affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu déclarait avoir reçu de RT Erdogan l'instruction d'accorder la citoyenneté turque à tout Libanais turkmène ou d'origine turque suite à l'explosion du port. De plus, le vice-président turc Fuat Oktay a partagé la volonté d'Ankara de participer à la reconstruction du port de Beirut. Il a précisé : « *La Turquie est prête à reconstruire le port gravement endommagé de Beirut et les bâtiments environnants* ». Il a également proposé aux autorités libanaises d'utiliser le port turc de Mersin.

La Turquie a proposé au gouvernement libanais de prendre en charge des victimes de l'explosion, en Turquie. Enfin, cette explosion permet à l'activité du port de Tripoli de doubler, Tripoli étant le cœur de l'influence turque au Liban. Cependant, des voix s'élèvent contre cette supposée influence de la Turquie sur le port de Tripoli. Antoine Amatoury (directeur du terminal de conteneurs du port) réfute l'influence d'Ankara sur le port de Tripoli : « *le contrôle du*

port de Tripoli n'a rien à voir avec la politique...et nous n'avons pas d'affiliation politique ni aucun lien avec la Turquie. »

- **Le refroidissement des relations de Beyrouth avec l'Arabie Saoudite laisse davantage de place aux turcs**

La Turquie a réussi à mettre en place de bonnes relations avec l'ensemble des partis politiques libanais. Cependant, la Turquie se rapproche traditionnellement des sunnites dans sa sphère d'influence islamo nationaliste. C'est ainsi que des liens se sont tissés avec Saad Hariri à tel point qu'il aurait été témoin du mariage de la fille de RT Erdogan en 2016.

L'implication de la Turquie au Liban n'est pas anodine et c'est pourquoi les renseignements français chercheraient à déterminer l'ampleur des aides turques allouées au Liban ; bien que l'amitié historique franco-libanaise ne saurait être remise en cause par l'influence turque.

Enfin, le chef des services de renseignement turc et confident d'RT Erdogan (Hakan Fidan) a tissé des liens étroits avec le directeur de la Sûreté générale (Abbas Ibrahim), figure de plus en plus influente dans le pays.

- **Diviser pour mieux régner : la Turquie mise sur la complexité communautaire libanaise**

Il semblerait que dans sa volonté d'aide au développement et d'apport de soutien humanitaire aux pays arabes voisins de la Turquie, le pays cherche également à déstabiliser le Liban pour mieux y trouver sa place.

Quatre individus auraient été arrêtés dont deux turcs qui tentaient de faire entrer clandestinement depuis la Turquie 4 millions de dollars qui seraient destinés à financer des « émeutes urbaines ».

Une liste d'ONG et de mosquées pro-turques qui œuvrent pour l'occupation turque de Tripoli a de plus été établie. Les pressions turques sur le nord du Liban sont de plus en plus tangibles. A tel point que des manifestations pro-turcs sont organisées lors de rassemblements arméniens, où le drapeau rouge et blanc est brandi fièrement.

Enfin, Ankara a réussi à pousser à la démission le directeur d'une école coranique libanaise car l'école était soupçonnée d'être en partenariat avec le réseau güleniste.

RT Erdogan et son parti s'immiscent lentement mais sûrement sur le territoire libanais.

3 L'organisation nationale du renseignement (Millî İstihbarat Teşkilatı MIT) : une arme centrale dans la conquête de pouvoir de la Turquie

L'organisation nationale du renseignement est fondée sur la [loi \(2937/193\)](#), prorogée en 2014 pour éviter les poursuites pénales aux cadres du MIT et en 2017 après la réforme constitutionnelle liée au coup d'Etat de juillet 2016, pour passer directement sous autorité du Président de la République, et en devenir le service de renseignement hautement stratégique.

Effectif : entre 8 000 et 10 000 personnes avec -5% de militaires

Budget : 1.2 milliard de livres soit 140 millions d'Euros (fonctionnement uniquement)

Organisation

- Direction de l'enquête de sécurité : *Güvenlik Tahkikat Başkanlığı*

Mission : Enquête dans le cadre des mesures liées à la sécurité nationale, avec entre autres l'examen d'archives relevant de son spectre fonctionnel. Les missions sont diligentées sur demande des institutions ou établissements publics.

- Direction du renseignement de sécurité : *Güvenlik İstihbaratı Başkanlığı*

Mission : Recueil d'informations liées aux activités des organisations terroristes et sur la sécurité nationale de la Turquie. La direction est saisie pour neutraliser la menace liée aux informations de sécurité nationale à l'intérieur ou à l'extérieur de la Turquie.

- Direction du Contre-espionnage : *İstihbarata Karşı Koyma Başkanlığı*

Mission : surveillance, détection et prévention à l'encontre des opérations d'espionnage menées par des États étrangers, des services des renseignements étrangers et des individus contre la Turquie. Afin de mener à bien sa mission, le département du contre-espionnage coopère avec les ministères et les agences gouvernementales qui sont la cible d'espionnage des services secrets étrangers.

- Direction des opérations extérieures : *Dış Operasyonlar Başkanlığı*

Mission : Protection et développement des intérêts stratégiques de la Turquie. Afin de mener à bien sa mission, la direction coopère avec les unités intérieures et extérieures. L'action du département est basée sur la stratégie de sécurité nationale et en lien avec la conjoncture politique.

- Direction du renseignement technique et électronique : *Elektronik Teknik İstihbarat Başkanlığı*,

Mission : Recueil, enregistrer et analyser le renseignement, collecter les informations sous tous types de formes avec tous les moyens techniques à sa disposition pour transmission aux autorités compétentes par tous moyens de renseignements techniques, de méthode, d'outils et de systèmes selon la loi 2932.

- Direction du renseignement des signaux : *Sinyal İstihbarat Başkanlığı*,

Mission : Collecter et analyser les signaux de communication, les signaux radar pour transmission aux organismes compétents. Il s'agit de la branche qui a entrepris les travaux du commandement des systèmes électroniques de l'état-major (GES Komutanlığı), qui, depuis 2012, est passée par la loi sous le contrôle total du MIT. Son modèle est basé sur celui de la Centrale Intelligence Administration.

Son directeur : Hakan Fidan et l'activité du MIT

Depuis 25 mai 2010 : Directeur de l'Organisation Nationale du Renseignement (MIT). Il est un acteur clé de l'Etat et au cœur des dossiers sensibles : le conflit kurde, la guerre en Syrie. Le directeur du MIT est subordonné au Président Erdogan, il est considéré comme l'une des personnes les plus loyales. Ouvert, sympathique et sa formation militaro-universitaire font de lui une personnalité respectée dans le monde du renseignement.

Israël a réagi lors de la nomination de monsieur Hikan Fidan, en le qualifiant d'ami de l'Iran du fait de sa prise de position en faveur de l'Iran, lorsqu'il représenta en 2009 le gouvernement turc à l'Agence nationale de l'énergie atomique.

L'ensemble des axes stratégiques sont coordonnés par le MIT, tous les dossiers sans exception sont inscrits au sein de la feuille de route de l'exécutif : L'immigration clandestine, avec la menace d'ouvrir les frontières vers la Grèce et renforcer son influence en Méditerranée orientale, en y ajoutant les réfugiés syriens en Turquie mais également dans la région d'Idlib comme levier d'influence dans les relations avec l'Union Européenne, ce qui a permis de développer une rente financière dans l'économie nationale. Cette stratégie n'est pas uniquement liée au conflit Syrien mais également aux pays voisins : l'Iran, l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan, le Bangladesh et l'Inde.

Le directeur a également créé une académie du renseignement pour la formation, la détection de talents, et en a lancé une campagne promotionnelle avec une série télévisée dont les turcs savent bien exploiter dans leur modèle de soft power, et à travers les médias : « Nous sommes à la poursuite et nous vous connaissons bien » indiquant que le personnel sera recruté sur son site Web officiel, en grande partie pour améliorer la cyberdéfense et lutter contre le cyberterrorisme. Le MIT dispose de 5 avions de guerre électronique et de renseignement, de drones (dont des TB2 de BAYRAKTAR et ANKA) et utilise les informations provenant du satellite (GOKTURK-2).

Le MIT est un service particulièrement actif, dans le domaine du contre-terrorisme. Il est très réputé pour entreprendre de nombreuses actions clandestines, et a affirmé sa montée en puissance depuis son rattachement auprès de la Présidence de République. En 2018, le MIT a illustré sa compétence en fournissant de nombreux éléments permettant d'incriminer Riyad lors de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. A l'instar de la politique expansionniste du président Erdogan, le MIT veut faire partie des services de ce monde, il n'hésite pas à faire du soft power à travers une nouvelle série télévisée.

Les sources du MIT

- L'agence *turque* de coopération et de développement TIKA ;
- La Présidence des affaires religieuses DIYANET (en France 151 détachés);
- L'Union des affaires Turco-Islamiques DITIB ;
- La présidence des turcs de l'étranger YTB;
- Confédération Millî Görüs (théorie Necmettin Erbakan, chef du Parti de la prospérité (Refah)) : plus de 500 antennes en Allemagne, au Canada, en Australie, en Suède, en Autriche, au Danemark, aux Pays-Bas, en Belgique, en France, en Suisse et en Asie Central ;
- Les associations (ex : Parti Égalité et Justice (PEJ) en France ; Conseil pour la Justice et la Paix (COJEP), les loups gris) ;
- Maarif Vakfi (fondation dont l'objectif essentiel est de reprendre à l'étranger le réseau du mouvement Fethullah Güllen, depuis le coup d'Etat) ;
- Centres culturels YUNNUS EMRE ;
- Turkish Heritage Organization (THO) ;
- Les sociétés d'Oligarques (MUSIAD, Natural Food Group...).

4 La culture : pilier du soft power turc et vecteur majeur de l'influence « made in Turkey »

De l'importation du modèle culturel turc

- **Promouvoir une identité turque**

L'objectif assumé de RT Erdogan est de remettre au goût du jour les « valeurs anciennes » liées à la culture musulmane et ainsi de se doter d'une image de puissance morale et légitime. Le Président Erdogan rêve la Turquie comme leader du monde musulman, sur les traces du territoire de l'empire ottoman. Ainsi la culture et le modèle culturel turc de la nouvelle Turquie de l'AKP est le véhicule des valeurs morales et de l'islamo-nationalisme de RT Erdogan.

Dès 2002, à l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le gouvernement a agi pour gommer le passé kémaliste et laïc du pays. Il s'agissait de ressusciter une représentation de l'Empire ottoman en tant que porte-drapeau de l'islam. C'est à ce titre que le ministre des affaires étrangères a indiqué que le XXe siècle en Turquie fut une « *simple parenthèse* », appelant les Turcs à revenir à leurs « *valeurs anciennes* ».

Le gouvernement turc tente tout de même de faire la synthèse entre les valeurs de l'islam et les libertés individuelles. Et ce afin d'être en mesure de concurrencer la pop culture dominante à l'américaine qui promeut une certaine corruption émotionnelle et spirituelle.

- **La TIKa (agence turque de développement et de coopération) : canal d'exportation du modèle culturel turc**

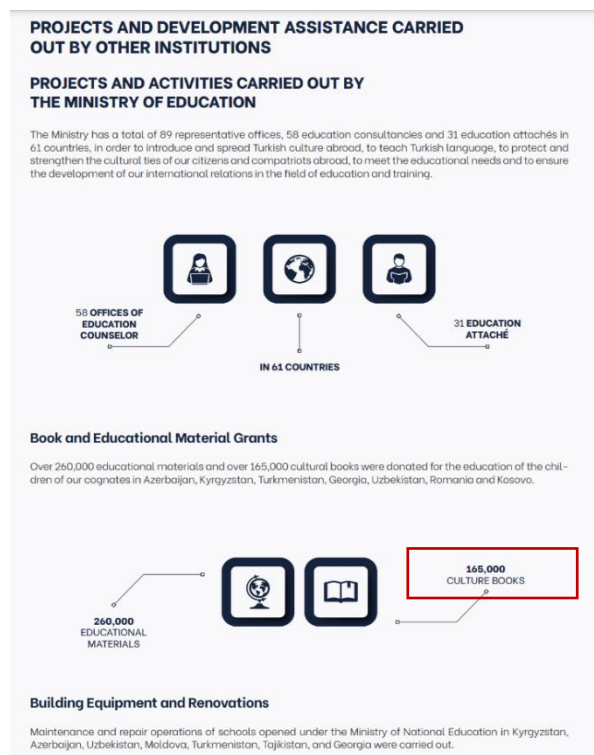
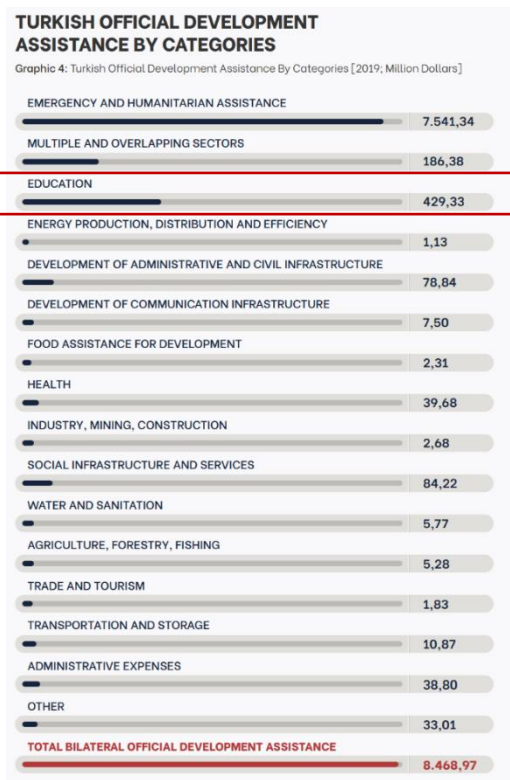
La TIKa est composée de deux sous-directions : l'une chargée de l'ensemble des sujets relevant du développement économique et l'autre œuvrant sur le volet social et culturel. Le chef du service de renseignement turc, Hakan Fidan, a même dirigé l'agence pendant quatre ans, ce qui permet d'emblée de percevoir le caractère stratégique de l'agence aux yeux du gouvernement turc.

La TIKa produit des rapports d'activité qui permettent de donner la parole à ses dirigeants et parties prenantes notamment. En 2019, Mehmet Ersoy, ministre de la culture et du tourisme explique que la TIKa « contribue au développement de notre pays et à la promotion au niveau mondial de nos valeurs, de notre culture et histoire. »

Le rapport permet de plus de comprendre l'organisation de l'activité de l'agence. L'éducation est le 2^{ème} poste d'aide apportée par la TIKa en termes de dépense. Comme expliqué dans le rapport, la TIKa a 89 bureaux et 31 attachés à l'éducation dans 61 pays qui ont pour objectif d'introduire et de diffuser la culture turque à l'étranger, d'enseigner le turc, de renforcer les liens des communautés turques à l'étranger. Concrètement, il s'agit

par exemple de 165 000 « livres de culture » qui ont été distribués en 2019 notamment au Kirghizstan, au Turkménistan et en Géorgie.

Extraits du *Turkish Development Assistance Report* sur l'année 2019



■ Le contenu audiovisuel : vitrine de la Turquie à l'étranger

Ankara cherche à étendre et assurer la diffusion de sa culture aux cinq continents à travers ses produits audio-visuels et surtout ses séries. Le pays s'est même doté via Türksat (seul opérateur de télécommunications par satellite turc), d'un nouveau satellite de télécommunications. Celui-ci est basé sur le bus Eurostar E3000e d'Airbus lancé le 7 janvier 2021 par une fusée de SpaceX depuis la Floride.

La Turquie s'est ainsi assurée des services de diffusion télévisée et de communication de données dans une large géographie englobant la Turquie, l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afrique centrale de l'Ouest, l'Afrique du Sud, la région de la Méditerranée, de la mer Égée et de la mer Noire.

Les contenus audio visuels sont une arme très efficace sur le territoire intérieur également. En effet, les télévisions sont des éléments centraux du foyer, quasiment toujours allumées, et autour duquel la famille se réunit tous les soirs afin de suivre les feuilletons du moment. De

plus, un tiers seulement des femmes turques ont un emploi (en 2017), ce qui fait des femmes des cibles de choix.

C'est au milieu des années 2000 que la Turquie devient une usine à série extrêmement efficace d'abord au Moyen-Orient avec le succès retentissant de *Gümüş*, puis au niveau international avec la série *Les Mille et une nuit*. La Turquie produirait désormais plus d'une cinquantaine de séries par an, selon un genre bien particulier qu'on pourrait aisément qualifier de série à l'eau de rose, de « soap-operas » ou de télénovelas. Cependant, l'industrie turque de production de série refuse ces termes qui seraient péjoratifs et insistent sur l'utilisation du terme de *dizi* (série en turc), et indiquerait un genre à part entière.

▪ Une position dominante des *dizi* à l'échelle mondiale

De nombreuses séries, maintenant diffusées sur Netflix qui permet une couverture encore plus large, ou même produites par Netflix, ventent la grandeur de l'empire ottoman. Parfois même en ré écrivant l'histoire, et réhabilitant des personnages historiques de l'Empire ottoman. Un des succès les plus retentissants, *Le siècle magnifique* a même été appelé le « sex and the city de l'ère ottomane ». Le feuilleton s'inspire de la vie de Soliman Ier, ou Soliman le Magnifique, dixième sultan de la dynastie ottomane au XVI^e siècle, et de Roxelane, sa favorite puis future épouse ainsi que de la vie de son harem. En septembre 2019, cette série avait été visionnée par plus de 500 millions de personnes dans le monde. Ce fut même la première série achetée par le Japon.

Une autre série, *Söz* a elle désormais dépassé pour la première fois le million d'abonnés sur YouTube.

Depuis 2002 : plus de 150 *dizi* ont été vendus à plus de 150 pays dans le monde, ce qui a permis en 2019 de positionner la Turquie comme 2^{ème} pays au monde (après les USA) distributeur de contenu télévisé. Le Chili étant le plus grand consommateur de *dizi*. Et le Mexique et l'Argentine paient le plus pour acheter ces contenus.

Le succès des séries turques est tel qu'en 2012, un scénariste turc aurait été contacté par un think tank américain pour rédiger un *dizi* relatant l'histoire d'une femme américaine au Moyen-Orient qui pourrait adoucir l'image des USA dans cette région.

▪ Les secrets de fabrication des *dizi*

Tout d'abord, les séries sont filmées en très grande majorité dans le cœur historique Istanbul, dans les plus beaux lieux et montrant souvent des vues magnifiques sur le Bosphore. Les productions évitent au maximum de tourner dans des studios.

Ces séries relatent très souvent des histoires d'amour qui ont pour objectif de faire rêver la ménagère devant son écran de télévision. Chaque année, l'histoire de Cendrillon est revisitée de façon toujours plus originale. Il est donc nécessaire d'avoir a minima un personnage au cœur brisé qui ne croit plus en l'amour. La suite de l'histoire est sans secret. Le succès sera d'autant plus assuré si l'intrigue inclut un triangle amoureux.

La famille est toujours au centre de l'histoire, permettant d'illustrer l'importance de la famille dans la société turque. De plus, l'évolution entre les milieux socio-économiques est mise en

avant, comme pour motiver les télé spectateurs. Un personnage externe à l'intrigue réussira à naviguer d'un milieu socio-économique à un autre diamétralement opposé au sein (un paysan va par exemple s'installer dans une grande ville et y trouver le succès).

Les téléspectateurs doivent être touchés par les séries, il s'agit de provoquer empathie et permettre même de se projeter dans l'histoire. C'est pour cela que ces séries marchent si bien, il est permis de s'identifier aux personnages.

Enfin, les *dizi* respectent des codes qui restent strictes pour ne heurter aucun public mais qui fonctionnent malgré tout : aucune arme n'est visible dans les mains de protagonistes (qui ne seraient pas des forces de l'ordre). Et la pression monte très lentement (dans la série *Fatmagül*, le couple ne s'embrasse qu'au 58^{ème} épisode).

▪ La relative mainmise de l'AKP sur les productions de séries

Le Siècle magnifique n'a jamais été instrumentalisé par l'état turc pour servir son soft power. Fin 2012, RT Erdogan avait même exprimé son mécontentement quant à cette série qui selon lui est « contraire aux mœurs musulmanes, ce n'est pas le Soliman que nous connaissons. » Avant de tenir des propos très menaçants vis-à-vis du réalisateur et du propriétaire de la chaîne qui diffuse la série et de préciser « *Ceux qui jouent avec les valeurs du peuple doivent recevoir une leçon* ». Il était question pour certain membre du gouvernement Erdogan d'humiliation des ancêtres de la Turquie et des valeurs du pays. Cependant, face au succès phénoménal de la série, aucune action n'a réellement été prise à son encontre, bien que son interdiction ait été demandée par le gouvernement et qu'elle ait été retirée du catalogue de programmes au sein des avions de la compagnie Turkish Airlines.

Le gouvernement turc, ayant conscience du pouvoir d'expansion de la Turquie via ses *dizi*, n'hésite cependant pas à soutenir certaines productions (notamment de TRT, la chaîne d'état) voire même à les guider. Un exemple étant *Resurrection : Ertuğrul* qui a lieu au début de la gloire de l'empire ottoman. *Ertuğrul Ghazi*, le personnage principal combat pendant plus de cinq saisons les croisés, les mongoles et bien d'autres.

Le Moyen-Orient : première cible d'exportation du modèle culturel turc qui a ouvert la voie à l'exportation aux 5 continents

▪ La proximité culturelle du Moyen-Orient facilite l'exportation

De la même manière que la culture américaine a façonné la société occidentale, la Turquie avait cette même ambition sur la société arabe.

Jusqu'à ce que les séries turques deviennent très célèbres dans le monde arabe, la Turquie avait mauvaise réputation. Mais depuis les grands succès télévisés turcs, la perception de la Turquie et des turcs a changé.

Dans une enquête réalisée en 2011 par TESEV5 auprès de 2323 personnes de 16 pays du monde arabe et musulman, 78 % des personnes avaient une perception positive de la Turquie, 74 % reconnaissaient avoir regardé au moins une fois dans leur vie une série turque, et la plupart d'entre elles étaient capables de nommer des séries turques et leurs acteurs.

Les séries égyptiennes étaient pourtant traditionnellement celles qui dominaient la télévision du monde arabe jusqu'à ce que la Syrie leur brigue la place à partir des années 1990. Le gouvernement syrien finançait massivement les contenus télévisuels et donnait des permis de tournage sur des sites historiques syriens. C'est au début de la guerre en Syrie que la Turquie a eu l'opportunité de prendre le pas sur le contenu télévisuel du Moyen-Orient. Les séries dramatiques syriennes étant déjà un phénomène panarabe, MBC (le premier diffuseur au Moyen-Orient et en Afrique du nord) décidé de doubler les séries turques en dialecte syrien pour que les télé spectateurs ne perdent pas leur repère.

Le premier succès turc au Moyen-Orient fut *Gümüş*, renommé Noor. Cette série eu un tel succès que le ministère de la culture et du tourisme décidé d'arrêter de faire payer certains pays arabes pour la diffusion de la série.

Les pays arabes ayant de nombreuses similitudes culturelles avec la Turquie, qu'ils étaient une cible naturelle pour l'AKP afin d'exporter son modèle et en faire la référence du Moyen-Orient. Les Turcs, via leurs séries, ont réussi à créer des contenus qui font une synthèse parfaite entre la liberté à l'européenne dont tout le monde arabe rêve et les problèmes conservateurs du Moyen-Orient liés à la société, la religion, les mœurs, etc. Le tout avec des repères cognitifs parlant au monde arabe : des prénoms similaires, de la nourriture similaire, des histoires similaires (mariage forcé, etc.).

Le modèle culturel turc, comme évoqué, s'exporte dorénavant bien au-delà des frontières de la Turquie et du Moyen-Orient et jusqu'en Amérique latine comme explicité par ailleurs.

▪ Les séries turques, victimes des tensions entre RT Erdogan et l'Arabie Saoudite

Le Roi d'Arabie Saoudite avait dès 2015 exprimé sa volonté d'acquérir la chaîne MBC. Ce n'est qu'en 2017, après avoir arrêté la majorité des actionnaires de MBC, que Mohammed Bin Salman serait devenu le nouvel actionnaire majoritaire de la chaîne. Sa première action a été d'annuler toute diffusion de *dizi* turque.

Cette annulation serait le résultat du soutien de la Turquie au Qatar lors de l'embargo qui leur a été infligé. En effet, en 2017, un certain nombre de pays arabes dont l'Arabie Saoudite, sous prétexte de divergences géostratégiques avaient annoncé un embargo total sur leur voisin Qatari. C'est alors que la Turquie d'RT Erdogan est immédiatement venue au secours du Qatar en envoyant des avions de ravitaillement pour éviter toute pénurie alimentaire.

MBS aurait accusé la Turquie et son président Erdogan de vouloir construire un nouveau califat islamique ottoman et ferait partie d'un triangle diabolique avec l'Iran et des groupes islamistes.

Le gouvernement turc avait projeté un revenu d'un milliard de dollars pour l'économie turque grâce à l'exportation de ses *dizi* d'ici 2023. Depuis le retrait à la diffusion sur la chaîne MBC pour le monde arabe, l'objectif de 500 millions de dollars serait plus réaliste, le marché arabe représentant donc la moitié du marché des *dizi* turques à l'étranger. L'expansion au marché sud-américain devrait contre balancer cette perte.

▪ **Le rôle des séries télévisées turques dans l'amplification des échanges commerciaux de la Turquie avec des pays de Moyen-Orient**

Les *dizi*, en plus d'exporter la culture turque, ont permis de réaliser la promotion du secteur touristique turc mais aussi de certaines industries turques. Ce sont les modes de vie, les modèles de représentation et mêmes les goûts turcs qui sont exportés via les séries dans de nombreux pays dont l'Iran. C'est ainsi qu'est réalisée une parfaite synthèse entre la Turquie de tradition musulmane dans un cadre démocratique et l'économie de marché.

Illustration 8 - Magasin turc Enza Home Yatas à Téhéran



Le magasin turc Enza Home Yatas vend les objets de décor « vus dans les séries » dans le même espace.

Auteur : Mina Saïdi-Sharouz, octobre 2017.

Il existe donc un lien de causalité entre les séries turques et le succès du prêt-à-porter « made in Turkey » dans de nombreux pays du Moyen-Orient. Les femmes, premières cibles de certaines séries, se rêvent dans les pieds de leurs héroïnes préférées dans des villas de luxe sur les rives du Bosphore. Elles veulent leur ressembler, d'autant plus que des spots publicitaires au profit de biens turcs sont diffusés sur les chaînes moyen-orientales lors des séries.

Illustration 11 - La publicité diffusée lors des séries pour la vente d'appartements en Turquie



Image publicitaire pour la vente des appartements en Turquie, incluant une offre du crédit et ouvrant aux droits bancaire et de résidence.

Source : GEM TV, capture d'écran Mina Saïdi-Sharouz, août 2018.

Le même phénomène a été observé par la suite sur des produits de décoration intérieure et même d'architecture. Les *dizi* amplifient le désir mimétique et créent la demande également sur l'ameublement, produit en Turquie.

Les chaînes s'appuient également sur les spots publicitaires pour promouvoir l'immobilier et présenter des appartements à vendre à Istanbul ou sur le littoral turc avec des décors luxueux et des vues imprenables sur le Bosphore ou sur la Méditerranée.

5 *Le cas de l'Amérique latine : la Turquie au-delà de sa traditionnelle zone d'influence ou le succès retentissant des séries turques à l'autre bout du monde*

En s'ouvrant à l'Amérique latine, Ankara veut forger de nouvelles alliances dans des régions où elle ne comptait pas jusqu'ici, à un moment où ses relations avec les Etats-Unis, l'Union européenne et la Russie sont tendues par de nombreux conflits (bassin méditerranéen, haut karabakh, Syrie, crise des migrants).

Plusieurs vagues de migration de l'Empire ottoman et d'arabes ottomans vers l'Amérique latine (du Mexique à l'Argentine en passant par l'Amérique centrale et le Brésil) ont eu lieu à partir des années 1860 jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Tous du fait de leur document d'identité, ont été surnommés « Turcs ».

La première visite officielle en Amérique latine d'un Président de la République de Turquie eu lieu en 1995 par Süleyman Demirel en Argentine, au Chili et au Brésil : ce fut la première pierre angulaire dans les relations turco-latino-américaines.

La Turquie a quelques années après cette première visite élaborée en 1998 un Plan d'action pour l'Amérique latine. Six pays étaient plus particulièrement ciblés : Argentine, Brésil, Chili, Cuba, Mexique et Venezuela.

Les contacts bilatéraux, exploratoires, ont pris une coloration nettement plus affirmative à partir des années 2000.

Le début des années 2000 marquent un tournant dans les relations de la Turquie avec l'Amérique latine. La Turquie a décrété l'année 2006 « *Année de l'Amérique latine et de la Caraïbe* ».

Plusieurs chefs d'états d'Amérique latine se sont succédées en visite à Ankara : le chilien Ricardo Lagos en 2004, le brésilien Lula da Silva et le costaricien Oscar Arias en 2009, la Brésilienne Dilma Rousseff, l'Argentine Cristina Kirchner et le Colombien Juan Manuel Santos en 2011, le Chilien Sebastian Piñera en 2012 et le Mexicain Enrique Peña Nieto, en 2013. Et à l'inverse, le Président Erdogan s'est rendu plusieurs fois au Brésil, au Chili entre 2010 et 2016. Le renforcement des relations a mené à la création d'une alliance entre les MIST (Mexique-Indonésie-Corée du Sud-Turquie) devenus en 2013 MICTA (Mexique-Indonésie-Corée du Sud-Turquie-Australie). Le Mexique, le «M » de MICTA, est alors devenu, en Amérique latine, le point d'ancrage de la Turquie. Et avec le Mexique, les partenaires mexicains de l'Alliance du Pacifique, Colombie, Chili et Pérou.

Résultats de la présence turque en Amérique latine

Sur le plan diplomatique :

A partir de 2010, le nombre des Ambassades turques dans la région s'est élevée à neuf. Un éventail d'accords a été signé sur les volets économiques, culturels et commerciaux.

Les relations se sont même transformées en soutien diplomatique lorsque le Brésil a joint ses affaires à ceux de la Turquie sur un dossier international majeur : le contentieux nucléaire iranien, révélateur d'une nouvelle tectonique des plaques géopolitiques.

Sur le plan économique et commercial :

Depuis le début de l'année 2000, le volume des échanges de la Turquie avec la région a connu une augmentation considérable. Le volume total du commerce bilatéral qui était de 919 millions de dollars US en 2000, a dépassé les 5,5 milliards de dollars en 2008. Le volume des échanges commerciaux de la Turquie s'est accru en moyenne de 15-20% chaque année pendant la période 2000-2008.

Un accord entre Petrobras et TPAO (Turkish Petroleum Corporation) a été signé en 2010 en présence d'RT Erdogan et Lula : La Turquie a besoin du know how des Brésiliens pour tirer profit des énormes réserves offshore au large de ses côtes. Cet accord vise à accroître les recherches en commun menées en Mer du Nord.

Une entreprise comme la société de fabrication de radars et de systèmes de communication par satellite Aselsan a négocié avec succès la vente de ses produits au Brésil et à l'Uruguay. Bien qu'ayant fait un bond de 800% en dix ans, les exportations turques en direction de l'Amérique latine représentaient en 2010 à peine 1% du total des échanges turcs.

La Turquie a adhéré comme membre observateur à l'Organisation des États américains (OEA), à la Communauté caribéenne (Caricom), à l'Alliance du Pacifique, au Marché commun du Sud (Mercosur) et au Système d'intégration centraméricain (SICA).

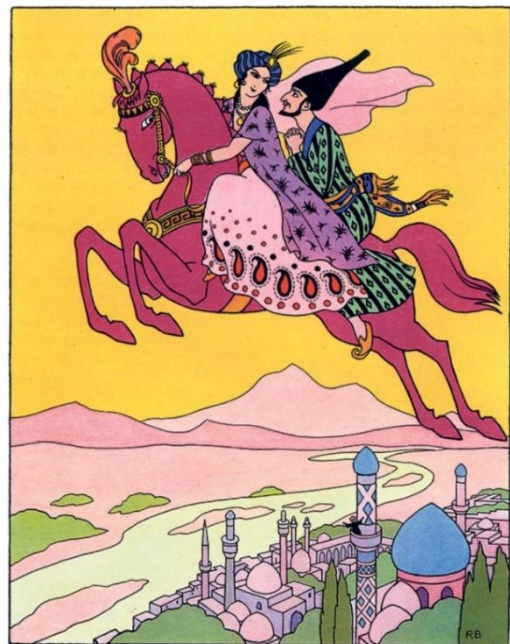
Sur le plan religieux et culturel :

L'université d'Ankara a ouvert en 2009 un centre d'études latino-américain.

En novembre 2014, des leaders musulmans d'Amérique latine ont été invités à Istanbul : « La Turquie vous est d'autant plus proche que c'est un navigateur musulman, qui a bien avant Christophe Colomb, en 1178, découvert l'Amérique » leur dit Erdogan. La Turquie a plus annoncé la construction de mosquées à Cuba.

Enfin, un des éléments les plus visibles est le succès retentissant des telenovelas mais d'un autre genre, les soaps turques (ou *dizi*) à partir de 2011 : un cocktail d'héroïnes vertueuses, de sentiments chastes et d'ascension sociale rapide. Par exemple, diffusée sur la chaîne Mega TV au Chili, chaque soir, la série *Les Mille et Une Nuits* réunit près de 28% des téléspectateurs, battant tous les records d'audience. Dans le

sillage du succès des *Mille et Une Nuits*, des dizaines de feuilletons turcs inondent les écrans des principales chaînes de télévision privées d'Amérique latine. Avec, toujours, le même succès auprès du public. En 2014, *Quelle est la faute de Fatmagül*, l'histoire d'une jeune bergère contrainte d'épouser son agresseur afin de sauver l'honneur de sa famille, devient la série la plus regardée de la chaîne Latina, au Pérou.



Roger Broders. — « Le cheval les enlevait dans les airs », illustration des « Mille et Une Nuits », 1949
© ADAGP, Paris, 2020 - Coll. Jonas - Kharbine-Tapabor

6 La géopolitique des migrations turques : l'apparition de « l'indirect power »

La géopolitique des migrations turques

La Turquie a su s'illustrer depuis de nombreuses années via son *soft power* (cf. succès des *dizi* turcs) et son *hard power* (cf. interventions militaires). Seulement selon un article de Telos de décembre 2020, la géopolitique des migrations de la Turquie ne relève d'aucune de ces deux formes de puissance mais d'une troisième qui pourrait être appelé *indirect power*. Le concept permettrait de désigner la capacité à utiliser des moyens indirects pour déployer sa puissance et / ou son influence.

Cet élément de la géopolitique turque actuelle est le résultat de l'histoire de ce pays et un pan de l'identité nationale qu'RT Erdogan a choisi de remettre au goût du jour. En effet, la Turquie moderne a une longue histoire de migration conquérante dès 1071 après la victoire seldjoukide à la bataille de Manzikert, au nord de lac de Van. Les tribus turques originelles viendraient des montagnes de l'Altaï au fond de l'Asie centrale, avant d'être partis à la conquête d'autres terres et d'avoir entamé les flux de migration.

La Turquie, depuis le début du vingtième siècle, a su tirer profit de sa position géographique qui fait d'elle un pays de transit, d'émigration et d'immigration ; aux carrefours de multiples flux migratoires. RT Erdogan continue en effet dans la lignée de la Turquie kémaliste qui avait entamé une géostratégie démographique.

La Turquie, un pays de transit : comment le Président Erdogan en tire profit

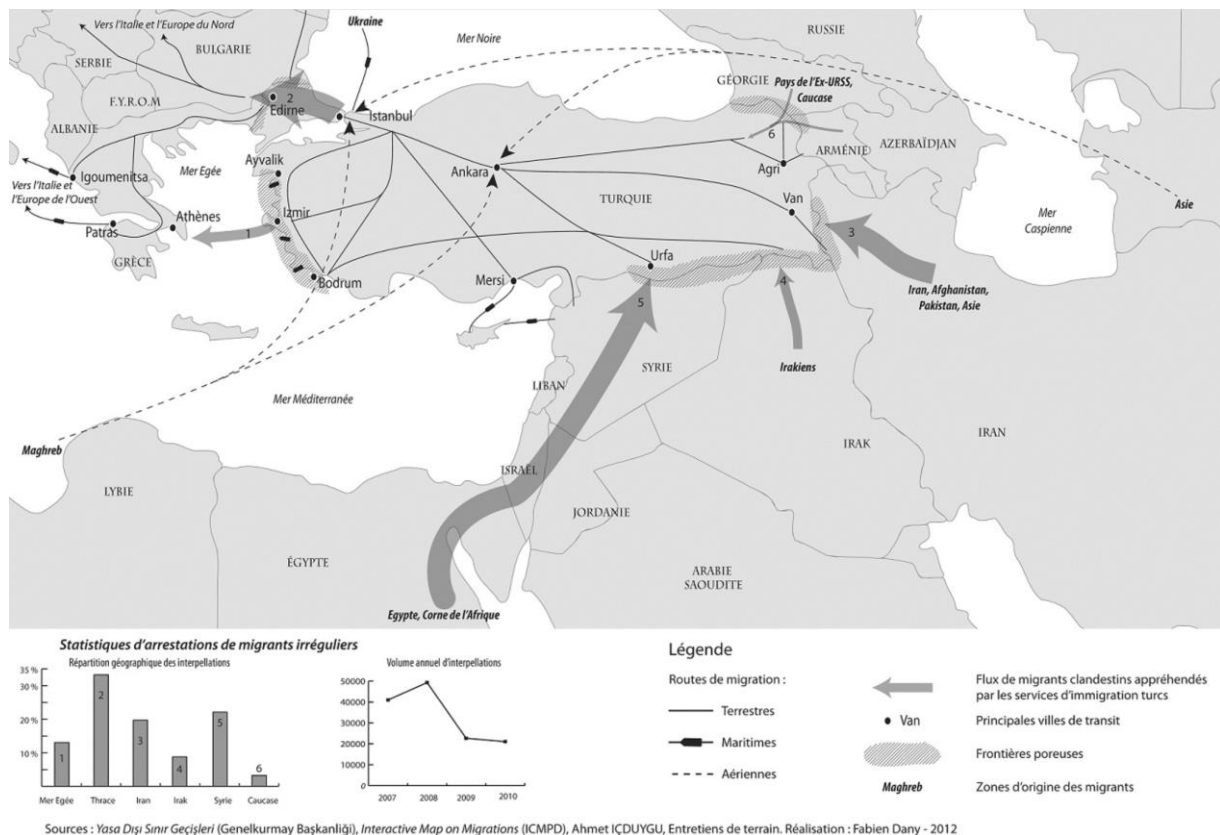
- **Les réfugiés, une arme de guerre**

La situation migratoire est sous le feu des projecteurs depuis 2011 : c'est aujourd'hui 3.3 millions de réfugiés qui se trouvent en Turquie et qu'RT Erdogan utilise comme une monnaie d'échange avec l'Union Européenne. D'autant plus que la majorité des migrants arrivant en Turquie ne restent pas dans le pays, qui apparaît presque exclusivement comme un pays de transit.

Le sociologue Smaïn Laacher définit l'immigration comme « *un processus historique qui lie des pays dans un rapport de domination. L'immigration résulte ou tisse des liens de dépendances entre sociétés* ». C'est ainsi que nous pouvons proposer une première lecture de l'utilisation des crises migratoires au profit de la Turquie dans un rapport de domination avec l'Union Européenne.

En effet, environ 90 % des entrées illégales dans l'UE proviennent de la zone turque. C'est donc tout naturellement que le gouvernement de l'AKP a identifié cette problématique comme un levier de pouvoir et renversé la situation. La Turquie devient ainsi un interlocuteur incontournable pour l'Europe et entame des négociations.

Illustration des différents trajets migratoires qui transitent par la Turquie vers l'Europe (2012)



La Turquie réussit à négocier les éléments suivants :

- 2015 : L'UE s'engage à mettre à disposition 3 milliards d'euros de ressources supplémentaires pour venir en aide aux Syriens bénéficiant d'une protection temporaire et aux communautés d'accueil en Turquie.
- 2016 : 3 milliards d'euros supplémentaires seraient ajoutés au budget de la facilité avant la fin de l'année 2018.
- En juin 2020 : 4,7 milliards d'euros auraient été engagés et 3,2 milliards déboursés

L'objectif de ces accords est de favoriser l'intégration des réfugiés et migrants installés en Turquie via l'amélioration de leur accueil sur le territoire, la surveillance plus étroite des frontières (patrouilles en mer Egée), une lutte plus efficace contre les passeurs et trafiquants et la réadmission sur le territoire turc des migrants économiques qui auraient réussi à pénétrer illégalement en Europe.

En contrepartie, la Turquie obtient l'accélération du processus de libéralisation du régime des visas Schengen pour les courts séjours des citoyens turcs en Europe et la relance des négociations d'adhésion entre la Turquie et l'UE, avec l'ouverture du chapitre 17 consacré aux politiques économiques et monétaires.

- **Instrumentalisation de la crise migratoire par la Turquie**

Malgré ces accords passés avec l'UE, RT Erdogan décide unilatéralement en 2020 d'ouvrir ses frontières à la Grèce et ainsi crée une nouvelle crise migratoire. Ce ne sont pas moins de 20 000 individus qui se situent à la frontière.

Jean-Yves Le Drian s'était exprimé en mars 2020 à ce sujet : « *L'usage par la Turquie des migrants comme moyen de pression et de chantage sur l'Europe est absolument inacceptable [...] Ankara instrumentalise les réfugiés et migrants déjà présents sur son territoire.* »

Sinan Ulgen, président du think tank EDAM sur les relations entre la Turquie et l'Europe précise : « *La carte du chantage migratoire a été jouée par Erdogan. Il veut obtenir un soutien diplomatique plus fort dans sa négociation avec Moscou. Il veut aussi faire pression sur les gouvernements. L'accord UE-Turquie signé en mars 2016 et qui offrait à l'Europe la liberté de sous-traiter l'accueil des réfugiés, est en danger.* »

La Turquie en profite également pour partager, la même année, des images violentes du comportement des grecs vis-à-vis de réfugiés en mer Egée, résultat de sa décision d'ouvrir les frontières :



Déjà échaudés par la crise de 2015, l'Union Européenne tente de ménager les gouvernements turcs et grecs et a mené à un balai diplomatique de plusieurs jours qui a débuté le 3 mars 2020 à Athènes avec Ursula van der Leyen.

Le paradoxe est pourtant que la Turquie est en partie responsable des flux migratoires qui déstabilise son pays et pour lequel elle réclame l'aide de l'UE : le pays accueille des djihadistes issus d'autres pays rejoignant l'organisation état islamique Daech en Syrie ou en Irak. Ankara permet ainsi le recrutement par Daech et concourt, au moins indirectement, aux violences en Syrie et donc à l'exode de populations syriennes vers son territoire.



- **Des résultats concluants pour le Président Erdogan : l'UE est incapable de peser sur Ankara dans cette crise**

Les accords entre l'Union Européenne et la Turquie pour traiter de la question migratoire mettent en évidence l'absence de consensus dans l'UE face à la gestion de la crise migratoire et au rapprochement avec la Turquie.

C'est de plus un nouveau paradigme géopolitique « post ligne rouge » qui s'est installé suite à l'absence de réactions des alliés quant à l'utilisation des armes chimiques en Syrie. Cette absence de réaction était équivalente à une carte blanche pour Ankara sur la crise syrienne (et pour les 2 autres puissances présentes en Syrie) et donc en quelque sorte une permission pour RT Erdogan de ne pas respecter les accords passés avec l'UE sur les migrants syriens.

Enfin, cette crise a de plus entaché l'image de l'UE qui gère la situation migratoire uniquement sous l'angle sécuritaire et oublie de jouer un rôle en accord avec ses valeurs fondamentales. Les états membres se retrouvent donc face à leurs contradictions en renonçant, dans cette crise, aux exigences et valeurs de l'UE telles que les critères de Copenhague les définissent (respect des droits humains, stabilité économique et intégration de l'acquis communautaire).

Instrumentalisation des migrations de turcs dans le monde : l'intérêt politique et géopolitique de ces populations, la mise en œuvre concrète du panturquisme à travers le monde

Le panturquisme, pour rappel, fait référence au concept d'union des peuples turc, des Balkans à la Sibérie.

- **Les mouvements, les chiffres**

Les Turcs sont le groupe extra-communautaire le plus important en Europe. La Turquie pousse même ses populations à s'installer à Chypre par exemple. Et à l'inverse attire immigrants turcophones des Balkans pour les installer dans des régions turques auparavant à très forte majorité kurde.

Les chiffres sur les peuples provenant de Turquie et s'étant installé à l'étranger (turcs, kurdes, alévis, etc.) sont peu fiables et varient selon les sources. Cependant, nous pouvons établir un ordre d'idée avec les chiffres suivants :

Monde	Plus de 12 millions
UE	Plus de 5 millions
Allemagne	2.5 millions
Bulgarie	750 000
France	600 000
Autriche	600 000
Royaume-Uni	500 000
Pays-Bas	400 000
Kazakhstan / Kirghizstan / Ouzbékistan	700 000
Chypre du Nord	300 000

Grèce	250 000
Etats-Unis	165 000

Selon l'Insee, les Turcs sont la quatrième communauté étrangère en France, après les Portugais, les Algériens et les Marocains.

▪ Le rôle géopolitique des diasporas : la Turquie un cas d'école

La Turquie et RT Erdogan sont accusés d'instrumentaliser les diasporas turques au profit des intérêts du pays. Les objectifs seraient notamment d'améliorer l'image du régime turc auprès des diasporas et auprès des sociétés européennes, assoir la popularité du numéro 1 auprès de ces mêmes diasporas, défendre l'image de RT Erdogan coûte que coûte, diffuser une vision islamiste de la religion musulmane et gêner les autorités européennes (notamment françaises) dans la mise en œuvre de politiques sur son territoire de façon souveraine. RT Erdogan s'est par exemple beaucoup manifesté contre l'assimilation la comparant à « un crime contre l'humanité » et le droit au blasphème.

Les populations turques de l'étranger sont précieuses aux yeux d'Ankara à plusieurs égards. Elles sont un réservoir de voix qui peut s'avérer crucial dans un scrutin (5% de l'électorat turque). En 2018, 56% des populations turques de l'étranger ont voté.

Par ailleurs, les liens entretenus avec le pays d'origine sont très forts et marqués à tel point qu'une majorité des diasporas turques en France par exemple se pense d'abord comme Turcs de France avant de se penser comme Français d'origine turque.

La manipulation des diasporas turques est tout de même limitée par plusieurs facteurs. Le premier étant que la communauté turque de France n'est pas un bloc homogène, malgré les efforts du Diyanet et Milli Görüs pour modeler cette communauté à l'image de la Turquie de l'AKP. Les officines d'Ankara ont échoué à créer par le passé un équivalent du CRIF qui pourrait rassembler et coordonner l'ensemble du tissu associatif dans sa pluralité.

Stéphane de Tapia, géographe et spécialiste de la Turquie, préfère appliquer la notion de circulation migratoire et ne mentionner le terme diaspora qu'au pluriel « *car les 'originaires de Turquie' sont pluriels et issus d'une mosaïque ethnico-religieuse très riche* ».

▪ Les moyens d'instrumentalisation des diasporas turques et les cibles de cette instrumentalisation

Il existe en France des **assistants sociaux** ou personnes qui aident la communauté turque à pratiquer sa religion, à l'instar des imams et envoyés par la Présidence des affaires religieuses de Turquie (accomplir les devoirs religieux, obtenir des informations *via* le bureau des affaires sociales de l'ambassade, etc.)

Il existe de plus, toujours en France, plus de **500 associations** créées par des turcs. Une partie de ces associations a ouvert des salles de prière qui ne sont pas considérées comme des mosquées. Plus de la moitié de ces associations travaillent en collaboration avec l'Union turco-islamique des affaires religieuses en France (Ditib), créée en 1986. Des rencontres entre jeunes européens issus des migrations provenant de Turquie sont organisées pour discuter des droits sociopolitiques ainsi que de citoyenneté.

L'Europe compte sur son territoire de nombreux **professeurs de la langue turque** qui sont considérés comme des ambassadeurs de RT Erdogan. Il est de plus question de surveillance des réseaux sociaux des turques à l'étranger qui risquent des représailles en se rendant en Turquie.

Les diasporas investissent dans le tissu économique et en deviennent des pièces incontournables : **la classe d'affaire à l'œuvre**.



C'est à partir des années 1980 que les migrants investissent plus massivement dans l'immobilier et le commerce, surtout en Europe. A l'inverse, on constate une diminution considérable des envois de fonds vers la Turquie. L'argent économisé par les migrants est de plus en plus investi dans les pays d'accueil. Une classe d'affaires issue de l'immigration turque est ainsi apparue dans l'ensemble des pays européens. Les réseaux sociaux utilisés par les migrants dans l'activité économique reposent sur des appartenances familiales, villageoises, ethniques, politiques et religieuses avec une extrême segmentation en fonction des critères d'appartenance ethnique (turcs, kurdes, alévis) et une politisation très marquée des activités économiques. La classe d'affaires s'organise dans un espace migratoire supranational en constituant des réseaux commerciaux transfrontaliers.

En parallèle, nous assistons à l'émergence d'une élite issue de l'immigration turque et kurde, qui investit les **sphères politiques locales et nationales** en Europe. L'Allemagne compte le plus grand nombre d'élus originaires de de Turquie tant dans les parlements régionaux et communaux qu'au parlement fédéral. La Grande-Bretagne compte plusieurs élus originaires de Turquie ou de Chypre dans l'agglomération londonienne.

Les **médias turcophones** en Europe sont un autre moyen pour Ankara de redéfinir l'identité turque et de parvenir à une représentation communautaire de Turcs à l'étranger qui incarne les intérêts de la Turquie.

L'État turc exporte les médias qui lui sont favorables une vingtaine d'années avant que la presse et la télévision d'opposition ne soient diffusées en Europe. Dès les années 1970, les éditions européennes des grands titres de la presse nationale turque sont fabriquées et distribuées via l'Allemagne dans toute l'Europe. De 1971 à 1990, les quotidiens disponibles varient entre tendances libérale, nationaliste, religieuse et conservatrice : Hürriyet (1971), Tercuman (1971), Milliyet (1972), Yeni Günaydın (1974) et Türkiye (1987). Ces quotidiens

reprennent le contenu des éditions turques et y ajoutent un supplément consacré aux informations relatives aux immigrants de Turquie. Par ailleurs, l'État turc est le premier fournisseur de programmes télévisés à ses migrants.

A partir des années 90, l'heure est à un plus grand pluralisme. Des titres de l'opposition pénètrent dans les kiosques européens : le religieux Zaman (1990), le kémaliste de gauche Aydınlık (1992), le pro-kurde Özgür Politika (1995),

Enfin, à partir des années 2000 : l'accès aux nouvelles technologies bénéficie aux migrants, plus facilement reliés à la société et au territoire d'origine, et plus encore aux réseaux politiques et religieux qui disposent de puissants moyens de mobilisation. L'offre satellitaire, les courriers électroniques, l'usage de portables, sont autant d'éléments procurant aux acteurs privés des ressources nouvelles, plus rapides, plus performantes et pouvant en partie échapper au contrôle des États. Ce maillage communicationnel fournit au groupe moderne ses modes de préservation et de perpétuation.

Les populations turques de l'étranger maîtrisent **le droit** et savent l'utiliser à bon escient. Au niveau national d'une part, une étude Cairn sur les migrants de Turquie précise : « Le recours au législateur allemand est systématique lorsqu'un conflit surgit au sujet de la religion, à l'école ou sur le lieu de travail, et le jugement se fait rarement à la défaveur du plaignant musulman, au regard d'un système juridique protégeant magistralement les droits des individus. » Il en va de même au Royaume-Uni, en vertu des lois anti discrimination.

D'autre part, les institutions européennes ont affaire à un nombre croissant de cas impliquant des migrants bafoués dans leurs droits et qui savent de plus en plus les solliciter. Le nombre de procès intentés auprès de la Cour de justice des Communautés européennes par des migrants de Turquie est en augmentation.

- **Tandis que la Turquie se charge de menacer sur son territoire et chez ses voisins, elle utilise sa diaspora pour menacer ses ennemis à l'étranger et défendre ses intérêts via les loups gris**

Les loups gris sont un instrument au service de RT Erdogan pour propager le nationalisme islamiste et faire taire ses opposants en Turquie et en Europe. Les loups gris deviennent, à partir de 2016, les plus fervent partisans du président turc en Turquie et en Europe.

Ils sont présents en banlieue lyonnaise, à Dijon, en Côte d'Or, en Isère, à Mulhouse, Belfort et Strasbourg...et sont considérés par certains comme un mouvement fantôme insaisissable, qui a d'ailleurs été dissout par décret en novembre 2020.

S'ils n'ont pas d'existence légale en France, ils se cachent derrière une multitude d'associations qui servent de relais à Ankara.

Ils sont connus depuis 50 ans en Turquie et ont été impliqués dans l'affaire Ergenekon, d'État profond. Ils étaient considérés comme le bras armé du complot Ergenekon. En Turquie et ailleurs, ils intimident, diffusent une terreur latente, harcèlent, menacent et vont même jusqu'à tuer les ennemis de la Turquie et du MHP désormais allié à Erdogan depuis 2016 (après

le coup d'état raté). Les loups gris chantent « *Nous ne connaissons pas la peur, nous sommes les soldates des montagnes, notre maison c'est le ciel* ».

Plusieurs faits d'armes en Europe sont attribués aux loups gris :

En France, une contre-manifestation violente à une manifestation d'arméniens ; à Rome en 1981, les tirs sur Jean Paul II dont 2 l'ont touché sur l'abdomen : à Paris, l'assassinat de 3 militants du PKK en 2013 ou encore en mai 2018 à Valences, l'agression d'un buraliste par 15 hommes pour retirer de sa devanture l'affiche du Point « le dictateur, jusqu'où ira Erdogan ».

Les loups gris ne représentant qu'une partie visible de l'influence de la Turquie qui possède de nombreux relais politiques et religieux de plus en plus puissants.

▪ Les résultats pour la Turquie



Christophe Boltanski évoque une « *synthèse parfaite entre islamisme qui apparaissait comme modéré et qui s'est considérablement durci et un ultra nationalisme turc. Des catégories qu'on considèrerait séparée (d'une part le panturquisme laïque de tradition Kémaliste et d'autre part un islamisme où on s'adresse à l'ensemble de l'oumma, la communauté des croyants) sont complètement fusionnées.* »

Ainsi, les médias diffusent, les religieux éduquent, les loups gris menacent pour chacun étouffer à sa façon les voix dissonantes contre la Turquie et RT Erdogan.

L'étude Cairn évoque : « *Tous les secteurs d'activité – économique, politique, culturel, religieux, médiatique, juridique – ont été investis. Les réseaux de travail, de socialisation et de loisir des originaires de Turquie s'articulant autour de circuits d'échanges transnationaux.* »

Le Center for American Progress a mené un sondage auprès des diasporas turques dans quatre pays européens de novembre 2019 à janvier 2020 (en collaboration avec the Foundation for European Progressive Studies (FEPS), the Foundation Max van der Stoel, et la Fondation Jean-Jaurès).

Il apparaît que 65% des sondés en France ont voté pour lui au 1er tour des présidentielles de 2018 contre moins de 53% en Turquie. Les partisans de RT Erdogan sont donc plus nombreux en Europe qu'en Turquie.

72% des sondés s'identifient d'abord comme turcs. Les concepts de "turquisme", de religion et de transmission des traditions turques sont très importants pour les sondés, bien plus l'intégration des valeurs de le pays européens dans lequel ils vivent.

32 **Figure 4**

Respondents see themselves primarily as Turks

Do you consider yourself primarily a Turk, a Kurd, [Austrian/French/German/Dutch], a European, or something else?

	TOTAL	Germany	Austria	France	Netherlands
Turk	72.1%	77.2%	77.7%	51.3%	75.8%
European	7.3%	6.6%	3.4%	11.5%	8.5%
Mixed identity	6.4%	2.4%	7.0%	14.6%	6.8%
Kurd	5.5%	5.3%	4.1%	10.2%	3.1%
Frenchman/German/Dutch/Austrian	3.1%	2.9%	2.9%	4.4%	2.1%
Other/no answer	5.6%	5.6%	5.0%	8.0%	3.8%

Chart: Center for American Progress

Source: Center for American Progress/Foundation for European Progressive Studies/Fondation Jean-Jaurès/Foundation Max van der Stoep telephone survey of the Turkish diaspora in Germany, Austria, France, and the Netherlands; conducted November 2019 to January 2020 by the polling firm DATA4U. For more information, see the methodology in Max Hoffman, Alan Makovsky, and Michael Werz, "The Turkish Diaspora in Europe: Integration, Migration, and Politics" (Washington: Center for American Progress, 2020), available at <https://www.americanprogress.org/?p=491951>. The full results of this survey are on file with the authors and are available upon specific request for academic, noncommercial purposes.

La plupart des répondants parlent la langue du pays européen dans lequel ils vivent, cependant ils déclarent préférer parler turc à la maison.

La télévision turque est la plus visionnée par les répondants mais peu lisent des journaux turcs. Les sondés sont plus intéressés par l'actualité de la Turquie que celle du pays de résidence (avec une faible augmentation selon qu'on soit plus âgé).

40 **Figure 6**

Turkish-language media dominates the diaspora's information ecosystem

How often do you use the following media to inform yourself about politics, business and social issues?

	TOTAL	Germany	Austria	France	Netherlands
Turkish/Kurdish TV	6.79	7.08	7.00	5.50	7.26
Turkish/Kurdish social media	5.74	5.25	6.37	6.17	5.86
Turkish/Kurdish internet news portals	5.73	5.54	6.35	5.64	5.78
Host country internet news portals	5.51	5.21	5.06	6.05	6.03
Host country social media	5.32	5.06	4.84	5.96	5.61
Host country TV (Austria/France/Germany/Netherlands)	4.58	4.63	3.29	4.94	5.17
Host country newspapers/magazines	3.96	3.65	3.54	4.96	4.06
Turkish/Kurdish newspapers/magazines	3.56	3.72	3.10	3.73	3.49

Note: Average of scores by country on a scale from 1 to 10, with 1 being "not at all" and 10 being "very often."

Chart: Center for American Progress

Source: Center for American Progress/Foundation for European Progressive Studies/Fondation Jean-Jaurès/Foundation Max van der Stoep telephone survey of the Turkish diaspora in Germany, Austria, France, and the Netherlands; conducted November 2019 to January 2020 by the polling firm DATA4U. For more information, see the methodology in Max Hoffman, Alan Makovsky, and Michael Werz, "The Turkish Diaspora in Europe: Integration, Migration, and Politics" (Washington: Center for American Progress, 2020), available at <https://www.americanprogress.org/?p=491951>. The full results of this survey are on file with the authors and are available upon specific request for academic, noncommercial purposes.

Une faible partie des sondés pensent qu'ils seraient plus heureux en Turquie. Bien que la majorité admettent que leur pays de résidence est plus démocratique que la Turquie. Cependant, la majorité des sondés aimerait voir leur pays de résidence mieux collaborer avec la Turquie. Par ailleurs, très peu des sondés admettent ressentir une pression de la part des représentants turcs pour défendre le gouvernement turc.

Most of the Turkish diaspora intends to stay in Europe

In the future, do you plan to go back to Turkey, emigrate to another country, or stay in [Austria/France/Germany/Netherlands]?

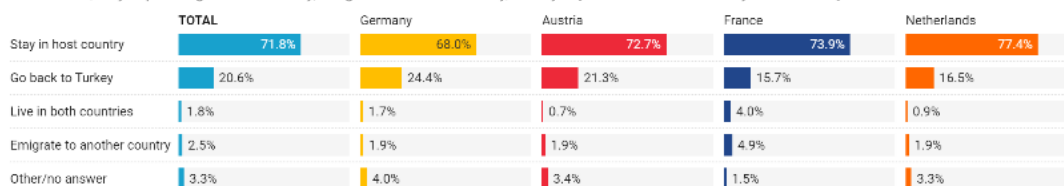


Chart: Center for American Progress

Source: Center for American Progress/Foundation for European Progressive Studies/Fondation Jean-Jaurès/Foundation Max van der Stoep telephone survey of the Turkish diaspora in Germany, Austria, France, and the Netherlands; conducted November 2019 to January 2020 by the polling firm DATA4U. For more information, see the methodology in Max Hoffman, Alan Makovsky, and Michael Werz, "The Turkish Diaspora in Europe: Integration, Migration, and Politics" (Washington: Center for American Progress, 2020), available at <https://www.americanprogress.org/7p=491951>. The full results of this survey are on file with the authors and are available upon specific request for academic, noncommercial purposes.

Enfin, 76% des sondés encouragerait l'équipe de football de Turquie face à l'équipe de leur pays de résidence, tandis qu'11% disent qu'ils supporteront les deux équipes.

■ Les résultats pour les pays accueillant les diasporas turques

S'il y a de bonnes raisons de craindre une menace pour notre intégrité et notre souveraineté, il faut éviter toute institutionnalisation d'une forme de communautarisme assumé sous couvert de lutte contre l'islamophobie et toutes les formes d'exclusion.

Un parti comme le PEJ (parti égalité et justice), en réalité un faux-nez de l'AKP en France déverse sur notre territoire les éléments de langage du régime de RT Erdogan en toute impunité.

Les relais d'influence établis à Strasbourg auprès des instances européennes ne font pas mystère de leur proximité avec les réseaux proches des Frères musulmans.

C'est bien pour cela qu'Emmanuel Macron a annoncé interdire tout enseignement en langue et culture de langue étrangère sur le sol de la République.

7 Les entreprises turques à l'étranger : outil au service de la stratégie d'expansion turque

L'implantation d'entreprises turques en Europe notamment : indices d'une influence réussie

En 2005, on comptait déjà plus de 62 000 entreprises turques en Europe (dont les trois quarts en Allemagne), générant plus de 25 milliards d'euros de chiffre d'affaires et à l'origine de 257 000 emplois⁶. De nombreux turcs installés en Europe permettent d'illustrer ce développement. C'est par exemple Ahmet Eksöz, chef d'entreprise et président de la Fédération des entrepreneurs turcs de Berlin et Brandebourg, qui symbolise cette réussite.

L'Union européenne, avec laquelle la Turquie a défini une union douanière en 1996 est le principal débouché des entreprises turques. En effet, c'est près de 55 % des exportations turques qui arrivent dans l'union européenne. Depuis l'arrivée de l'AKP en 2002, l'objectif de RT Erdogan a été de mettre en place de nombreux autres accords de libre-échange (ils ont

⁶ Cf. Véronique Manry, « Les réseaux entrepreneuriaux des migrants turcs en Europe », dans Gilles Bertrand, Isabelle Rigoni et Semih Vaner (dir.), De Berlin à Kashgar. Études turcoiraniennes, Bruxelles, Peter Lang, 2005.

notamment été établi avec 14 pays) ciblant le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Europe de l'Est, les zones d'influence historiques de la Turquie.

Les entreprises turques affichant dynamisme et créativité. Et plus seulement dans le textile et la construction, domaine historique de prédilection des entreprises turques. Mais aussi dans l'automobile ou l'électroménager.

Le jean est un produit phare de production turque. En 2005, Cetin Akay, directeur général de Mavi, précisait « *Nous produisons 9 millions de jeans par an. La moitié pour des marques comme Esprit ou Calvin Klein. L'autre moitié sont des Mavi.* ».

Aussi, en Europe, un poste de télévision sur trois est turc. Des marques comme Arçelik, Beko ou Vestel inondent l'Union Européenne de réfrigérateurs et de lave-linge.

En France, c'est dès les années 1990, selon l'INSEE, que le nombre de chef d'entreprises d'origine turque est multiplié par quatre, le nombre de commerçants d'origine turque quintuple et les artisans d'origine turque sont multipliés par dix.

Les années 2000 sont marquées par le succès de très grandes entreprises turques en France. Les lave-linge et lave-vaisselle turcs de la marque Beko équipent de très nombreux foyers français dès 2006. Pourtant initialement peu connue, Beko France est une filiale d'Arçelik (premier sur le marché turc de l'électroménager). Elle distribue surtout des produits fabriqués à bas coûts en Turquie, d'apparence neutre via des marques de distributeurs. La directrice de l'époque de Beko France, Brigitte Petit, indiquait la même année « *Les marques de distributeur restent un élément clef de notre stratégie, car elles assurent la moitié de nos ventes, qui étaient de 118 millions d'euros l'an passé. En plus, elles nourrissent nos usines en Turquie* ». Ce positionnement en France, sur un segment très dynamique, a permis une insertion éclairée dans un environnement ultra concurrentiel.

Aujourd'hui, en France comme au Royaume-Uni (où Beko est leader du marché des réfrigérateurs), la marque est connue. Le segment haut de gamme est désormais développé via une marque premium rachetée en Allemagne.

Ces sociétés sont des vitrines à l'international du savoir-faire turc et sont en majorité détenues par des conglomérats tentaculaires. Ces derniers appartiennent à de puissantes familles de la haute bourgeoisie stambouliote, laïque, kémaliste et lettrée.

Elles ont pour la plupart une culture d'entreprise similaire et qui expliquent en partie leur succès. La culture est tout d'abord caractérisée par l'opportunisme. En effet, ces entreprises réagissent vite et sautant sur la moindre opportunité en faisant fi d'éventuels barrières à l'entrée. De plus, la culture dans ces boîtes historiquement familiale est paternaliste, et ainsi permet de garder un contrôle assez sur les agissements au sein des entreprises.

Le développement en Afrique : « En 2021, les entreprises turques viseront le Maroc, le Kenya et l'Éthiopie »

Fondé en 1985, Deik (conseil des relations économiques extérieures) permet aux entreprises privées turques de trouver un soutien dans leurs échanges commerciaux, exportations et leurs

investissements à l'étranger. Cette plateforme regroupe plus de cent entreprises turques et s'occupe donc des relations internationales du secteur privé selon une logique de réseaux. L'objectif est de créer un réseau fort à l'international avec de nombreux relais, notamment via l'organisation de salons, de forums et de conférences à l'intention des hommes et femmes d'affaires turcs ou d'origines turcs.

Son Président, Nail Olpak, parlait récemment de l'Afrique : « *Le continent est devenu un partenaire économique et commercial important de la Turquie. Depuis la mise en œuvre de notre politique d'ouverture vers l'Afrique, en 2003, notre secteur privé est bien implanté sur le continent* ». Il perçoit aussi l'Afrique comme un tremplin vers le marché américain.

Depuis la première édition du TABEF, Forum Économique et Commercial Turquie-Afrique, en 2016, le Forum occupe une place incontournable dans l'agenda de la Turquie avec l'Afrique. C'est l'événement majeur où est évoquée l'évolution des relations économiques de la Turquie avec le continent africain.

Les grands groupes turcs sont déjà bien implantés en Afrique, et ce sont les PME qui commencent à investir le terrain.

Par exemple, Karpowership, principale filiale du holding Karadeniz, fournit de l'électricité à 11 pays dans le monde, dont 8 en Afrique, depuis des navires-centrales ou des plateformes flottantes, alimentés au fuel lourd ou au gaz. Aujourd'hui, la compagnie turque fournit 26 % de l'électricité du Ghana, 10 % de celle du Mozambique, de la Guinée et du Soudan, 15 % de celle du Sénégal, 60 % de celle de la Gambie, 80 % de celle de la Sierra Leone et 100 % de celle de la Guinée-Bissau. La flotte de 25 navires est en pleine expansion : 20 unités sont en cours de construction à Yalova (Turquie), au bord de la mer de Marmara.

L'entreprise Çalik agit dans quasiment la majorité des secteurs majeurs de l'économie : énergie, mines, textile, BTP, banque, télécoms, numérique, etc. La filiale Çalik Enerji construit un barrage hydraulique au Malawi. C'est une des seules entreprises qui soit restée en Lybie malgré la guerre notamment pour terminer la construction d'une centrale à gaz d'Al-Khoms. La filiale Aktif Bank a un accord de correspondance avec 280 banques africaines. GAP Insaat a bâti l'immeuble des télécoms de Khartoum. Et bien d'autres.

Enfin, la Holding Tosyali (13 filiales, 7 000 produits, 10 000 employés, 25 complexes sidérurgiques sur trois continents) est surtout connue en Algérie. Tosyali Algérie est parmi les premiers exportateurs du pays. Des principaux ports du pays (Oran et Mostaganem), les ronds à béton et tubes en acier sont acheminés aux États-Unis, au Canada, en Belgique, en Grande-Bretagne, au Sénégal et en Angola. Son président Fuat Tosyali est un proche du président Erdogan.

Deux entreprises cruciales au cœur de la stratégie d'expansion de RT Erdogan

En Janvier 2021, dans la lignée de l'ambition du gouvernement turc d'étendre son influence à l'Amérique latine, aux États-Unis et à l'Australie, la société publique turque de communications par satellite civiles et militaires Türksat a placé dans l'espace Türksat 5A. Ceci

a été rendu possible grâce à une fusée de la société SpaceX, résultat d'une alliance entre son directeur Elon Musk et le gouvernement turc, signée en novembre 2017.

Le Türksat 5A sera suivi du 5B, qui voyagera également à bord d'une fusée SpaceX. D'ici 2022, Türksat 6A, le premier satellite de communication produit au niveau national, devrait voir le jour au Centre d'intégration et d'essai des engins spatiaux d'Ankara.



PHOTO/Türksat - Depuis sa position orbitale à 31° Est à une altitude de 36 000 km, Türksat prévoit d'étendre son offre sur l'Europe, l'Asie et l'Afrique et d'accéder à un marché potentiel plus vaste

RT Erdogan n'a jamais caché son intérêt pour l'espace, notamment depuis décembre 2018, date à laquelle a été créée l'Agence spatiale turque (TUA). C'est en février 2021 que l'agence a dévoilé son Programme spatial national qui illustre bien la volonté du Président de faire de son pays une puissance spatiale. RT Erdogan a précisé « *Notre objectif principal, et le plus important, [...] est d'établir un premier contact avec la Lune pour le 100e anniversaire de notre République dès 2023* ». Dans le même sens, le récent ministre des transports et des infrastructures, Adil Karaismailoğlu, a conclu des accords de coopération avec plus de quinze pays, dont la Russie, le Japon, la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Azerbaïdjan sur des projets spatiaux.

Turkish Airlines : un levier stratégique de l'expansion turque à l'international

La stratégie de développement de Turkish Airlines est en tout point aligné avec l'agenda du gouvernement AKP depuis plus de 15 ans.

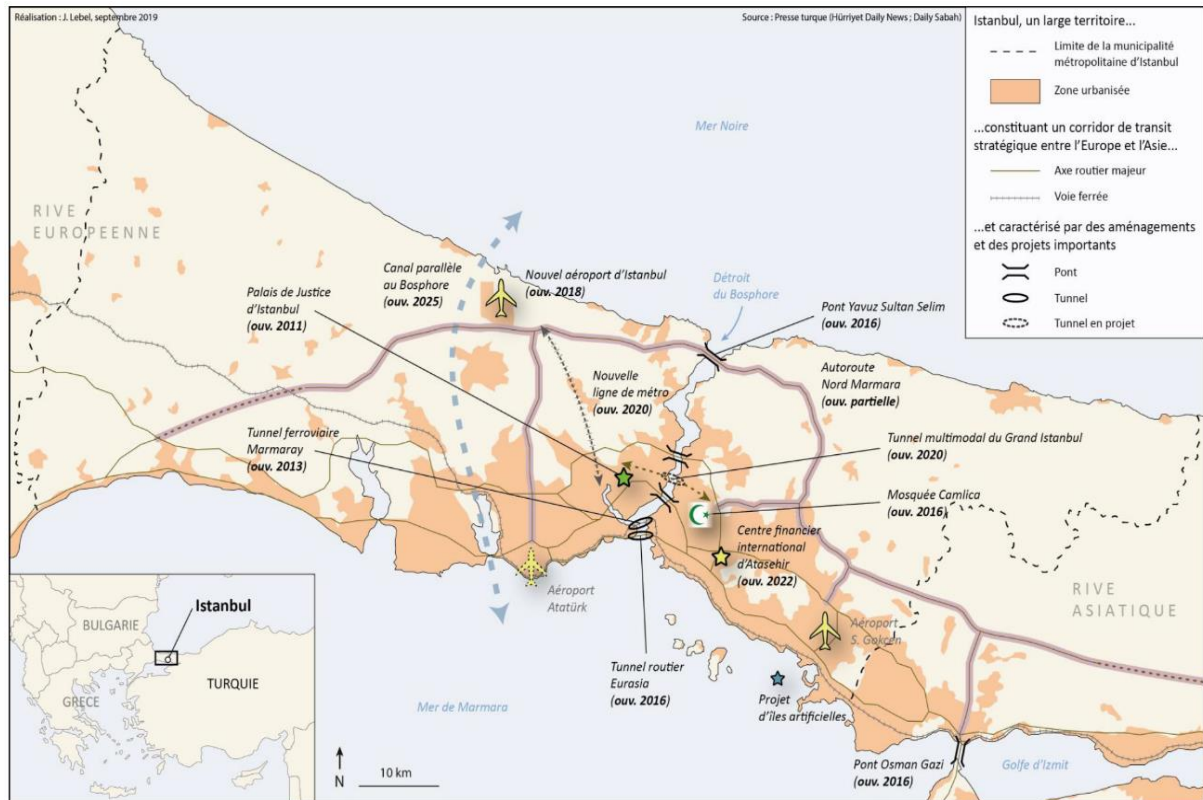
Les objectifs de la compagnie aérienne sont multiples : développer le tourisme et les exportations nationales, assurer la pérennité des investissements étrangers en Turquie et garantir la visibilité de la Turquie à l'international.

La compagnie est d'ailleurs devenue l'un des principaux transporteurs mondiaux : longtemps resté une compagnie de second rang après sa création en 1933, les vols de la compagnie sont essentiellement concentrés sur le territoire national. L'ouverture des vols à l'international a lieu à partir de 2000 et c'est en 2008 que l'activité internationale a dépassé l'activité nationale.

C'est avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP que le réseau de destinations desservies par Turkish Airlines a commencé sa croissance spectaculaire. L'appui des autorités nationales a été clé dans ce développement. Le gouvernement estime que la compagnie aérienne est un outil majeur de consolidation de son influence au-delà de ses frontières, permettant notamment de construire des coopérations solides avec d'autres pays.

Un **nouvel aéroport** a été inauguré à Istanbul en 2018. C'est l'ambition de RT Erdogan pour sa capitale économique qui est affichée au grand jour : renforcer la position d'Istanbul en tant que **hub d'envergure mondiale** et concurrencer les aéroports et compagnies du Golfe. Cependant, Turkish Airlines ne faisait pas partie du dernier classement Forbes des meilleures compagnies aériennes.

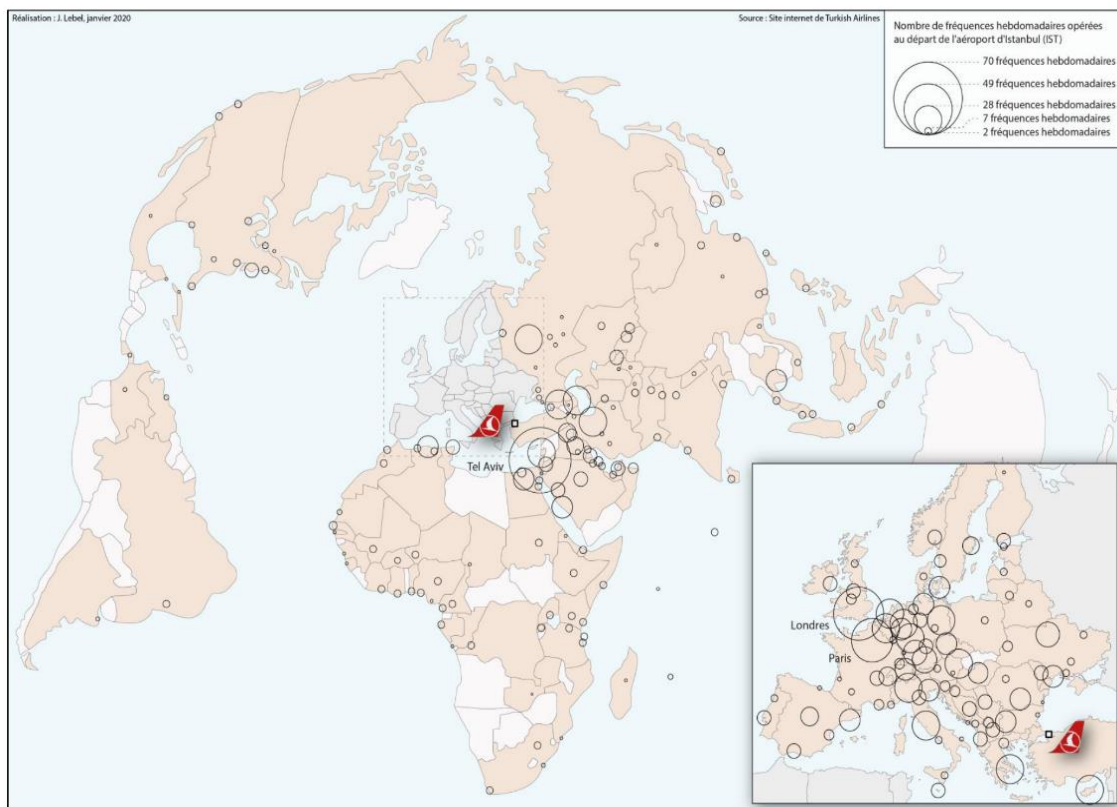
Les méga projets du Hub d'Istanbul (septembre 2019)



Cette dynamique d'expansion, notamment à l'Amérique latine, est également palpable à travers les nombreuses prises de parole publiques. Une conférence de presse est organisée à Mexico en août 2019 pour célébrer la nouvelle liaison Istanbul – Mexico et Cancun. L'objectif étant de renforcer les échanges et la coopération avec le pays.

Entre 2008 et 2016, Turkish Airlines a ouvert **100 nouvelles liaisons à l'international** notamment en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient. Avec un fort ancrage, notamment en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, tant en nombre d'aéroports desservis que de fréquence des vols, Turkish Airlines ne dessert pas tous les continents mais est présentée comme la compagnie qui dessert le plus de pays au monde (plus de 120).

Le réseau opéré par Turkish Airlines (janvier 2020)



Comme évoqué, la compagnie s'attaque plus récemment aux destinations du continent américain et investit massivement sur les Etats-Unis. En effet, Turkish Airlines fait référence à des block-busters américains comme Batman et Superman et paient des acteurs de renommées internationales pour ses spots publicitaires (Kevin Costner et Ben Affleck) tandis qu'Etihad et Emirates se paient les services de Nicole Kidman et Jennifer Aniston.



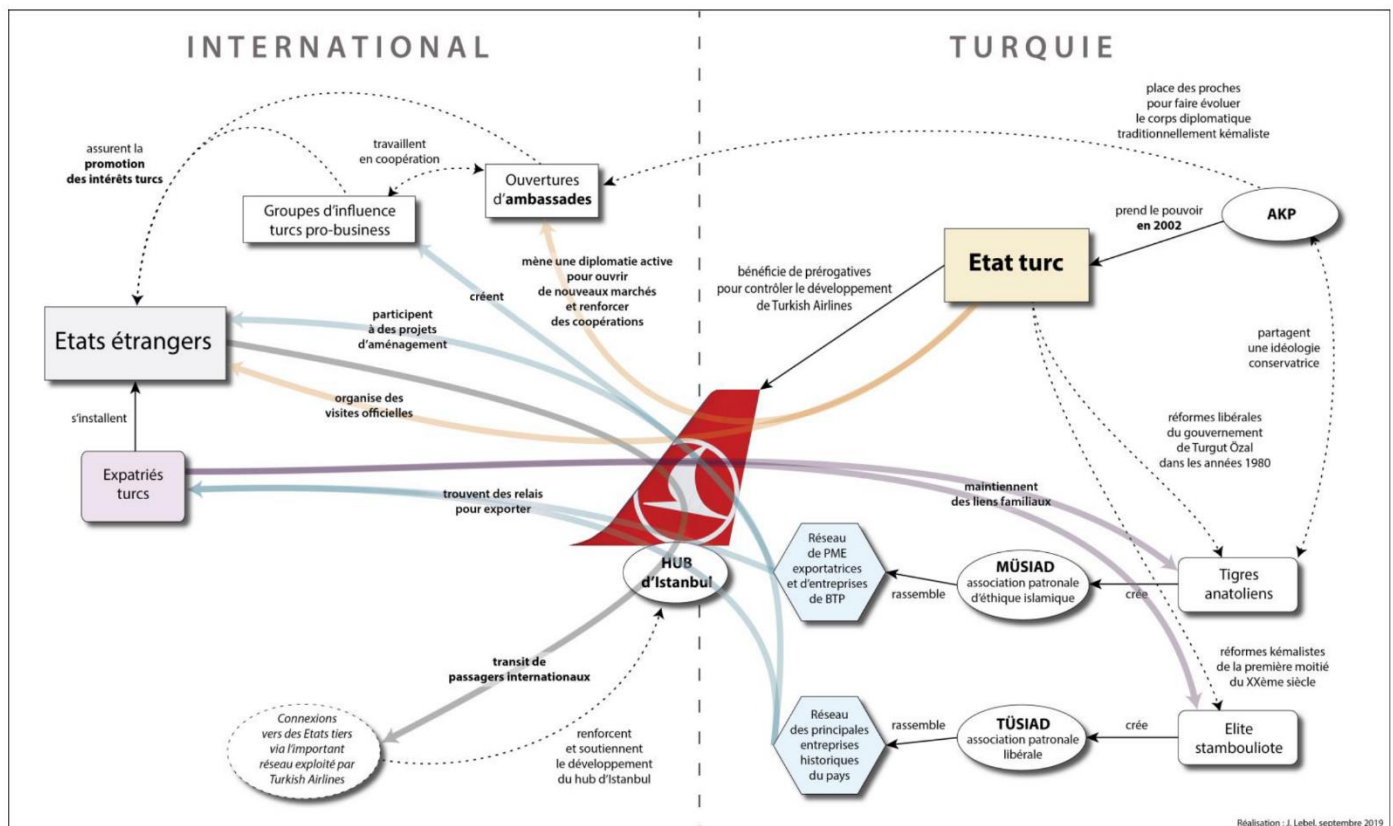
Turkish airlines est aussi acteur notable dans le **transport de fret**. Les activités cargo ont plus que doublé entre 2008 et 2018 et représentent cette année-là 15% du chiffre d'affaire.

Bien qu'ayant connu 2 vagues de privatisation récemment, l'AKP a la main mise sur l'organisation de la compagnie aérienne : il existe en effet une **proximité des cadres de la compagnie avec les autorités nationales**. Arda Ermut, membre du conseil d'administration et du comité exécutif de Turkish Airlines était conseiller au cabinet de RT Erdogan en 2005 lorsqu'il était Premier Ministre. Il préside aussi le Bureau des investissements, une entité rattachée au cabinet du président turc et chargée d'assurer la promotion de la Turquie auprès des investisseurs internationaux. Enfin, il siège également au conseil d'administration du fonds souverain créé par le gouvernement turc en 2016

Enfin, la compagnie aérienne vient également en soutien des ambitions présidentielles d'expansion au secteur aéronautique et spatial. TUSAS, l'entreprise publique turque spécialisée dans la conception, le développement, la fabrication, l'intégration et la modernisation de systèmes aérospatiaux est présidée par l'ancien PDG de Turkish Airlines, Temel Kotil.

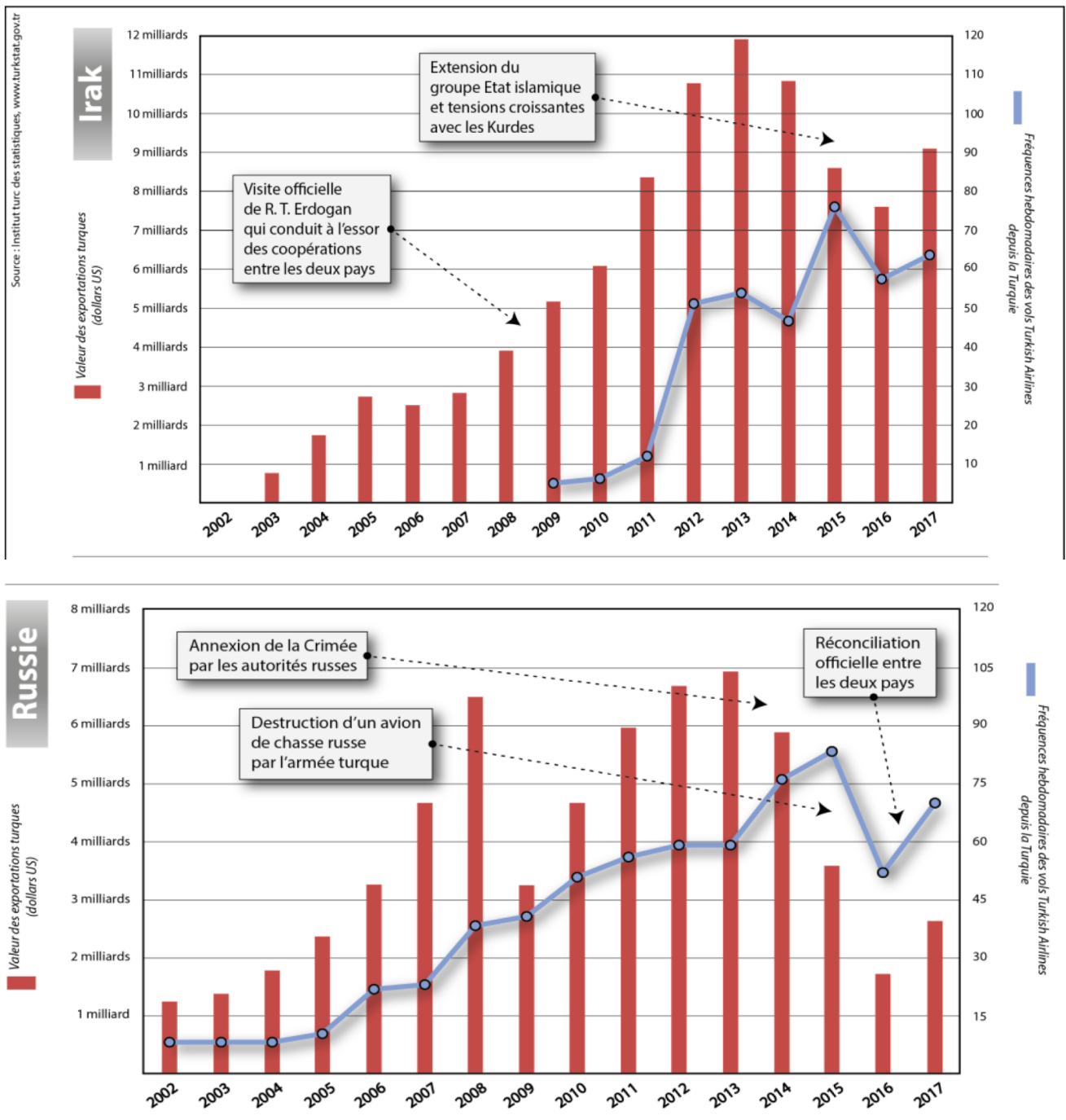
Turkish Airlines est l'interface entre la Turquie et l'international sur les plans économiques, touristiques, migratoires, et diplomatiques.

**Illustration du rôle d'interface de Turkish Airlines entre la Turquie et l'international
(septembre 2019)**



En effet, depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002, de nombreuses corrélations ont été relevées entre le volume d'exportations turques dans un pays, et la fréquence des vols opérés vers ce même pays.

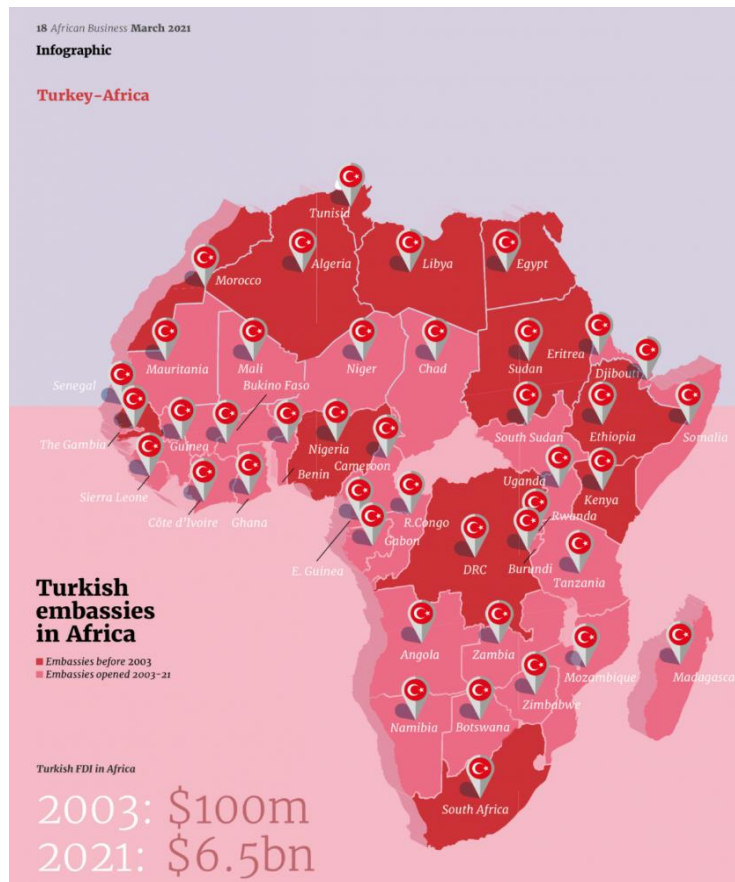
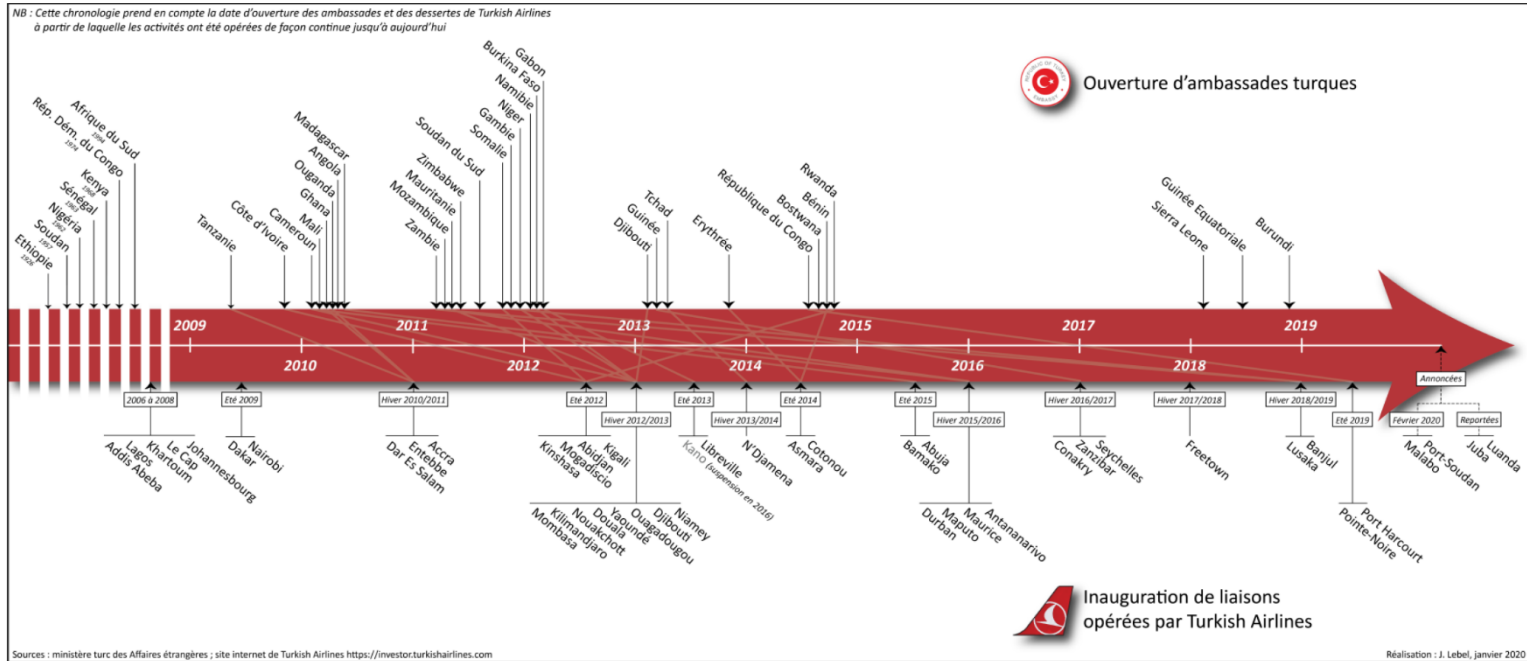
Evolution des exportations turques et des fréquences de vols opérés par Turkish Airlines en Irak et en Russie entre 2002 et 2017



La même corrélation a été relevée entre les ouvertures de liaisons entre Istanbul / Ankara et le continent africain et l'ouverture d'ambassades en Afrique. Il y a une quasi parfaite parallélisation du réseau diplomatique turc en Afrique et des ouvertures de dessertes par

Turkish Airlines sur le continent. D'une grosse dizaine d'ambassades turques sur le continent africain avant 2003, nous sommes passés à une quarantaine aujourd'hui.

Parallélisation des ouvertures d'ambassades et des ouvertures de liaisons opérées par Turkish Airlines sur le continent africain



8 *L'islam comme arme politique*

Le parti turco-islamiste du *Parti pour la justice et le développement* (AKP) au pouvoir depuis 2002, propose des transformations graduelles dans la société en promettant une supposée compatibilité entre les droits de l'homme, l'État de droit, la démocratie et l'islamisme. Le parti utilise la voie législative pour modifier les us et coutumes des turques et privilégie dorénavant une politique étrangère plus orientée vers ses voisins orientaux qu'occidentaux. Ainsi, Ankara souhaite s'imposer comme leader du monde musulman et rivalise directement avec d'autres pays jusqu'alors ayant revendiqué ce statut.

La Turquie, via l'AKP, a cherché à utiliser l'islam de manière visible et percutante dans sa politique étrangère, semant le doute en général notamment auprès des pays aux diasporas musulmanes et turques plus influentes économiquement et politiquement que la Turquie. *Contrairement aux nations politiquement et économiquement égales ou moins développées que la Turquie.*

Dans le Sud et surtout dans les pays à majorité musulmane, la Turquie maintient une image globalement positive via ses soutiens à des causes religieuses.

Cependant, la concentration accrue de la Turquie sur la religion aux niveaux national et international est perçue avec un scepticisme accru, en particulier auprès de ses partenaires d'Europe occidentale.

Enfin, il semble primordial de lire les efforts du président Erdoğan en termes de relations extérieures à l'aune de son ambition d'éliminer le mouvement mondial de l'ancien imam Fethullah Gülen.

Les frères musulmans : la référence idéologique des islamismes

Les FM ont réussi à essaimer et à développer leurs idées et leurs modes d'action en Turquie, terre non arabe (hors Dâr-al-Islam), même en Occident.

Cette idéologie a mené à la création de mouvement tels que Le *Milli Görüş* (MG), mouvement islamiste turc directement inspiré des frères musulmans. Ce mouvement ne faisant pas partie de la Confrérie car il a un ancrage national très marqué.

C'est ainsi une opposition avec les principes kémalistes qui est totalement assumée. La dérive laïque du régime aurait été le résultat de l'influence néfaste des voisins occidentaux.

En dépit de trois dissolutions par le pouvoir, le parti *Milli Görüş Refah Partisi* a pu se servir du développement du réseau international pour dynamiser son assise nationale en Turquie.

Le développement de l'organisation turque à l'étranger a eu lieu dans les années 1970, et concerne majoritairement le nord-ouest de l'Europe et l'Autriche c'est-à-dire les territoires à **forte minorité d'origine turque**.

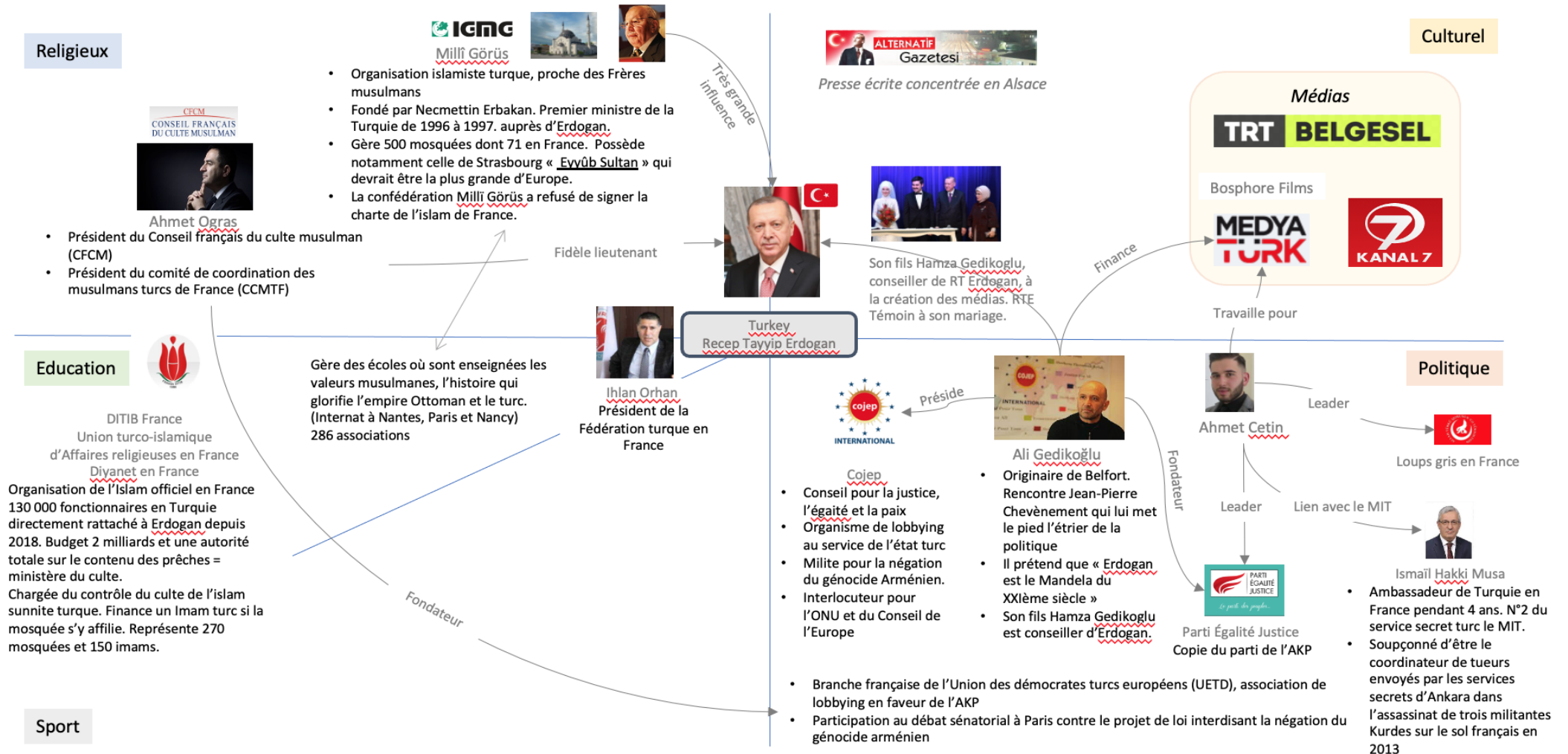
Le cas de l'Allemagne : le pays possède la première diaspora turque et l'organisation choisit logiquement ce pays pour y installer son siège, à Kerpen.

Le MG européen est organisé comme la FOIE des FM, avec un ancrage national coordonné à la structure européenne.

Le cas de la France : *la Tendence nationale union islamique en France* (TNUIF), qui contrôle bon nombre de mosquées dans l'est de la France, y est rattachée. La prédication est assurée par ses partisans tout comme les services sociaux et culturels.

Les FM et les cadres du MG entretiennent des liens étroits, ils sont issus des mêmes milieux de classe moyenne bourgeoise et conservatrice. Le parti arrive au pouvoir au milieu des années 1990, malgré la résistance des partis laïques qui tentent d'encadrer les mouvements religieux sunnites d'Europe en créant une structure promouvant **l'islam turque sans lecture islamiste**. En réaction, en Europe, le MG favorise une installation en profondeur des mosquées et des structures d'éducation islamiques, dans les années 1990. Comme les FM, au-delà des préoccupations internes à la Turquie, une implantation durable et institutionnelle est projetée en Europe.

9 L'islam politique ou l'islamo-nationalisme pour déstabiliser de l'intérieur : le cas de la France



La cartographie des acteurs et les échiquiers

Légende

(EP) : Echiquier politique

(EC) : Echiquier concurrentiel

(ES) : Echiquier sociétal

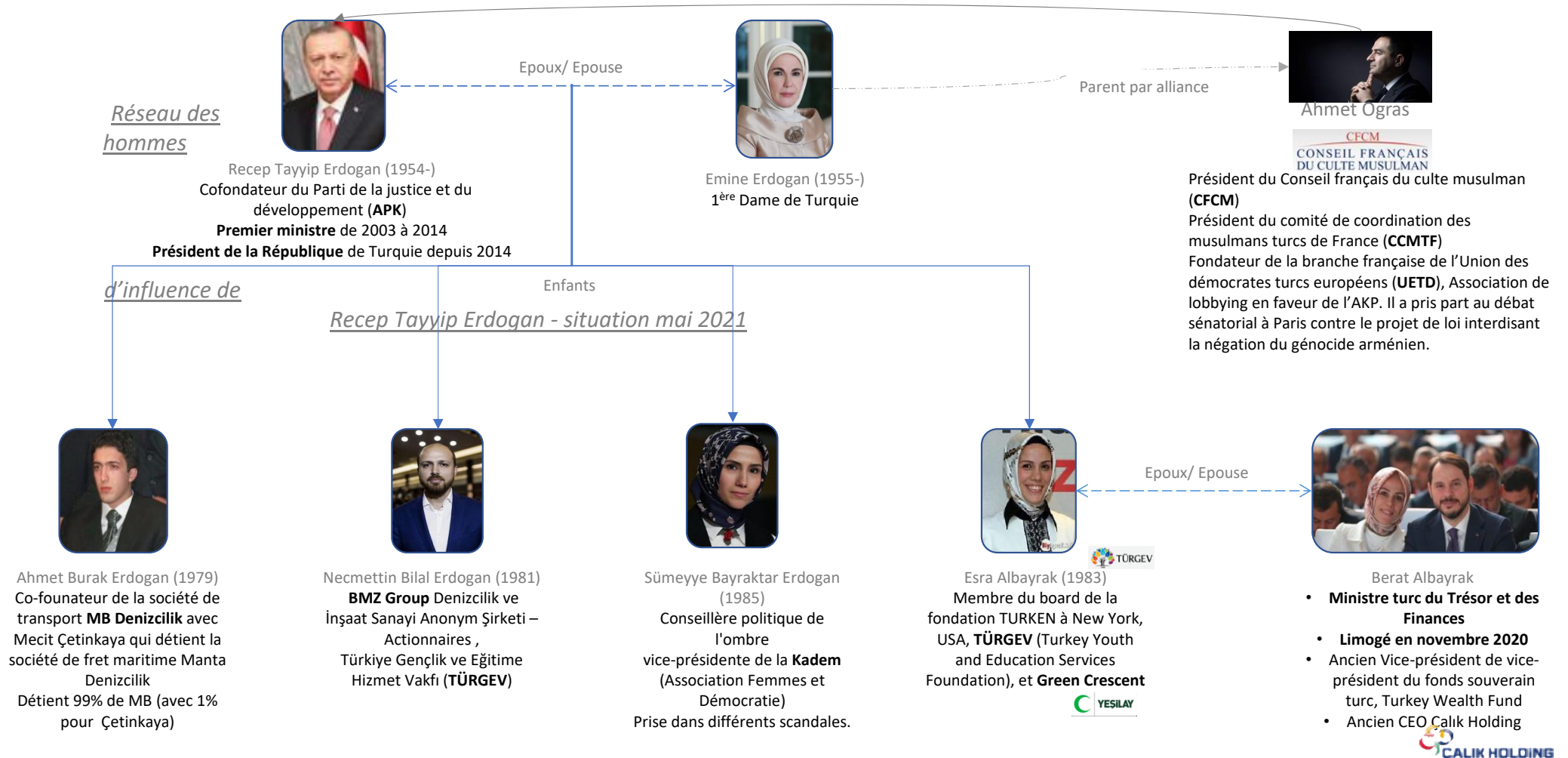
Les échiquiers de la Turquie au niveau mondial (Situation mai 2021)

ENGAGES (EP) : AKP, Cojep, Deiki, Ditibe : Union des affaires culturelles turco-islamiques (Diyanet par pays), Agence spatiale turque (TUA), Qatar, Loup Gris, Selim Bora (président de Summa), DAESH, SADAT, S.E.T.A. (Think tank proche du gouvernement) (EC) : Turkish Airlines, Türksat, TUSAS, Summa, les dizi (vecteurs audiovisuels), Médias : Kanal7, TRT, Media Turk, Belgesel, DEIK (conseil des relations économiques extérieurs), Nail Olpak Président de la DEIK, Melih Tanriverdi, (fils Adnan Tanriverdi fondateur du groupe de défense SADAT), Mustafa Latif Topbaş PDG et cofondateur du magasin discount Bim, Fuat Tosyalı (Patron de Tosyalı Holding), Selim Bora (SUMMA), Abdurrahman Kaan (ES) : la Tika, Millî Görüş, S.E.T.A. (Think tank proche du gouvernement), Abdurrahman Kaan (ONG hommes d'affaires indépendants)	ALLIES (EP) : Russie (selon le théâtre d'opération), Frères Musulmans, Liban, Palestine, Koweït, Lybie, Pakistan, Alliance MIST/MICTA (Amérique latine), Syrie (ANS / Armée Nationale de la Syrie, opposants à Bachar al-Assad), Diplomatie turcs (Ambassadeur turc en France), Turcs de Chypre nord et leur président Ersin Tatar, diaspora azerbaïdjanaise (EC) : Union Européenne, Allemagne, Mavi, Arçalik, Beko, Vestel, çalik Enerji, Aktif Bank, Holding Tosyalı, GAP Insaat, TPAO (Turkish Petroleum Corporation) avec Petrobras en Amérique Latine, Karpowership, Karadeniz Holding, Alliance MIST/MICTA (Amérique latine), kurdes irakiens, Elon Musk (Space X), TABEF (Forum économique et commercial Turquie/ Afrique), Müsiad (ES) : Diaspora turque à l'internationale, Alliance MIST/MICTA (Amérique latine)	NEUTRES (EP) : Union Européenne, Kurdes irakiens, OTAN, Chine (EC) : (ES) :	HESITANTS (EP) : USA, Israël, Allemagne (EC) : (ES) :
		CONTRADICTEURS (EP) : France (EC) : Entreprises de forage non-turcs, Chine, Maghreb, Afrique Sub-saharienne, Inde (ES) : Union Européenne	
PASSIFS (EP) : (EC) : (ES) :		OPPOSANTS (EP) : Egypte, Iran, EAU, Arabie Saoudite, PKK, Russie (selon le théâtre d'opération) (ES) : Diaspora exilée (ex: intellectuels, journaliste, artistes), militants LGBTQ+, association féministe, ONG MAARIF	ADVERSAIRES (EP) : Syrie (côté Bachar al-Assad), Kurdes syriens, putschistes du coup d'Etat raté de 2016, Arménie, Communauté arménienne, Grèce (EC) : (ES) :

Les échiquiers de la Turquie (Situation intérieure Mai 2021)

ENGAGES (EP) : AKP, MHP, Cojep, Deiki, Agence spatiale turque (TUA), Frères musulmans, MIT, Armée Turque, SADAT, S.E.T.A. (Think tank proche du gouvernement), Sümeyye Bayraktar Erdogan (EC) : Türksat, les dizi (vecteurs audiovisuels), Médias : Kanal7, TRT, Media Turk, Belgesel, Ahmet Burak Erdogan, Necmettin Bilal Erdogan, Melih Tanriverdi, (fils Adnan Tanriverdi fondateur du groupe de défense SADAT), Mustafa Latif Topbaş (PDG et cofondateur du magasin discount Bim), Selim Bora (SUMMA), Abdurrahman Kaan (ES) : la Tika, Diaspora turque à l'internationale, Millî Görüş, S.E.T.A. (Think tank proche du gouvernement), Emine Erdogan, Esra Albayrak, Abdurrahman Kaan (ONG hommes d'affaires indépendants)	ALLIES (EP) : (EC) : Müsiad (ES) : Réfugiés syriens (CSP +), diaspora azerbaïdjanaise	NEUTRES (EP) : (EC) : Arçalik, Beko, Vestel, çalık Enerji, Aktif Bank (ES) : Réfugiés syriens (CSP -)	HESITANTS
		CONTRADICTEURS	
PASSIFS		OPPOSANTS (EP) : Ekrem Imamoglu (actuel maire d'Istanbul), PKK, Communauté arménienne, A.S.A.L.A. (armée secrète arménienne de libération de l'Arménie), Muharrem Ince (homme politique), Sedat Peker (figure du crime organisé) (ES) : Jeunesse étudiante, (universitaires, journaliste, artistes), Diaspora exilée (ex: intellectuels, journaliste), militants féministes et LGBTQ+	ADVERSAIRES (EP) : Putschistes du coup d'Etat raté de 2016, les gülenistes, Meral Aksener (Femme politique- Parti Lyi) (EC) : (ES) : Hülya Gülbahar, avocate, figure du féminisme turc

Réseau familial de Recep Tayyip Erdoğan – (Situation mai 2021)



Réseau des hommes d'influence de Recep Tayyip Erdogan - situation mai 2021



Recep Tayyip Erdogan (1954-)
Cofondateur du Parti de la justice et du développement (**APK**)
Premier ministre de 2003 à 2014
Président de la République de Turquie depuis 2014



Melih Tanriverdi,
fils Adnan Tanriverdi
fondateur du groupe de
défense **SADAT**. Il occupe la
fonction de président du
groupe à la suite de son
père.



Mustafa Latif Topbaş
PDG et cofondateur du magasin discount
Bim en 1995.
En 2020, il a été révélé que Topbaş était
impliqué dans une tentative d'obtenir un visa
Schengen pour l'homme d'affaires saoudien
Yassin Kadi, à la demande du président turc
Recep Tayyip Erdoğan.



Selim Bora
Figure parmi les plus riches et les plus
influent hommes d'affaires turcs. Il est
très proche de Recep Tayyip Erdogan.
Patron du géant du BTP turc **SUMMA**.
Le groupe est très présent dans
plusieurs pays africains ces dernières
années

Soupçonné d'avoir mené
conjointement une opération
d'influence en Algérie contre la
France en vue d'obtenir les marchés
BTP algériens en Juin 2020



Fuat Tosyalı
Patron de **Tosyali Holding**,
leader de fer et d'acier de
Turquie devenu un géant
mondial de la sidérurgie ces 5
dernières années



Abdurrahman Kaan
Industriel et Homme d'affaires, Responsable
ONG, Président de l'Association des Hommes
d'Affaires Indépendants
Le MUSIAD représentent 50 000 entreprises
et 11000 hommes d'affaires turcs

LES SOUTIENS DE LA TURQUIE

LIBAN

Connaît de grandes difficultés financières, économiques et politiques



Démographie pluri-confessionnelle
Tendance représentation islam : sunnites
Président chrétien : Michel Aoun
Président du conseil des ministres musulman sunnite : Hassan Diab



Grande diaspora libanaise d'environ 14 millions de personnes

ISRAËL

Religion : Judaïsme
Dirigeant : Benjamin Netanyahu



La Turquie fut le premier pays musulman à reconnaître l'État d'Israël et Israël n'a pas reconnu le Génocide arménien.
Les relations entre les deux chefs d'état se sont tendues en 2018

PALESTINE

Religion : Islam sunnite
Dirigeant : Mahmoud Abbas
Relation bonne avec la Turquie.



Soutenue par le Qatar financièrement. Accueil par le Qatar des opposants d'Israël comme Ismaël Haniyeh.

KOWEÏT

Gros producteur de pétrole
Ami du Qatar



Religion : Islam Sunnite
Dirigeant : Émir Nawaf al-Ahmad al-Jaber al-Sabah

Très bonnes relations d'affaires avec les turcs (les koweïtiens achètent beaucoup d'immobilier en Turquie)
Relation moyenne avec l'Arabie Saoudite car rallie le Qatar contre l'embargo.

QATAR

Gros producteur de gaz
Soutien les Frères musulmans



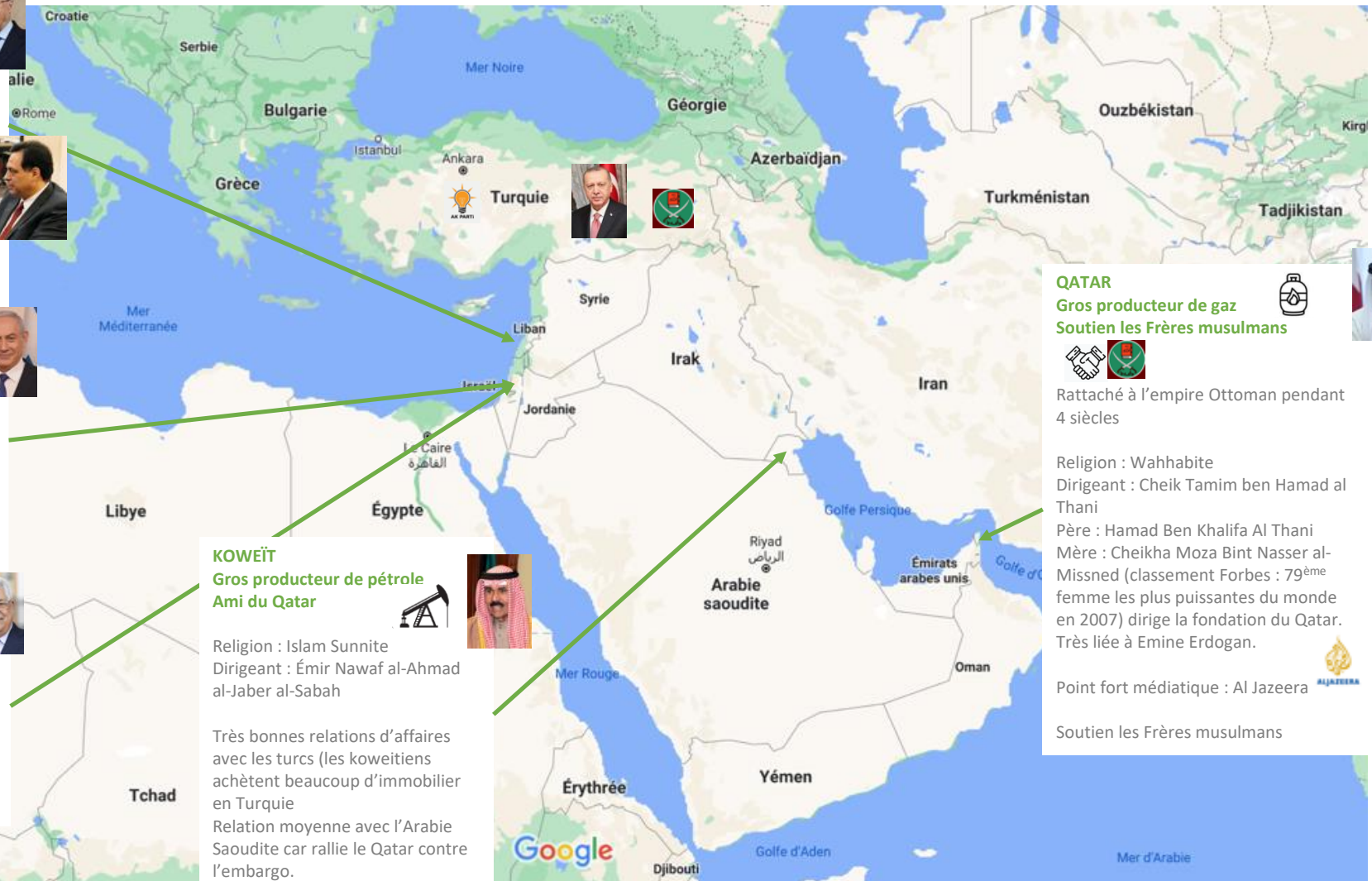
Rattaché à l'empire Ottoman pendant 4 siècles

Religion : Wahhabite
Dirigeant : Cheik Tamim ben Hamad al Thani
Père : Hamad Ben Khalifa Al Thani
Mère : Cheikha Moza Bint Nasser al-Missned (classement Forbes : 79^{ème} femme les plus puissantes du monde en 2007) dirige la fondation du Qatar. Très liée à Emine Erdogan.

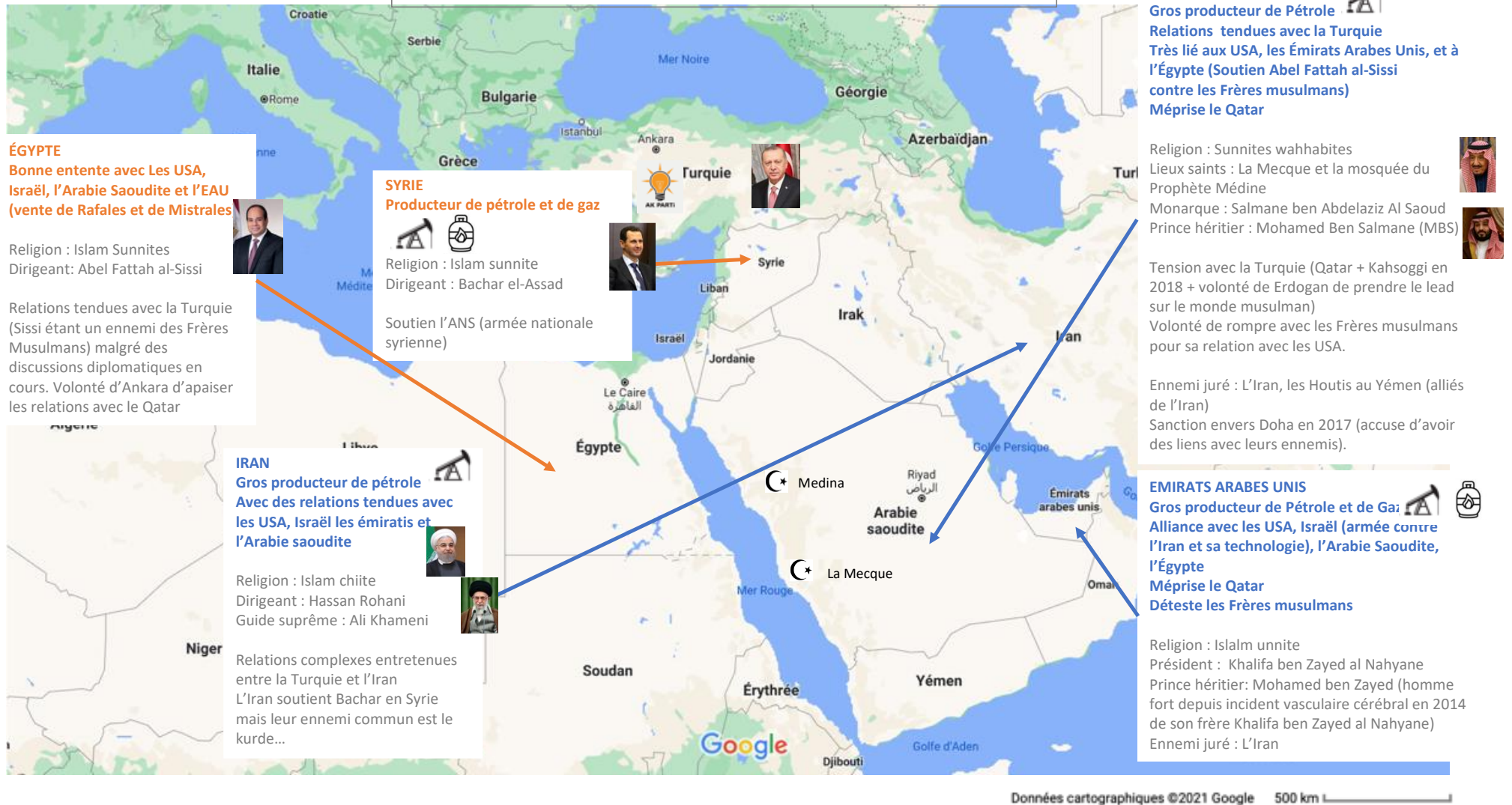
Point fort médiatique : Al Jazeera



Soutien les Frères musulmans



**LES MITIGES
LES OPPOSANTS**



Une influence plus limitée qu'en apparence : les limites économiques, politiques et sociales de la stratégie turque

1 La personnalisation de la politique turque : RT Erdogan tout puissant

Depuis le passage au régime présidentiel de 2018, la Turquie est en proie au pouvoir tout-puissant du Président Erdogan. La politique turque, notamment la politique étrangère, est personnifiée et incarnée par un seul homme : RT Erdogan.

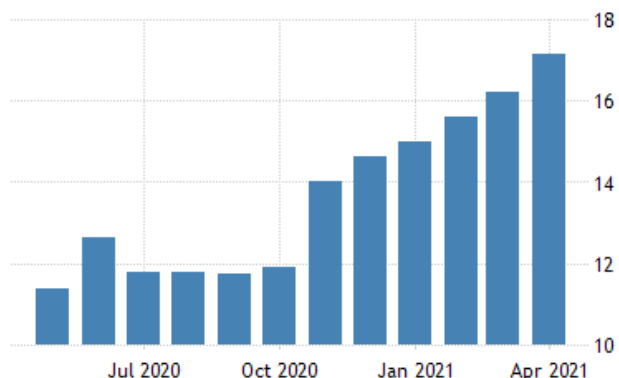
Certains analystes parlent même de « prise en otage » de la politique de son pays, du fait de sa vision singulière des relations internationales, analysées uniquement sous le prisme du rapport de force. Et non plus sous le prisme de la collaboration et de la négociation, comme autrefois sous l'ère de la profondeur stratégique.

RT Erdogan, et plus particulièrement ces derniers mois, a réalisé de nombreux dérapages attestant d'une volonté de lancer des confrontations ouvertes. Ce comportement a pour conséquence de limiter la portée de ses prises de parole et de noyer le fond du sujet, malgré sa capacité en deuxième temps à changer de fusil d'épaule en cas de blocage.

2 Une économie très instable qui exacerbe les tensions au sein du pays

Les dangers de l'inflation et la dépendance de l'économie au dollar

L'inflation est l'un des critères phare pour entrer au sein de la CEE. C'est certainement une des raisons qui a conduit le gouvernement turc dès le début des années 2000 à assainir l'endettement et à mener une politique austère des dépenses publiques pour abaisser l'inflation de façon assez spectaculaire entre le début des années 2000 et 2016. La courbe inflationniste est ainsi passée de 105%/an en 1994 à 8,5%/an en 2004. Mais, depuis les cinq dernières années, on assiste de nouveau à un retour de l'inflation en Turquie. Ainsi, elle atteint 16,19 % en Avril 2021(+7 points par rapport à 2016). Il est évident que la crise sanitaire actuelle n'a pas permis de la maîtriser et ne fait qu'amplifier le problème. En mars 2021, RT Erdogan a décidé de limoger le gouverneur de la banque centrale Naci Agbal, cinq mois à peine après sa nomination. Cet ancien ministre des finances, apprécié pour sa compétence, avait été nommé le 7 novembre dernier pour enrayer la chute de la livre et tenter de ralentir l'inflation qui dépasse 16 % par an. Cet acte a entraîné une chute de la livre turque (TRY) de 15% par rapport au dollar de 15% dans la journée. Depuis 2018, la monnaie a été dépréciée d'environ 60%. Cela la rend d'une part compétitive à l'exportation mais d'autre part, ses importations lui coûtent de plus en plus cher. Or la population turque consomme beaucoup de produits issus



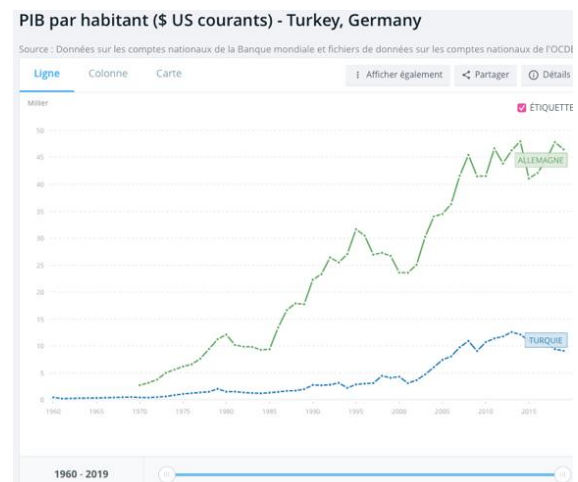
de l'import, la hausse se répercute directement sur la consommation locale.

Par ailleurs, même si sur les trente dernières années, le revenu national brut par habitant (RNB) a été multiplié par 5, les turcs voient leur pouvoir d'achat diminué depuis le coup d'état de 2016. En effet, Erdogan a renforcé son pouvoir en augmentant les dépenses de l'état, en jouant sur les taux d'emprunt. Cela a eu pour conséquence, un endettement plus élevé et une quasi-incapacité à accéder aux produits de premières nécessités⁷.

De surcroît, la pauvreté et le creusement social s'accroissent, aggravés par la COVID-19. En comparant les chiffres de l'indice des prix à la consommation turque et européenne (IPC EURO : 107 IPC Turc : 532), on note une très nette différence de niveau de vie. Aussi, selon un rapport de la Banque mondiale publié en avril 2020, 13,9 % de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté qui a été établi à 4,3 dollars (3,59 euros) par jour et par personne. Le taux de chômage est de 13% (contre 8% au sein de la zone euro) au niveau national, touchant le plus les jeunes de moins de 25 ans (25% des 15-24 sont au chômage contre 17% au sein de la zone euro).

Un produit intérieur brut résilient

Le produit intérieur brut de 717 milliards de dollars place la Turquie au 19^{ème} rang des puissances mondiales économiques. Sa croissance annuelle a été de 5%/an sur les 20 dernières années. La crise sanitaire mondiale de 2019 vient s'ajouter à la crise politique de 2016. Malgré tout, c'est un des rares pays à afficher un taux de croissance annuel du PIB de 1,8% en 2020. Selon un récent rapport de l'OCDE, celle-ci devrait atteindre les 5,9% cette année. Mais cela ne compense pas encore son retard par rapport aux pays développés. En effet, il n'en reste pas moins que la Turquie a encore une grosse marge de progression pour rattraper les premières puissances économiques comme le montre le schéma suivant :



PIB par habitant 2019 Turc : 9 126 \$

PIB par habitant 2019 Allemand : 46 467 \$

L'endettement se creuse avec l'augmentation des taux directeurs

⁷*selon l'economiste erinc yeldan, professeur d'economie a l'universite kadir has a istanbul, la hausse des prix cumulee depuis 2018 des produits alimentaires a ete de 55 %. (source le point international, « turquie: l'economie en berne, le spectre de la pauvreté plane » publie le 12/03/2021 a 17h51)*

Pour une compréhension de la situation économique turque actuelle, il est primordial de faire un focus sur sa situation économique au moment de la crise financière mondiale de 2008 et 2011. Concrètement, l'économie turque, comme celle de tous les pays émergents, a subi à plus ou moins grande échelle les répercussions de la crise venant des États-Unis et de l'Union Européenne. La structure de son système bancaire, qui sépare les banques de dépôt et les banques d'affaire à contrario des américaines et européennes, a permis au secteur financier turc de mieux résister. Cependant, le secteur réel de l'économie turc a été plus touché car son plus gros partenaire à l'export est l'UE. En 2009, les exportations turques chutent de 22,64%.

On note également une baisse considérable des entrées nettes de capitaux avec un volume de 34,6 milliards de dollars en 2008 contre 9,8 milliards de dollars en 2009. Les dommages collatéraux sont une chute de la monnaie turque face à l'euro et au dollar, une chute de ses valeurs mobilières et une augmentation de ses taux de crédit. Ainsi, pour la Turquie, 2008 fut plus une crise économique induite par la crise financière subie par ses partenaires européens. C'est le point de départ d'une nouvelle orientation pour la politique monétaire et budgétaire turque.

Un plan de relance a été mis en place avec notamment :

- La diminution de la taxe spéciale de communication (ÖIV) pour certains services dans le secteur des télécom de 15% à 5%,
- La baisse de la TVA sur les achats de logements dépassant 150 m² de 18% à 8%,
- L'annulation de la taxe spéciale sur consommation (ÖTV) des produits électroménagers,
- La réduction de la taxe sur les voitures d'une puissance inférieure à 1600 cm³ de 37% à 18% et de la taxe sur les véhicules commerciaux de 10% à 1%.

De son côté, la banque centrale a assoupli l'octroi des crédits pour les entreprises exportatrices et elle a tenté d'influer sur les taux de change pour améliorer la compétitivité à l'internationale des sociétés.

La Turquie est redevenue compétitive très rapidement mais elle est entrée dans le cercle vicieux d'un déficit budgétaire de plus en plus conséquent à chaque nouvelle crise. C'est ainsi que l'endettement privé qui ne représentait que 29,9% du PIB en 2007 s'établit à 95% au dernier trimestre 2020.

Avec la crise de 2018 et la situation sanitaire actuelle, les taux de crédit que ce soient les taux interbancaires ou les emprunts d'état (OAT10 ans) s'envolent de nouveau vers les points les plus hauts. Par exemple, les OAT 10 ans Turcs sont à 17,45% (on avoisine les taux des pays les plus fragiles comme l'Irlande et l'Italie au cœur de la crise de 2011) ceux de la France sont à 0,29%.

De surcroît, le volume de dette externe (59,1% du PIB au 3^{ème} trimestre 2020) expose l'économie turque aux variations de la valeur de la monnaie locale sur le marché des changes, ce qui peut entraîner des difficultés de remboursement. Le gouvernement de RT Erdogan doit faire face à un risque fort de crédit qui engendre une grande défiance des investissements étrangers. Comme on peut le noter sur le schéma, la crise sanitaire n'est qu'une continuité de

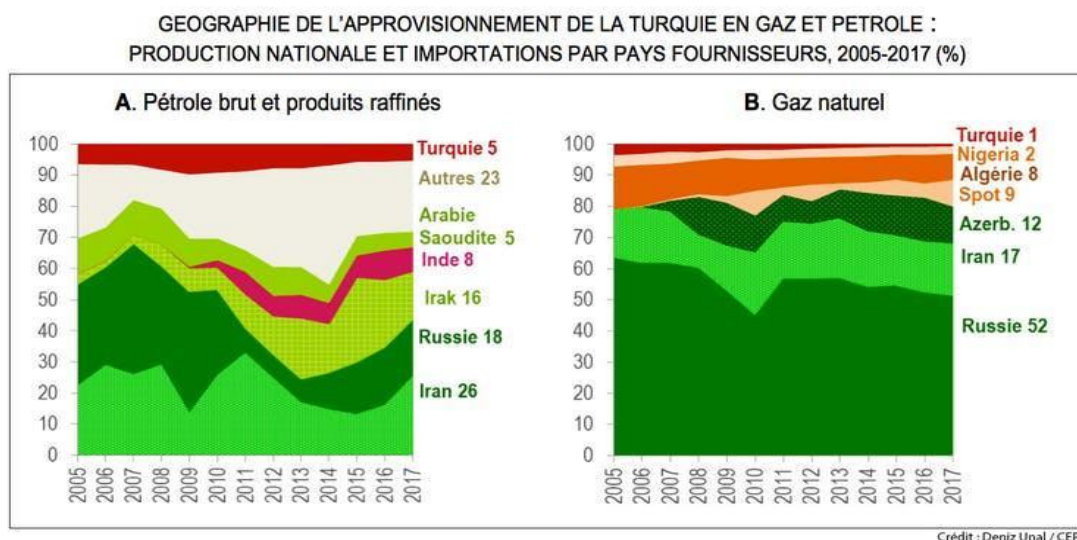


capitaux étrangers. L'instabilité de la politique intérieure depuis la tentative de coup d'état, le durcissement du régime de RT Erdogan, l'instabilité de la géopolitique de la région (crise syrienne, flux migratoire, conflit grecque en Méditerranée orientale, menace terroriste) sont les facteurs aggravants de cette chute des capitaux.

Les entreprises turques du secteur de la finance et de l'industrie sont dépendantes de ces investissements étrangers. En effet, le pays est structurellement déficitaire vis-à-vis du reste du monde.

C'est la partie à faible valeur ajoutée (généralement l'assemblage) qui est localisée en Turquie. C'est symptomatique d'un « pays-atelier », donc dépendant de donneurs d'ordres étrangers : sa production intègre beaucoup de composants importés et, à défaut, se limite à des produits bas de gamme et peu sophistiqués. Les exportations de haute technologie comme l'aérospatial, l'informatique, les produits pharmaceutiques et les instruments scientifiques représentent 2,5% du total des exports de produits manufacturés du pays. Un niveau très faible, nettement inférieur aux autres grands émergents, notamment la Chine. Ce manque de valorisation des exportations se retrouve dans la balance courante, structurellement négative (autour de 5,1% du PIB). C'est pourquoi, les IDE représentent le moyen le plus stable de financement, or, à ce jour ils ne couvrent qu'un cinquième du déficit courant turc. On peut conclure, qu'au **risque de crédit**, la Turquie s'expose à un **risque de volatilité des marchés financiers**.

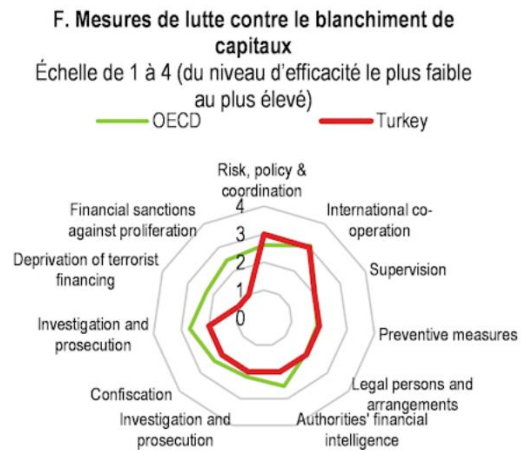
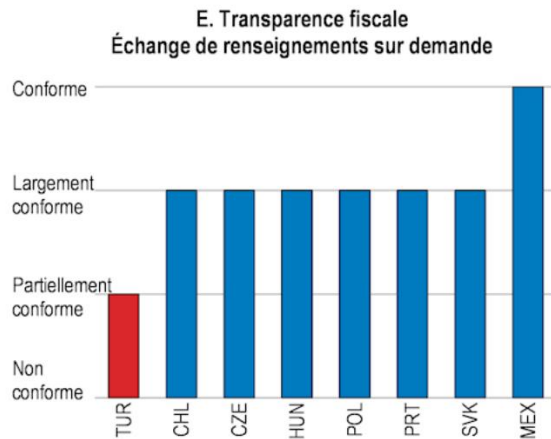
A ces risques vient s'ajouter celle de sa dépendance énergétique. En effet, l'évolution de sa croissance économique a augmenté sa consommation de gaz et pétrole. Or, la Turquie ne possède que très peu de ressources énergétiques. Sa production issue par moitié entre le charbon et l'hydroélectricité ne subvient qu'au quart de ses besoins. Cela l'expose à une dépendance vis-à-vis de la Russie (18%) et de l'Iran (26%) et l'Irak (16%), ses trois principaux fournisseurs. Ainsi, son économie est de fait très sensible aux problèmes géopolitiques de ses voisins qui provoquent soit des embargos soit des variations de prix très importants. En matière gazière, en 2017, 80 % des livraisons sont provenues de gazoducs, en vertu de contrats de fourniture portant sur plusieurs décennies, de la Russie (52 %), de l'Iran (17 %) et de l'Azerbaïdjan (12 %). La Turquie, dans le cadre aussi de contrats à long terme, achète aussi du gaz naturel liquéfié (GNL), acheminé par des méthaniers, à l'Algérie (8 %) et au Nigéria (2 %). Elle se fournit enfin sur le marché spot, autrement dit au comptant et à court terme, auprès de quelques fournisseurs (9 % dont 3 % auprès du Qatar).



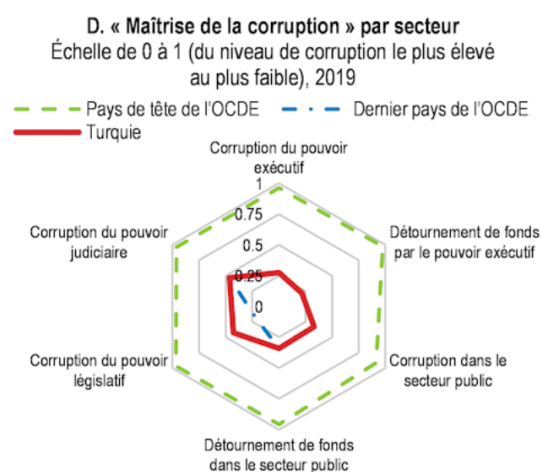
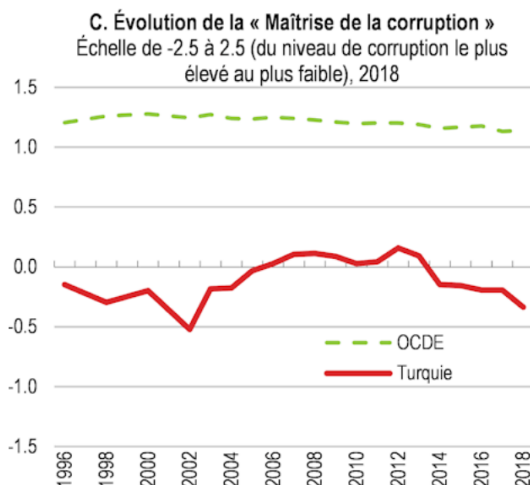
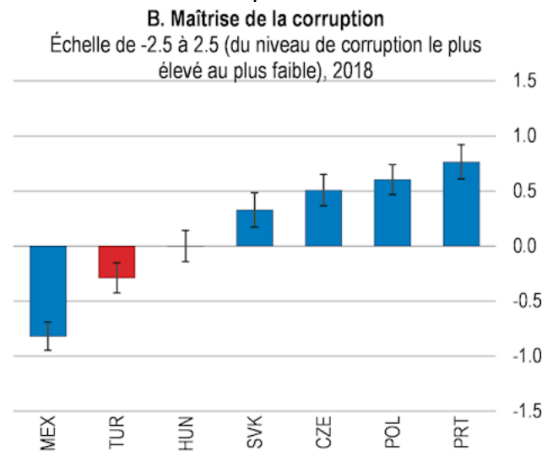
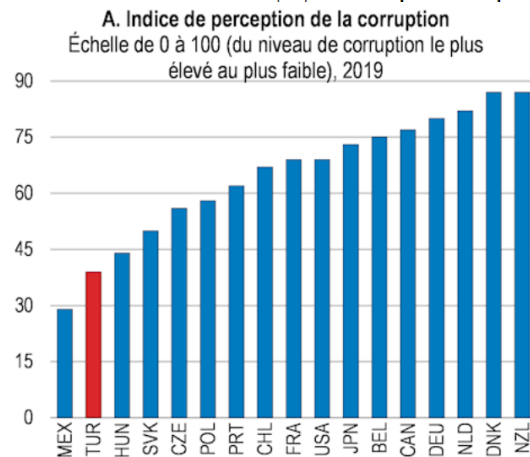
Dans ce contexte économique complexe, la Turquie fait notamment appel à son allié du golfe, le Qatar, pour redresser la situation. Certaines voix s'élèvent pour critiquer ces nombreux investissements du Qatar en Turquie. Dans un numéro récent, l'hebdomadaire satirique turc *Uykusuz* relayait les inquiétudes d'une partie de l'opinion publique devant la troublante générosité qatarienne. Sur une caricature en pleine page, des hommes en tunique blanche se baladaient sous l'œil envieux d'un Turc prisonnier du couvre-feu nocturne, les contemplant depuis sa fenêtre.

Enfin, certaines entreprises qui sont le fer de lance de la stratégie de RT Erdogan, sont fragilisées par la situation économique dégradée. Par exemple, Turkish Airlines s'avère être vulnérable à tout rebondissement pouvant affecter l'évolution du trafic aérien. L'instabilité régionale et les rivalités de pouvoirs au Moyen-Orient constituent une sérieuse menace pour les vols commerciaux de la compagnie. Et plus récemment, l'impact du COVID-19 sur le tourisme international illustre bien cette vulnérabilité.

3 De mauvais résultats sur la corruption et la transparence fiscale qui fait peur aux investisseurs internationaux et détériore encore la situation économique



Graphique 1.26. Risques de corruption, d'opacité fiscale et de blanchiment de capitaux



4 L'image du pays qui se dégrade et accélère la fuite des capitaux : les atteintes aux Droits de l'Homme et le tournant autoritaire de RT Erdogan

Plusieurs années après l'arrivée au pouvoir du président Erdogan en Turquie, des observateurs nationaux et internationaux ont soulevé des allégations de violations des droits de l'homme qui seraient plus répandues que dans les époques passées du pays. Le Président conserve un pouvoir absolu voire autoritaire sur son pays.

Au cours des années 2000, certains de ces observateurs ont exprimé l'espoir que la réduction du rôle de l'armée turque dans ses institutions de gouvernance civile pourrait conduire à une démocratie plus libérale - et peut-être à l'adhésion à l'Union européenne. Depuis lors, cependant, beaucoup ont exprimé des inquiétudes concernant le régime civil largement incontrôlé et teinté d'islamisme que RT Erdogan justifie sur la base d'élections à la légitimité douteuse. Certaines allégations de fraude et de manipulation des électeurs ont fait surface à l'occasion des élections de juin 2018, ce qui était également le cas lors du référendum constitutionnel d'avril 2017.

Aux élections locales de 2019, l'AKP a conservé la plus grande part des voix, mais a perdu certaines municipalités clés au profit de candidats de l'opposition du Parti populaire républicain de tendance laïque (Cumhuriyet Halk Partisi, ou CHP). Les pertes les plus importantes de l'AKP lors de ces élections concernent la capitale, Ankara, et Istanbul, la plus grande ville et centre économique de Turquie.

Bien que le gouvernement ait défini un plan d'action en matière de droits de l'homme, il servira davantage à conquérir le cœur de l'électorat que d'éviter les violations des droits de l'Homme. Ces dernières sont si nombreuses en Turquie que les citoyens ne voient dans cette initiative qu'une simple mise en scène. Les tribunaux régionaux ne mettent pas en œuvre les verdicts de la Cour constitutionnelle et le gouvernement ne prend pas en compte les arrêts de cassation de la Cour européenne des droits de l'homme.

Les rapports des États-Unis et de l'Union européenne, ainsi que des rapports non officiels d'observateurs des droits de l'homme et d'autres tiers, identifient un certain nombre de problèmes :

- Pratiques du gouvernement ou de ses partisans (par exemple, contrôle des médias, censure, intimidation, fraude électorale ou manipulation) qui peuvent saper le caractère « libre et équitable » des élections en Turquie.
- Arrestations arbitraires, détention illimitée et pratiques d'interrogatoire inappropriées (y compris des cas de torture), et une certaine érosion générale de l'indépendance du secteur de la justice et des normes de preuve.
- Emprisonnement, fermetures forcées ou transferts d'avoir et autres mesures visant les journalistes, les dirigeants de la société civile, les opposants politiques de RT Erdogan et les institutions indépendantes. Le gouvernement justifie certaines mesures sur la base de la lutte contre le terrorisme, même si parfois les personnes ciblées semblent n'avoir eu que des contacts minimales ou superficiels avec des organisations classées par la Turquie comme groupes terroristes - comme le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou le mouvement Fethullah Gulen.
- Limitations importantes du droit de manifestation et de protestation.
- Conditions et poursuites judiciaires concernant le contenu publié sur les principaux sites Internet et de médias sociaux (c.-à-d. YouTube, Facebook, Twitter).

La situation des femmes en Turquie est inquiétante. La récente sortie en mars 2021 du traité d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en attestera. Ainsi, le gouvernement drague les parties conservatrices de l'électorat turc. A l'inverse, il va encore éloigner de nombreux membres de l'AKP qui sont favorables à la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

Même à l'échelle internationale, le Président Erdogan multiplie les provocations comme lors de la visite d'Ursula von der Leyen en avril 2021. La patronne de la Commission européenne s'est vue proposer le canapé, quand un fauteuil doré attendait le président du Conseil européen, Charles Michel, au côté de l'hôte du jour, Recep Tayyip Erdogan.

Sur le plan intérieur, l'émancipation des femmes n'est pas au programme de l'islam politique brandi par l'AKP de RT Erdogan. Les femmes ne devraient pas rire en public, « c'est une question de décence », avait déclaré jadis Bülent Arınç, un ancien compagnon de route du chef de l'Etat. La femme, est selon RT Erdogan une « mère avant tout » et elle serait « incomplète » si elle n'a pas d'enfants. L'AKP est allé jusqu'à présenter un projet de loi à l'Assemblée proposant une amnistie pour les violeurs, à condition qu'ils épousent leur victime – projet finalement retiré face au tollé qu'il a provoqué. De nombreuses femmes publiques s'opposent, avec difficulté, à l'AKP et ses traditions rétrogrades. Par exemple, l'ancienne ministre de l'intérieur (1996-1997), Meral Aksener est constamment harcelée suite à ses prises de parole contre RT Erdogan. Son groupe d'opposition est boycotté et il lui est de plus en plus difficile ne serait-ce que de réussir à louer un local pour un meeting politique.

L'affaire Ergenekon permet également de fournir des éclaircissements sur le fonctionnement profond de la Turquie, dans le cadre de ses nombreuses tentatives de coups d'Etat (1960, 1971, 1980 et de 1997, 2016...).

Lancée en 2007, l'affaire Ergenekon consiste en une suite de procès qui dénonce les projets subversifs de l'état turc. Cette affaire renvoie au rapport entre l'Etat réel et l'Etat profond incarné par l'armée et les élites militaro-laïques kémalistes. L'affaire Ergenekon témoigne aujourd'hui de la division politique du pays. Cependant en 2013, sur les 275 accusés de tentative de coup d'Etat, 16 ont été condamnés à la prison à vie dont des responsables militaires, politiques et intellectuels. Ce verdict assoit le pouvoir autoritaire de RT Erdogan. L'armée qui s'est voulue la gardienne des valeurs laïques a perdu de son influence et est devenue une arme importante du hard power turc. Cette affaire a servi d'intimidation de l'opposition, voire d'avertissement à tous ceux qui oseraient et permet de justifier la mise en place de dispositifs sécuritaires d'exception court-circuitant les gouvernements et institutions en place.

Le leader turc accusé d'antisémitisme : sa parole devient inaudible sur la scène internationale

En mai 2021 : Le Président turc avait déclaré "ce sont des meurtriers, à tel point qu'ils tuent des enfants âgés de cinq ou six ans, il n'y a que sucer le sang qui les assouvit".

Washington a qualifié les déclarations du Président turc "absolument inacceptables" et a dénoncé "les propos antisémites" de RT Erdogan.

"Accuser notre président d'antisémitisme découle d'une approche illogique et fausse. C'est un mensonge proféré contre notre président", déclarait Omer Celik, porte-parole de l'AKP.

"Le communiqué américain à propos des remarques de notre président Erdogan sur les violences israéliennes envers les civils palestiniens est absolument inacceptable", a par la suite tweeté le directeur de la communication de la présidence turque, Fahrettin Altun.



5 La Turquie et les diasporas turques pointées du doigt pour leurs activités illégales (blanchiment d'argent et financement du terrorisme) au sein de l'Union européenne

Des diasporas turques à la manœuvre dans de nombreuses activités illégales en Europe et qui font souvent les gros titres.

Les réseaux turcs, souvent familiaux, qui ont su développer leur activité notamment dans le secteur du BTP en France, se retrouvent au cœur de nombreux scandales.

En 2011, à Toulouse, quatorze individus d'une même famille originaire de Turquie ont été mis en examen pour abus de biens sociaux, blanchiment et banqueroute en bande organisée. Un homme d'une quarantaine d'années à l'époque a été écroué et identifié comme le chef du clan. Il avait placé tous ses proches à la tête d'entreprises dans le secteur du BTP, de l'immobilier mais aussi de la restauration et de la location de voitures.

En 2013, une histoire similaire éclate aux alentours de Lyon. Une organisation très structurée née au sein de la communauté turque a été ciblée : une quarantaine de chefs d'entreprises du BTP sont suspectés de faire partie d'un trafic hors norme. Plusieurs millions d'euros blanchis et des accusations pour abus de biens sociaux, faux et usage de faux, emplois d'étrangers sans titre de travail et blanchiment d'argent commis en bande organisée.

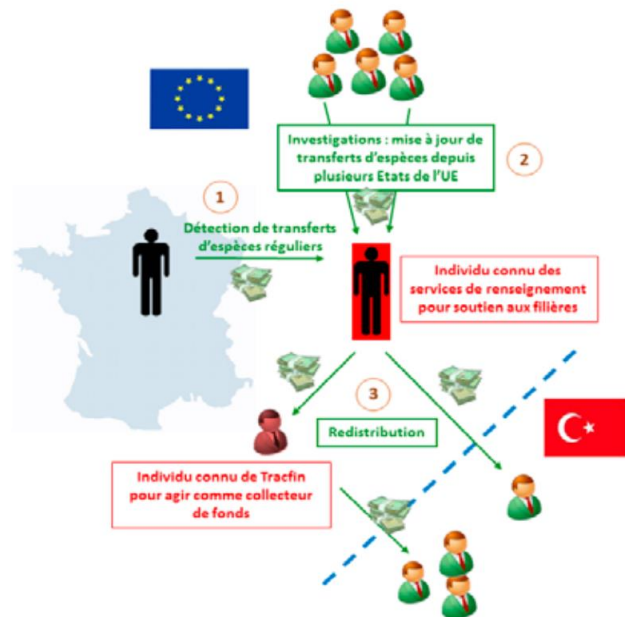
Plus récemment en janvier et février 2020 en Gironde mais aussi à Nantes, la justice s'est intéressée à des entreprises du BTP turques pour des faits de blanchiment, faux et usages de faux, escroquerie en bande organisée.

Le maillage territorial, l'organisation très structurée et les réseaux très forts construits autour de la famille indiquent un système bien ancré en France et depuis de nombreuses années. Les personnes impliquées entretiennent des liens forts avec la Turquie (certains n'ayant pu être appréhendé en France à tant, se sont réfugiés dans leur pays d'origine sans risque d'y être inquiété) et laissent suspecter un pilotage des activités illégales depuis la Turquie.

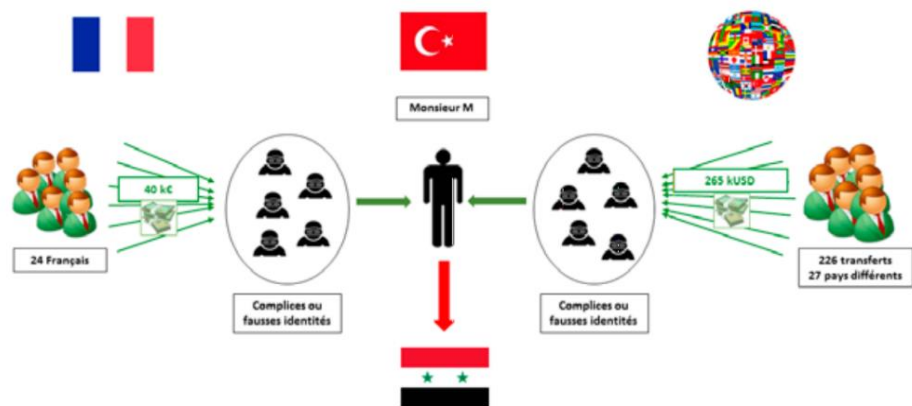
De l'argent blanchi qui servirait notamment à financer le terrorisme via la Turquie.

Les rapports annuels d'activité de Tracfin dénonçaient en 2016 déjà puis en 2018 des cas de réseaux de collecteurs en France et qui transiterait par la Turquie.

Les alertes ont été données en 2015 suite à des transferts d'espèces réguliers entre des individus résidents de l'UE, l'un étant connu pour son implication dans les filières de recrutement pour la Syrie et le soutien logistique à l'état islamique. Cet individu redistribue l'argent collecté notamment à un tiers résident en Turquie et un autre individu résident dans l'UE mais connu du service comme étant un collecteur de fonds à destination de la Turquie.



Un autre cas détecté faisait état de tout un réseau construit autour d'un seul homme appelé M. Ses activités de collecte de fonds pour l'Etat islamique ont été identifiées par Tracfin, à partir de plusieurs pays européens par l'intermédiaire notamment de sociétés de transmission de fonds. L'action de ce réseau a été telle qu'elle a déclenché des actions spécifiques de nombreux services de renseignement sur la thématique de la collecte de fonds. Monsieur M transmettait parfois lui-même l'argent et effectuait régulièrement des allers-retours entre la Turquie et la Syrie.



La Turquie est ainsi devenue un pays avec lequel tout échange entre particuliers est suspicieux aux yeux des autorités européennes.

6 La présence de millions de réfugiés, attribuée aux actions de RT Erdogan, déstabilise l'équilibre intérieur du pays

Les millions de réfugiés, notamment syriens et afghans, sont désormais dans le collimateur d'Ankara du fait de leur impact négatif sur la situation sociale, économique et sanitaire.

En effet, l'opinion publique est désormais hostile à leur présence et l'AKP semble incapable de rassurer sa population quant à sa capacité à gérer la situation.

La solidarité islamique a joué pour justifier l'accueil des exilés, seulement aujourd'hui, plus 70% de la population turque pense leur présence affecte l'ossature socioculturelle du pays et détériore la qualité des services publics.

La très grande majorité des syriens présents en Turquie sont placés sous « protection temporaire », statut précaire et restrictif. Ils ont grâce à ce statut le droit de séjourner et l'accès à certains droits sociaux, notamment aux soins gratuits, ainsi que d'être protégés contre le refoulement. Cela ne leur permet cependant pas d'ouvrir un compte bancaire ni d'obtenir un permis de conduire. L'accès au marché du travail est rendu plus compliqué.

Ainsi, la spécificité d'une économie où le secteur informel représente plus d'un tiers des emplois, c'est une aubaine pour des réfugiés qui ne disposent pas de permis de travail. Le travail au noir s'est alors développé et a impacté l'emploi des turcs qui travailleraient moins pour être payés plus que les réfugiés syriens. C'est ainsi que l'image du Syrien « voleur de travail » s'est peu à peu installée. De plus, l'ensemble des dépenses réalisées par le gouvernement pour accueillir et gérer les réfugiés (estimées à plus de 10 milliards de dollars depuis 2011) pèsent sur les finances publiques du pays et le moral des turcs qui ont de nombreuses difficultés financières. Les tensions au sein de la société turque s'en retrouvent amplifiées.

Des contradictions et oppositions internes et externes qui remettent en cause l'atteinte des objectifs d'expansion de la Turquie

1 *La doctrine de la patrie bleue ou l'utilisation contradictoire du droit international*

La doctrine de la patrie bleue implique de surmonter un obstacle de taille : le traité de Lausanne qui établit les frontières. Ces dernières ne sauraient être modifiées que par la guerre ou le consentement. En l'état des choses, le consentement n'est pas réaliste aujourd'hui en Méditerranée orientale et au Levant et la Turquie n'aurait aucun intérêt à lancer une guerre, en plus de ses multiples interventions militaires par ailleurs, avec une économie si mal en point. Le second obstacle est le droit de la mer et la convention internationale qui rendent caduques les revendications maritimes de RT Erdogan.

Cependant, ce dernier n'hésite pas à utiliser à son profit le droit international et maritime qu'il défie et contredit lorsqu'il est utilisé contre ses intérêts. Et à ignorer la souveraineté de ses voisins régionaux. Cette contradiction rend toute négociation inutile.

Enfin, RT Erdogan est contredit en interne sur sa stratégie maritime par une centaine d'amiraux à la retraite dont les théoriciens font partie (Cem Gürdeniz et Mustafa Özbey). En effet, ces derniers ont publié une tribune en avril 2021 qui appelle le gouvernement turc à ne pas remettre en cause la convention de Montreux (1936) qui régit la libre circulation dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles.

2 *La politique de RT Erdogan a exacerbé la polarisation des clivages de la société turque*

Comme évoqué, la société turque est le résultat d'une richesse ethnique, religieuse et culturelle. Ces clivages historiquement transcendés par les clivages politiques, ces dernières années, ont amené à l'augmentation de la méfiance entre les individus en raison de leurs origines, croyances ou convictions présumées.

La société turque est le théâtre de trois clivages majeurs qui ont été exacerbé par la politique intérieure et extérieure du Président turc, mettant en péril la stabilité de la société et donc son soutien populaire :

- Un clivage ethnique entre Turcs et Kurdes
L'AKP ajuste sa position vis-à-vis des kurdes, eux-mêmes composés de divers groupes qui s'opposent, au gré de ses intérêts et opportunités (surtout économiques) au Moyen-Orient. RT Erdogan n'hésite pas à réaliser des déclarations décrivant les kurdes comme étant des terroristes qui remettent en cause la sécurité du peuple turc, tandis qu'il développe des relations commerciales et économiques avec certains d'entre eux comme les kurdes irakiens à Erbil.
- Un clivage religieux entre Sunnites et Alévis (qui représentent environ 20 % de la population)
- Un clivage culturel entre modernisme occidental et traditionalisme religieux

3 *La schizophrénie de la population turque : la tradition du nationalisme kémaliste et laïque versus l'avènement de l'islam politique de RT Erdogan*

Le port du voile en Turquie est de plus en plus répandu. Cependant, lorsque vous visualisez les fameux *dizi* (série turque) exportées à l'international, seuls les derniers grands succès permettent de voir des personnages féminins portant le voile. Il existe ainsi une distorsion entre les pratiques religieuses de la société turque et la matérialisation de cette société dans les séries.

La Turquie moderne de Mustafa Kemal Atatürk s'est construite sur les déclarations de son leader qui espérait que « toutes les religions se retrouvent au fond des mers ». Il a modifié la constitution pour retirer l'islam en tant que religion d'état et a banni le fez qu'il considérait comme emblématique de la haine. Enfin Atatürk considérait le voile comme « un spectacle qui faisait de la nation ottomane un objet de ridicule ».

La Turquie de l'AKP de RT Erdogan, anciennement frère musulman, a entièrement remis en cause cet héritage en contrôlant la pratique de l'islam mais pour la favoriser, en réhabilitant l'islam et les valeurs islamiques radicales au niveau étatique et en faisant de l'islam une arme politique. Arme qui vient compléter un ultranationalisme historiquement laïque. De plus, la référence à « l'identité musulmane » comme un élément de la « profondeur stratégique » de la Turquie est tout à fait contradictoire. Pour être efficace, une diplomatie moderne devait être pensée et conduite selon des critères séculiers et non identitaire-sectaires.

Ces contradictions rendent la lecture de la société turque très complexe et ne permettent pas à RT Erdogan de s'assurer une base électorale solide et pérenne dans le temps.

4 *La Turquie : premier distributeur d'héroïne en Europe de l'ouest – un positionnement contradictoire avec les valeurs islamiques prônées par l'AKP*

En décembre 2020, Veysel Filiz, lobbyiste de la coalition AKP/MHP et ancien vice-président du Cojep (organisation souvent pointée du doigt en Europe) a été arrêté avec une centaine de kilos d'héroïne en direction de l'UE à la frontière bulgare.

Malgré les cris au complot, cet événement entache le réseau d'influence de RT Erdogan en Europe et remet au goût du jour le rôle majeur de la Turquie dans la distribution d'héroïne en Europe de l'ouest à partir des productions en Turquie.

La quantité d'héroïne présente en Europe ne fait qu'augmenter : une tonne supplémentaire saisie en 2017 par rapport à 2016 pour atteindre 5,4 tonnes, une grande partie provenant de Turquie.

Les Echos faisait déjà état en 2002 de la production de pavot en Turquie (matière principale de la production d'héroïne) :



Officiellement, la Turquie ne produit ni pavot ni opium. Seulement, la Drug Enforcement Agency (agence de lutte contre le trafic de drogue) identifie jusqu'à 6 tonnes d'héroïne par mois qui partent de Turquie vers l'Europe de l'ouest. Ainsi, d'après le Bureau international de contrôle des narcotiques, 75 % de l'héroïne saisie en Europe aurait a minima transité en Turquie.

La position de la Turquie est un point de transit pour les drogues provenant du Croissant d'or (Afghanistan, Pakistan, Iran) et du Triangle d'or (Myanmar, Laos, Thaïlande). Ces drogues ne font souvent pas que transiter par le pays mais y sont raffinées près d'Istanbul et dans le sud-est du pays.

Historiquement, le PKK était en partie à la manœuvre dans le trafic de drogue en provenance de Turquie. Selon une étude Cairn (drogues et conflits : éléments pour une modélisation), entre 1984 et 1993, 298 individus arrêtés en Europe pour trafic de drogues étaient liés au PKK. Le NCIS britannique, estime que 40% du budget annuel du PKK provenait du narcotrafic. Seulement, le gouvernement turc a lui-même été accusé de financer les actions des loups gris contre le PKK grâce aux revenus du trafic de drogue également. Aujourd'hui, les liens directs entre le gouvernement turc et le trafic de drogue en Europe n'ont pas été établis mais de fortes suspicions subsistent.

Le rôle de la Turquie dans le trafic de drogue européen ne s'arrête pas qu'à l'héroïne. Toujours en 2017, la Turquie a saisi plus de comprimés de MDMA (8,6 millions) et plus d'amphétamine (6,6 tonnes) que l'ensemble des États membres de l'UE réunis. Elle a par ailleurs saisi une quantité astronomique de méthamphétamine, 658 kg.

Enfin, les mêmes filières de trafic de drogue sont également épinglées en Europe pour d'autres types de trafic. Entre 2015 et 2017, une filière turque active dans le trafic de drogue a réalisé des ventes d'armes à Toulouse. Ces armes provenaient des filières turques présentes en Allemagne.

L'entourage personnel proche de RT Erdogan fait souvent les gros titres de par le mode de vie extravagant de certains membres : une vidéo d'un membre de l'AKP en train de consommer de la cocaïne dans une voiture de luxe a notamment fait la polémique en mars 2021. Cette nouvelle est survenue alors que 400 kilogrammes d'héroïne étaient saisis dans le sud-est de la Turquie et plus de 3,8 tonnes de marijuana dans le nord-ouest du pays, au cours de deux opérations distinctes. C'est le Président Erdogan directement qui est impacté par ce genre de

publicité contredisant totalement les valeurs islamiques prônées par l'AKP depuis le début des années 2000.

Enfin, la criminalité turque agit également sur le trafic de migrants. La position stratégique de la Turquie dans les flux migratoires vers l'UE lui permet d'occuper une position dominante dans le trafic de migrants, selon un rapport du parlement européen de 2011. Les filières turques agissent comme facilitateur de l'ensemble du processus d'immigration clandestine.

5 *RT Erdogan n'arrive pas à rassembler les grandes puissances arabo-musulmanes et la position tant convoitée de leader du monde musulman est loin d'être acquise*

RT Erdogan a surestimé l'intérêt d'utiliser l'identité musulmane partagée avec ses voisins pour devenir leader du monde musulman. Les efforts déployés dans ce sens sont retardés depuis une décennie notamment à cause des conflits (notamment ceux dans lesquels la Turquie est impliquée) et l'instabilité dans la région.

La crise de 2017 entre les principaux pays du golfe ont mis en lumière l'incapacité de RT Erdogan à rassembler ses voisins musulmans.

Recep Tayyip Erdogan a réalisé plusieurs tournées pour tenter d'apaiser les tensions entre le Qatar et ses opposants (l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte). Le Qatar s'est vu imposé des sanctions suite aux allégations contre l'émir gazier de soutien au terrorisme de l'Iran chiite.

Sa volonté de devenir leader du monde musulman est contradictoire avec sa prise de position sans ambiguïté aucune avec le Qatar. Le Président turc réduit ainsi sa marge de manœuvre auprès des puissances du Golfe, surtout au regard de la base militaire turque sur le sol qatari.

6 *La Turquie à l'origine de tensions avec ses alliées au sein de l'OTAN*

La relation de la Turquie avec l'OTAN, et donc indirectement avec Washington, ne s'inscrit probablement pas dans une logique de rupture : la Turquie étant la 2^{ème} armée de l'OTAN et mettant à disposition sa base d'Incirlik qui a notamment été utilisée pour bombarder les positions de l'Etat Islamique. Ainsi, la relation de la Turquie avec l'OTAN semble indispensable, bien que compliquée ces dernières années.

La Turquie a indéniablement causé des tensions au sein de l'organisation dernièrement en attaquant ouvertement d'autres membres de l'organisation ou leurs intérêts. Le premier exemple est l'attaque répétée de la Grèce autour des ressources naturelles présentes en Mer Egée ou de la question de l'île de Chypre. Nous pouvons ajouter le soutien apporté par RT Erdogan à l'organisation terroriste du Hamas, organisation que tous les membres de l'OTAN combattent ouvertement ou encore son intervention à la frontière nord de la Syrie. La Turquie a de plus acheté en 2016, contre l'avis de l'OTAN et de Washington, des missiles à la Russie. Le Président turc viole de plus régulièrement les sanctions contre l'Iran.

Ainsi, RT Erdogan tient l'agenda de l'OTAN en otage de ses préoccupations et intérêts nationaux au détriment des intérêts de défense collective de l'OTAN.

La relation de confiance de la Turquie avec ses alliées de l'OTAN est en conséquence bien écornée. L'OTAN, au même titre que l'UE, a choisi de contrer les velléités de puissance de la Turquie vis-à-vis de ses voisins. Ainsi, Ankara s'est exposée à de nombreuses sanctions économiques sectorielles. Par exemple, suspendu les exportations de composants électroniques utilisées par le drone de combat turc TB2, utilisé en soutien des forces de l'Azerbaïdjan durant le conflit au Haut-Karabakh. Les Etats-Unis ont eux exclu la Turquie de leur programme de développement de l'avion de combat américain F-35 à cause de cet achat.

Au-delà de ces sanctions économiques, la Turquie va se retrouver isolée (ou est même déjà isolée) de la communauté internationale, dont elle a pourtant besoin a minima sur le plan économique.

7 *Emmanuel Macron, seul leader européen à s'opposer à RT Erdogan : des réactions contradictoires et provocantes du Président turc*

Le Président Macron est un des seuls leaders européens à s'opposer ouvertement à RT Erdogan. C'est ainsi qu'il avait annoncé à Strasbourg l'interdiction de tout enseignement en langue étrangère sur le territoire national français. Un échange vif avait également eu lieu entre les deux présidents autour de la question du blasphème. Emmanuel Macron a de plus décidé d'interdire les loups gris sur le sol français, et ce par décret.

C'est ainsi que RT Erdogan tente de lancer un appel au boycott des produits français alors que de nombreuses entreprises françaises sont implantées sur le sol turc (ex : Renault) et sont donc des vecteurs d'emploi et de consommation majeurs du pays. Le boycott a bien évidemment été un échec. Mais le Président Erdogan s'expose de plus en plus à des mesures de rétention économiques appliquées par l'UE.

Ainsi, la bataille sur le plan idéologique est contre dite par les problématiques économiques que RT Erdogan ne saurait ignorer, surtout à l'approche des futures élections législatives. De plus, malgré tous les efforts de manipulation des diasporas turques en Europe et plus spécifiquement en France, leurs structures pour certaines peuvent être fragiles et facilement contrées.

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES**Articles scientifiques, livres**

Pertev Naili Boratav, Folklore et littérature populaire turcs, 1966, p. 263-69,
<https://www.persee.fr>

Istar Gozaydin, The Impact of Ahmet Davutoğlu's New Diplomacy on Africa: The Case of Mali and Somalia-Somaliland.pdf, <https://www.academia.edu>

Istar Gozaydin, Ahmet Davutoğlu's Foreign Policy Understanding: A Blend of Westernist and Multiculturalist Eurasianism.pdf, The arab world geographer/le géographe du monde arabe, <https://www.academia.edu>

Fatih Demiroz et Naim Kapucu, Anatomy_of_a_Dark_Network_The_Case_of_Tu.pdf, décembre 2012, <https://www.researchgate.net>

Ali Balci, A_Trajectory_of_Competing_Narratives_The.pdf, A Trajectory of Competing Narratives: The Turkish Media Debate Ergenekon, p76-100, 2010, <https://www.academia.edu>

Alain Labrousse, AUTR_026_0141_Cairn_Drogues et conflits_éléments pour une modélisation.pdf., Drogues et conflits : éléments pour une modélisation, Autrepart 2003/2 (n° 26), pages 141 à 156, <https://www.cairn.info>

Douglas Anderson, Between_fact_and_fantasy_Turkeys_Ergenek.pdf, Studium Rotterdam, 2016, <https://www.researchgate.net>

Murat Metin Hakki, Adrian Dellecker, Cairn_Dix ans d'alliance turco-israélienne.pdf, Dix ans d'alliance turco-israélienne, Succès passés et défis à venir, Politique étrangère 2006/2 (Été), pages 421 à 430, 2006, <https://www.cairn.info>

COME_091_0033_Cairn_La Turquie au coeur des enjeux géopolitiques et énergétiques régionaux.pdf.

Jeanne Hersant, CRII_045_0141_Cairn_Souveraineté et gouvernementalité la rivalité gréco-turque en Thrace occidentale.pdf, Critique internationale 2009/4 (n° 45), pages 141 à 162, 2009, <https://www.cairn.info>

Mehdi Semati, Mehdi Faraji , Yalda N. Hamidi, Elite_Discourse_on_Technology_in_Iran_Ne.pdf, 2016, <https://www.academia.edu>

Guillaume Perrier, *Dans la tête de Recep Tayyip Erdogan*, SOLIN/ ACTES SUD, 2018

Randa Kassis, Alexandre del Valle, *Comprendre le chaos syrien. Des révolutions arabes au djihad mondial*, L'artilleur, 2016

Ahmet Insel, *La nouvelle Turquie d'Erdogan : du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, La Découverte/ Poche, 2017

Cengiz Aktar, *Le malaise turc*, Empreinte temps present, 2020

Articles de presse

« Affaiblie économiquement, Ankara courtise la Chine », Le Monde.fr, 28 avril 2021, <https://www.lemonde.fr>

« “Affront de la chaise” : le président turc Erdogan, provocateur incorrigible des Européens », L'Express.fr, 8 avril 2021, <https://www.lexpress.fr>

Laure Stephan et Marie Jégo, « Ankara renforce son influence dans les territoires syriens sous son contrôle », Le Monde.fr, 6 juillet 2020, <https://www.lemonde.fr>

Ardavan Amir-Aslani, « Cessez-le-feu au Haut-Karabakh : une victoire en trompe-l'œil », novembre 2020, <https://www.atlantico.fr>

Caroline Hayek, Ornella Antar et Mohammad Yassine, « Au Liban, le retour à petits pas de la Sublime Porte », L'Orient-Le Jour, 20 novembre 2020, <https://www.lorientlejour.com>

Aurélien Denizeau, « Entretien avec le contre- amiral Cihat Yaycı « La patrie bleue » : quand la Turquie regarde la mer », Conflits, n° N°31, janvier 2021, p. 64-66

George Pagoulatos, « Avec la Turquie, il fait savoir manier la carotte et le bâton. », Courrier international, 5/10/2020, <https://www.courrierinternational.com>

Ariane Bonzon, « Ces indésirables réfugiés syriens », Le Monde diplomatique, 1 mai 2020, <https://www.monde-diplomatique.fr>

Théotime Chabre, « Chypre-Nord, Au Cœur Des Préoccupations Turques », The Conversation, 15 décembre 2020, <http://theconversation.com>

Nur Asena Gülsoy, « Beyrouth : des Libanais manifestent contre les propos d'un présentateur insultant la Turquie », AA Anadolu Agency, 12 juin 2020, <https://www.aa.com.tr>

« Boom technologique sur le Bosphore », TOOISTANBUL, 25 avril 2013, <https://www.tooistanbul.com>

Laure Marchand, « Comment le parti d'Erdogan s'infiltré en France », L'Obs, 07 avril 2017, <https://www.nouvelobs.com>

Arab news, « Comment une banque en Turquie a financé les opérations terroristes du Hamas », Arab news France, 25 octobre 2020, <https://www.arabnews.fr>

Pierre Conesa, « Au Proche-Orient, cinq conflits entremêlés », Le Monde diplomatique, 1 décembre 2015, <https://www.monde-diplomatique.fr>

Pierre Conesa, « Aux origines des attentats-suicides », Le Monde diplomatique, 1 juin 2004, <https://www.monde-diplomatique.fr>

« Conflit gréco-turc : une guerre énergétique complexe », Ecole de Guerre Economique, <https://www.ege.fr>

Anne-Dominique Correa, « Engouement latino pour les séries turques », Le Monde diplomatique, 1 novembre 2020, <https://www.monde-diplomatique.fr>

White & Case LLP, COVID-19: Turkish Government Financial Assistance Measures, 9 juin 2020, <https://www.whitecase.com>

Anne Dastakian, « Dorothée Schmid : « Erdogan veut démontrer qu'il peut faire ce qu'il veut en Libye » », 10 juin 2020, <https://www.marianne.net>

Raseef22, « Eau. L'Euphrate, l'autre arme de la Turquie contre les Kurdes en Syrie ». Courrier international, 5 mars 2021, <https://www.courrierinternational.com>

Meher Hajbi, « Erdogan participe à la cérémonie de livraison du premier moteur local d'hélicoptère », 05 décembre 2020, <https://www.aa.com.tr>

Juan Pons, « Erdogan s'allie au magnat Elon Musk pour étendre l'influence de la Turquie dans le monde », Atalayar, 8 janvier 2021, <https://atalayar.com>

Forbes, « Classement Des Meilleures Compagnies Aériennes 2020 », *Forbes France*, 30 novembre 2019, <https://www.forbes.fr/classements/classement-des-meilleures-compagnies-aeriennes-2020/>

« Germania: la Turchia ostacola i controlli su una nave diretta in Libia », Sicurezza internazionale, 23 novembre 2020, <https://sicurezzainternazionale.luiss.it>

Jean-Michel Desplos, « Gironde : la justice s'intéresse à des entreprises du BTP turques pour des faits de blanchiment », SudOuest.fr, 26 février 2020, <https://www.sudouest.fr>

Air Cosmos, « Grèce-Turquie : Vers une guerre de robots tueurs ? », Air Cosmos, 25 février 2021, <https://www.air-cosmos.com>

Madjid Zerrouky, « Guerre en Syrie : que contient l'accord d'Astana ? », Le Monde.fr, 5 mai 2017, <https://www.lemonde.fr>

Fatima Bhutto, « How Turkish TV Is Taking over the World », The Guardian, 13 septembre 2019, <http://www.theguardian.com>

i24NEWS, "La Turquie rejette les accusations américaines qui ont dénoncé les "propos antisémites" de R. Erdogan », 19 mai 2021, i24NEWS, <https://www.i24news.tv>

Imtilak Immobilier, « Économie de la Turquie », Imtilak Immobilier, 23 avril 2020, <https://www.imtilak.net> et <https://web.archive.org>

O Phileleftheros, « Influence. À Chypre du Nord, "les urnes ont élu... Erdogan" », Courrier international, 19 octobre 2020, <https://www.courrierinternational.com>

Alexandre Devecchio et Jean-François Colosimo, « Jean-François Colosimo : «La Turquie d'Erdogan, ce laboratoire belliciste aux portes de l'Europe» », Le Figaro, 02 décembre 2020 , <https://www.lefigaro.fr>

Anshel Pfeffer, " Hamas Uses Secret Cyberwar Base in Turkey to Target Enemies", The Times, 22 octobre 2020, <https://www.thetimes.co.uk>

Joséphine Dedet, « Karpowership, Çalik, Tasyali : les pionniers du business turc en Afrique – Jeune Afrique », JeuneAfrique.com, 30 octobre 2020, <https://www.jeuneafrique.com>

Le Figaro avec AFP, « Coronavirus: Erdogan dos au mur face à la récession en Turquie », Le Figaro, mai 2020, <https://www.lefigaro.fr>

Souhaïl Belhadj, « « Le processus d'Astana ne fait qu'éterniser le conflit syrien au lieu d'y mettre un terme » », Le Monde.fr, 16 mars 2021, <https://www.lemonde.fr>

Luc de Barochez, « L'économie turque fonce dans le mur... », CAPITAL, février 2018, <https://www.capital.fr>

Marine Copin, " Faruk Bilici, « l'histoire ottomane est avant tout une histoire européenne », 2007, <https://ovipot.hypotheses.org/229>

Michel Verrier, « L'Allemagne et « ses » Turcs », *Le Monde diplomatique*, 1 septembre 2008, <https://www.monde-diplomatique.fr>

AFP, « La Turquie inquiète les marchés _ la livre au plus bas face à l'euro et au dollar », *La Tribune*, juin 2020, <https://www.latribune.fr>.

Nicolas Cheviron, « Le Qatar, ami imaginaire d'Erdogan », Mediapart, 24 janvier 2021, <https://www.mediapart.fr>

La Chine exhorte la Turquie à revenir sur sa décision concernant un terroriste du MITO_French.news.cn., Xinhuanet, 13 avril 2021, <http://french.xinhuanet.com>

Ali Kazancigil, *La diplomatie turque au Moyen-Orient : du succès à l'échec*, Revue n° 791 Juin 2016 - p. 42-48, <https://www.defnat.com>

Noura Doukhi, « La disgrâce du gendre d'Erdogan », *L'Orient-Le Jour*, 13 novembre 2020, <https://web.archive.org> et <https://www.lorientlejour.com/article/1240743/la-disgrace-du-gendre-derdogan.html>

Tigrane Yégavian, « La Grèce face à l'expansionnisme turc », *Conflits*, 24 janvier 2021, <https://www.revueconflits.com>

Anne-Laure Michaux, *La Libye : Typologie d'une Guerre d'influence Russo-Turque*, portail-ie, 3 mars 2021, <http://portail-ie.fr>

Etienne de Floirac, « La politique étrangère menée par Erdogan », *Conflits*, 7 novembre 2020, <https://www.revueconflits.com>

Le Monde avec AFP, « La tension monte entre Bagdad et Ankara après la mort de deux haut gradés irakiens tués par un drone turc au Kurdistan », *Le Monde.fr*, 12 août 2020, <https://www.lemonde.fr>

« La Turquie est prête à restaurer le port endommagé de Beyrouth », Sputniknews, 8 Aout 2020, <https://fr.sputniknews.com>

Luis Illanas García, « La Turquie, expansion et leadership en Afrique », *Atalayar*, 11 décembre 2020, <https://atalayar.com>

Mohanad HAGE ALI, « La Turquie pousse ses pions au Liban », *L'Orient-Le Jour*, 5 septembre 2020, <https://www.lorientlejour.com>

Politique étrangère, « La Turquie : une puissance émergente qui n'a pas les moyens de ses ambitions », *Blog Politique étrangère*, 4 décembre 2020, <http://politique-etrangere.com>

Henar Hernández, « La Turquie va construire trois bases militaires dans le nord de l'Irak », *Atalayar*, 25 juin 2020, <https://atalayar.com>

Romain Lachambre, « L'évolution de la diplomatie publique turque sous l'AKP : l'exemple des activités de la TIKa dans les Balkans », *Observatoire de la vie politique turque*, 6 mars 2019 <https://ovipot.hypotheses.org>

Clémence Dunand, « Le géant turc Arçelik veut conquérir la France », *Les Echos*, 6 juin 2006, <https://www.lesechos.fr>

Emilie Bouvier, « Le « Hezbollah turc » et le « Front islamique du grand Orient » : retour sur deux mouvements 'terroristes' islamistes turcs méconnus (1/2). Le Hezbollah turc », *Les clés du Moyen-Orient*, 19/01/2021, <https://www.lesclesdumoyenorient.com>

Emilie Bouvier, « Le « Hezbollah turc » et le « Front islamique du grand Orient » : retour sur deux mouvements 'terroristes' islamistes turcs méconnus (2/2). Le Front islamique du grand Orient, un groupe atypique », *Les clés du Moyen-Orient*, 20/01/2021, <https://www.lesclesdumoyenorient.com>

Céline Pierre-Magnani, « Le Qatar au secours de la Turquie à coups de milliards », La Croix, 18 décembre 2020, <https://www.la-croix.com>

Tancrède Josseran, « L'État profond. Le pouvoir derrière le pouvoir », Conflits, 28 décembre 2017, <https://www.revueconflits.com>

« L'instrumentalisation de Daesh dans la guerre de l'information : le cas russo-turc », Ecole de Guerre Economique, 21 mars 2021, <https://www.ege.fr>

Marek Kaminsky, « La Turquie va exporter son avion de contre-guérilla Hürkuş-C », Air-Cosmos, avril 2021, <https://www.air-cosmos.com>

Kendal Nezan, « La Turquie, plaque tournante du trafic de drogue », Le Monde diplomatique, 1 juillet 1998, <https://www.monde-diplomatique.fr>

Tigrane Yégavian, « La diaspora, un rôle géopolitique unique. L'exemple de la diaspora turque. Entretien avec Tigrane Yégavian », Conflits, 6 mars 2021, <https://www.revueconflits.com>

Tancrède Josseran, « La nouvelle Turquie de Tayyip Erdogan », *Commentaires*, 2018/4 (Numéro 164), pages 831 à 838

Rapports

Jean-Jacques Kourliandsky, « Amérique latine : nouvelle frontière des ambitions turques », IRIS, 13 mars 2015, <https://www.iris-france.org>

CJ31-PR-680999_FR.pdf., PROJET DE RAPPORT sur le rapport d'exécution relatif aux fonds fiduciaires de l'Union européenne et à la facilité en faveur des réfugiés en Turquie, Parlement européen, <https://www.europarl.europa.eu>

Coface, Etudes économiques et risque pays Turquie, Février 2021, <https://www.coface.fr>

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : compte rendu de la semaine du 1er février 2021, Sénat, Février 2021, <https://www.senat.fr>

Antoine Vagneur-Jones et Can Kasapoglu, « Bridging the Gulf : Turkey's Forward Base in Qatar », Fondation pour la recherche stratégique, 2017, <https://www.frstrategie.org>

Bruno Surdel, « Dossier : La Turquie sur la route de la soie – Où en sont les relations sino-turques ? » Observatoire français des nouvelles routes de la soie, septembre 2018, <https://observatoirenrs.com>

Mina Saïdi-Sharouz, echogeo-15985_Le rôle des séries télévisées turques dans la.pdf, 2018, <https://journals.openedition.org>

Jana Jabbour, *France vs. Turquie, en Méditerranée orientale : une rivalité géopolitique entre un « gardien » de l'ordre ancien et une puissance émergente défiante*, IFRI, mai 2021, <https://www.ifri.org>

Jana Jabbour, *La Turquie : une puissance émergente qui n'a pas les moyens de ses ambitions*, IFRI, Politique étrangère, vol. 85, n° 4, hiver 2020-2021, <https://www.ifri.org>

Claude Malhuret, Claude Haut et Leila Aïchi, *La Turquie : une relation complexe mais incontournable*, Sénat, 29 juin 2016, https://www.senat.fr/rap/r15-736/r15-736_mono.html

Didier Billion, *Le Haut-Karabakh : terrain d'affrontements sans fin entre Bakou et Erevan ?*.pdf, IRIS, 21 octobre 2021, <https://www.iris-france.org>

Principaux Éclairages Sur l'action Publique - Études Économiques de l'OCDE : Turquie 2021 (Version Abrégée), OECD iLibrary, <https://www.oecd-ilibrary.org>

« Amérique latine : nouvelle frontière des ambitions turques », IRIS, <https://www.iris-france.org/55612-amerique-latine-nouvelle-frontiere-des-ambitions-turques>

Fabien Dany, « La Turquie, nouveau hub des migrations clandestines vers l'Europe ? » Anatoli. De l'Adriatique à la Caspienne. Territoires, Politique, Sociétés, n° 3, octobre 2012, p. 223-34

Hakim El Karoui, « La fabrique de l'islamisme », *Institut Montaigne*, Septembre 2018, <https://www.institutmontaigne.org>

Ahmet Erdi Öztürk, *The many faces of turkey's religious soft power*, Berkley center for religion, peace & world affairs | brookings institution, geopolitics of religious soft power policy brief #2

Ergenekon_New_Pacts_and_the_Decline_of_t.pdf

Ergenekon_the_power_of_a_legend.pdf

Ergenekon_un_nom_mythique_tres_prise_en.pdf

International_Islamic_Theology_Project_a.pdf

IPOL-LIBE_NT(2011)453191_FR_La_criminalité_organisée_asiatique_dans_l'UE.pdf

Islam_and_High_Technology_Global_Communi.pdf

HER_124_0051_Cairn_La_crise_libanaise_vue_de_la_Turquie.pdf

HER_148_0083_Cairn_Chypre_un_triple_enjeu_pour_la_Turquie.pdf

Home_is_Where_You_Make_it_Gender_and_Ahm.pdf

Jusqu'où ira l'islamo-nationalisme d'Erdogan_ – Un si Proche Orient.pdf

Kaya_Serdar_2012_The_Social_Psychology_o.pdf

LAIDE_PUBLIQUE_AU_DEVELOPPEMENT_DE_LA_TU.pdf

La_recomposition_de_la_politique_etrange.pdf

Larmee_turque_face_a_laffaire_Ergenekon.pdf

Sites internet

« 15 Séries Turques à voir en streaming sur Netflix en 2020 », Series Turques, 13 septembre 2020, <https://www.seriesturques.com/15-series-turques-a-voir-sur-netflix-2020-streaming/>

« About Us », General Atlantic, <https://www.generalatlantic.com>

Army/Navy Transportable Radar Surveillance (AN/TPY-2), Missile Defense Advocacy Alliance, <https://missiledefenseadvocacy.org>

« Carte interactive du conflit en Syrie », Syria Intelligence, <https://www.syriaintel.com/carte-conflit-syrie>

Citoyenneté Turque par Investissement de Fonds, Istanbul Homes, <https://istanbulhomes.com>

diploweb.com, Geopolitique de la Turquie, <https://www.diploweb.com>

European Commission sur LinkedIn : #UnionOfEquality #GenderEquality #IstanbulConvention, Mai 2021, <https://www.linkedin.com>

Engin Yüksel et Haşim Tekineş, Evolving Turkish-Qatari Relations: 2002 to 2020 | Turkey's love-in with Qatar, Janvier 2021, <https://www.clingendael.org>

Geographical Features of Turkey, Go Turkey Tourism, <https://www.goturkeytourism.com>

Indicateurs et conjoncture – TURQUIE, Direction générale du Trésor, <https://www.tresor.economie.gouv.fr>

Kurdish Workers Party (PKK) as Criminal Syndicate: Funding Terrorism Through Organized Crime--A Case Study, Office of Justice Programs, <https://www.ojp.gov>

Universalis, Encyclopædia, « GRÈCE - De la Grèce byzantine à la Grèce contemporaine », Encyclopædia Universalis, <https://www.universalis.fr>

IESC, Admin M2, « L'effondrement de la devise turque : quelles causes et quelles conséquences sur l'économie ? », Master Intelligence Economique et Stratégies Compétitives, 11 mai 2020, <https://master-iesc-angers.com>

« La République en actes : discours du Président de la République sur le thème de la lutte contre les séparatismes. », elysee.fr, 2 octobre 2020, <https://www.elysee.fr>

Musacimen, "Mavi Vatan" versus la "Profondeur Stratégique" : une doctrine eurasiste pour remplacer une doctrine « néo-ottomaniste »?, Observatoire de la Turquie contemporaine - IFG, décembre 2020, <https://turquie.icordis.fr>

Rebecca Thevenon, « La cause palestinienne en Turquie à l'heure du déménagement de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem », Observatoire de la vie politique turque, 8 novembre 2018, <https://ovipot.hypotheses.org>

Irem Zeyneloglu, L'évolution déstabilisante du taux de change en Turquie - L'observatoire des politiques économiques en Europe, Bulletin de l'observatoire des politiques économiques en europe, N°43, <https://opee.u-strasbg.fr>

<https://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Turquie>

<https://fr.tradingeconomics.com/>

<https://donnees.banquemondiale.org>

<https://economicresearch.bnpparibas.com/Views/DisplayPublication.aspx?type=document&IdPdf=42997>

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/31931/136458.pdf?sequence=2&isAllowed=y>

<https://master-iesc-angers.com/leffondrement-de-la-devise-turque-quelles-causes-et-quelles-consequences-sur-leconomie/>

<https://www.latribune.fr/economie/international/turquie-une-economie-tres-dependante-de-l-exterieur-587147.html>

<https://atradius.fr/publications/rapport-pays-turquie-mars-2021.html>

<https://www.businessfrance.fr/turquie-primark-relocalise-une-partie-de-sa-production-de-la-chine-vers-la-turquie>

<https://opee.u-strasbg.fr/spip.php?article385>

<https://www.oecd-ilibrary.org/>

https://unctad.org/system/files/official-document/wir2020_en.pdf

[https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/la-turquie-face-a-3-graves-desequilibres-economiques-824932.html`](https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/la-turquie-face-a-3-graves-desequilibres-economiques-824932.html)

[Présidence de la Stratégie et du Budget](#)

[Ministère de l'agriculture et de la gestion forestière](#)

[Ministère de la science, de l'industrie et de la technologie](#)

[Ministère du Trésor et des Finances](#)

[Institut Statistiques Turc](#)

[Banque Centrale de la République de Turquie](#)

[Bourse d'Istanbul](#)

[L'agence de soutien et de la promotion à l'investissement turque](#)

[Dunya](#)

[Hurriyet Daily News](#)

[Le quotidien Sabah](#)

[TRT World](#)

Audiovisuel, Podcast

Erdogan et le chantage migratoire, *France Culture*, <https://www.franceculture.fr>

Marc Chabot YT, Ergenekon le Gladio turc p1&2 : Rendez-vous avec Mr X du 12 & 19 sept 2009 Turquie, Youtube, 12 et 19 septembre 2009,
<https://www.youtube.com/watch?v=2nwftCRvOR8>

Méline Freda, Guerre en Syrie : une propagande turque bien huilée, ARTE,
<https://www.arte.tv>

Erdogan, L'ivresse du pouvoir, ARTE, 2015, <https://info.arte.tv>.

Hakan Fidan : biographie, actualités et émissions France Culture, France Culture,
<https://www.franceculture.fr>

Guillaume Perrier, Erdogan, L'ivresse du pouvoir, 2015, <https://info.arte.tv/fr/le-film-erdogan-livresse-du-pouvoir>

Jeu de go en Méditerranée Orientale : le nouvel expansionnisme turc, France Culture, 29 octobre 2020, <https://www.franceculture.fr>

Terra Bellum, L'Expansionnisme Turc en Méditerranée a-t-il des Limites ?, Youtube,
<https://www.youtube.com/watch?v=K4WVkW-zM6Y> et <https://web.archive.org>

Marie Lorand, C dans l'air Erdogan : le sultan qui défie l'Europe, France 5,
<https://www.france.tv/france-5>

C dans l'air, La crise de l'économie turque, talon d'Achille d'Erdogan - Reportage 08.10.2020,
france-5 sur france.tv, 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=LddW9GCco5A>

Cerise Sudry-le-Dû, « En Turquie, la communauté ouïghoure inquiète des complaisances
d'Ankara vis-à-vis de Pékin », Europe 1, 18 avril 2021, <https://www.europe1.fr>

Le dessous des cartes - Turquie ARTE. ARTE, 2019, <https://www.youtube.com>

Maître Ardavan Amir-Aslani, L'impact des relations Turco-Iraniennes sur l'échiquier mondial
- Maître Ardavan Amir-Aslani, TVAEGE, 2020,
<https://www.youtube.com/watch?v=FXRy6bYi4Do>

Entretiens menés

Pierre Conesa - agrégé d'histoire, essayiste et ancien membre du Comité de réflexion
stratégique du ministère de la Défense

Emmanuel Dupuy – Président du think tank IPSE

François-Aïssa Touazi – Responsable du MENA et du sud-est de l'Asie chez Ardian

Portails économiques

[Ministère des affaires étrangères](#)

[L'agence de la promotion à l'investissement en Turquie](#)

[Conseil des marchés financiers de la Turquie](#)